



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



**Asistans mètèl
ou asistans
kriminèl?**

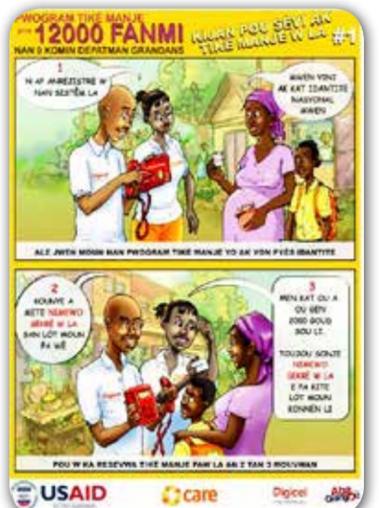
Page 6

**English
Page 9**



Voir page 4

L'action en justice intervient à un moment où les hauts fonctionnaires de l'ONU exhortent le Secrétaire général à « dire la vérité ». Le 8 octobre, Navi Pillay, du Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'homme, a déclaré que « les victimes du choléra en Haïti devraient obtenir une compensation »



**Derrière la faim
en Haïti**

Page 8



CSC/CA: MARTELLY EN RÉBELLION AVEC LA LOI

Voir page 4

Depuis l'accession de Sweet Micky à la tête du pays avec la complicité des grandes puissances impérialistes, les lois de la République sont foulées aux pieds et les institutions républicaines sont frappées d'instabilité chronique.



**De Jean XXIII à
Hugo Chavez :
le socialisme du
XXIe siècle !**

Page 10



**Vietnam: le
général Vo Nguyen
Giap est mort !**

Page 17

Quand on refuse de se mettre à l'écoute du peuple !

Par Berthony Dupont

Les 29 et 30 septembre dernier, les masses populaires haïtiennes avaient fait entendre leurs voix en disant haut et fort ce qu'elles aimeraient voir arriver maintenant dans le pays à savoir le départ des forces occupantes des Nations-unies et de leurs laquais au pouvoir, en l'occurrence Joseph Michel Martelly et Laurent Lamothe. Une fois encore, le peuple a prouvé qu'il est capable de jouer un rôle déterminant dans l'accomplissement d'un réel changement dans son pays.

Une foule immense et vibrante avait investi le pavé. Leur cri de colère était la suivante : A bas l'impérialisme ! A bas l'occupation avait pris une signification nouvelle et concrète. En outre elle réclamait la démission et la mise en accusation des deux chefs de l'exécutif. Toutes ces mobilisations sont rattachées à un seul lien historique : la nécessité impérieuse de forger une stratégie plus subtile et capable d'apporter des fruits.

Cependant, ce n'est pas toujours le cas en Haïti, du fait qu'il y a souvent des gens qui ne sont pas toujours sur les mêmes longueurs d'onde avec le peuple ; mais qui pour une raison ou une autre s'y accrochent pour mieux le tromper. Bien souvent, ils utilisent les masses populaires à leur fin personnelle au lieu de l'encadrer et de l'organiser.

Il est moins évident qu'ils se rangeaient au côté des masses faisant semblant de les accompagner mais, pourtant, c'est leur propre agenda qu'ils utilisent pas celui des masses. Il est inquiétant d'assister à une manifestation d'une si vaste ampleur de la population face à un but aussi cynique de la part de certains dirigeants.

Tout homme conscient ou qu'il soit, dans quelque situation qu'il se trouve, se doit de pousser un cri d'alarme devant les événements bouleversants qui se déroulent actuellement dans le pays.

Pourquoi ces dirigeants refusent-ils de marcher sur les pas des masses populaires et de se faire l'écho de leurs voix? Parfois, ils disent même qu'ils sont à l'écoute du peuple quand pourtant, ils sont sourds à ses revendications. En fait, le contraire de ce qu'ils disent. Combien de fois le peuple doit il enfin parler pour qu'enfin ils se décident à suivre sa volonté ?

Il y a des gens qui n'ont pas de courage. Si le peuple dans les rues du pays réclame le départ de nos dirigeants inaptes et ineptes, à travers des slogans nettement clairs, pourquoi donc certains dirigeants de partis politiques se prétendant les

accompagnateurs du peuple ne se lancent-ils pas sur cette même lancée au lieu d'aller se plaindre pour une quelconque loi électorale. Pourquoi ne rentrent ils pas dans la mêlée ? Dans ces conditions on peut se demander si ces douteuses attitudes pusillanimes ne préfigurent pas ou n'annoncent pas une certaine escalade dans la tentative d'enrayer le cours de l'histoire pour conduire le peuple en erreur.

Ainsi pour tenter de noyer toutes les manœuvres de ces leaders dits d'opposition, qui se sont faits des alliés naturels de la réaction, le pouvoir déjà a tout mis en œuvre en commençant par faire leur jeu, à les amuser politiquement en leur faisant des *filalang* électorales, des cache-cache *liben sere liben*. Comme ils sont de la même classe, le pouvoir connaît bien leur maladie, leurs intérêts de classe et même l'inconséquence et la fausseté de certains leaders de partis politiques.

Quand vous refusez de suivre ou d'écouter le peuple, l'ennemi n'a de laissez qu'à vous passer en dérision. C'est ce qui explique toutes ces manœuvres dilatoires de Martelly et de Lamothe. C'est du fait qu'ils ont fini par constater que le peuple veut bien leur départ sauf que les dirigeants dits populaires ne s'entendent pas sur cette vérité.

Le 8 mai dernier le peuple avait pris ses dispositions fermes en demandant à Martelly de lui remettre les clés du palais national. Le 29 septembre soit au Forum populaire organisé par la Coordination Dessalines et le lendemain 30 septembre au cours de la grande manifestation populaire pour le départ de Martelly, il a catégoriquement parlé mais pourquoi il n'y a jamais eu d'engagement de continuité de la part de ces soi-disant représentants des masses ou leaders populaires ?

N'est ce pas un moyen de détourner les masses dans la réalisation des problèmes réels en bafouant toutes ses recommandations qui consistent à résoudre la contradiction principale qui oppose le peuple à ses ennemis naturels ?

Ces dirigeants populaires ont intérêt à méditer sérieusement sur cette leçon d'histoire : il y a longtemps que nous faisons du problème haïtien une simple affaire de « ôte toi que je m'y mette » pour servir l'impérialisme. Un jour viendra où les masses populaires décideront d'elles mêmes de prendre toutes leurs responsabilités pour recouvrer tous ces droits dont elles ont été spoliées, soit par la fougue des explorateurs opportunistes soit par la trahison de ceux qui disent les accompagner.

Ainsi quand on refuse de se mettre à l'écoute du peuple, il crée sa propre voie de libération et dès lors, seuls les plus justes seront sauvés.

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210

Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haïti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAÏTI
Wendell Polynice
Daniel Tercier

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudiel C. Loiseau
Anthony Mompérusse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514) 727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Etat/Pays: _____

Zip Code/Code Postal: _____

Tél: _____

E-mail: _____

Modalités de paiement

Montant : \$ _____

Chèque Mandat bancaire

Carte de crédit

Numéro : _____

Date d'expiration : _____ / _____

Code de sécurité : _____

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
 \$100 pour un an
 \$50 pour six mois

Canada

\$125 pour un an
 \$65 pour six mois

Europe

\$150 pour un an
 \$80 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes

\$140 pour un an
 \$80 pour six mois

Afrique

\$150 pour un an
 \$85 pour six mois

L'Arrêt discriminatoire de la Cour constitutionnelle continue de soulever des mécontentements

Par Yves Pierre-Louis

Depuis plus de deux semaines, la décision de la Cour Constitutionnelle Dominicaine (CCD) qui vise à priver des Dominicains d'origine haïtienne, de leur nationalité remontant à 1929, continue de défrayer la chronique. Des associations, des organisations, des partis politiques, le Parlement haïtien, même des simples citoyens de toutes les couches de la population haïtienne se prononcent contre cette décision qualifiée de raciste, de génocide civil, d'anti-haïtianisme discriminatoire. De l'avis de plus d'un, cette décision qui constitue un danger menaçant plus de trois cent mille Dominicains, descendants d'Haïtiens, viole les traités et les conventions relatifs aux droits humains, tels : la Déclaration Universelle des Droits Humains en son article 15, le Pacte International sur les Droits Civils et politiques en son article 24. Le premier stipule : « *Tout individu a droit à une nationalité. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité.* » Et le second est ainsi libellé : « *Tout enfant, sans discrimination aucune fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'origine nationale ou sociale, la fortune ou la naissance, a droit, de la part de sa famille, de la société et de l'Etat, aux mesures de protection qu'exige sa condition de mineur. Tout enfant doit être enregistré immédiatement après sa naissance et avoir un nom. Tout enfant a le droit d'acquérir une nationalité.* »

Certains observateurs pensent que cette décision a été prise suite à la disposition des autorités haïtiennes d'interdire les produits carnés dominicains de mauvaises qualités d'entrer sur le marché haïtien. Ces mesures n'ont pourtant pas été respectées, car les produits dominicains continuent d'envahir le marché local. N'empêche, les autorités dominicaines influencées par le courant anti-haïtianiste en République Dominicaine ne cessent de prendre des mesures discriminatoires contre les Haïtiens vivant de l'autre côté de la frontière.

Du côté d'Haïti, le gouvernement haïtien n'a fait que rappeler son ambassadeur, Fritz Cinéas pour consultation, mais ni le président Michel Martelly ni



L'ambassadeur de la République Dominicaine en Haïti, Ruben Silie Valdez

le Premier ministre Laurent Lamothe ne veulent jusqu'à date se prononcer sur ce dossier brûlant. Le président Martelly a préféré faire des grimaces aux journalistes qui lui posaient des questions relatives à cette décision injuste. Le journaliste Rodrigue Lalanne de la radio-télé Kiskeya qui tentait à plusieurs reprises de recueillir quelques propos du président a été sauvagement agressé par un membre de la sécurité présidentielle, le mardi premier octobre dernier. Le comportement des autorités haïtiennes démontre une fois de plus que les Haïtiens vivants en territoire voisin sont abandonnés à eux-mêmes. Le président Martelly en tant que chef de l'Etat devrait être le défenseur de tous les Haïtiens. Il a totalement failli à ses responsabilités.

Au niveau du Parlement haïtien, deux délégations se sont rendues en République Dominicaine dans le but de rencontrer leurs homologues dominicains pour essayer de décaler des pistes de solution à ce problème. Selon le président du Sénat, Simon Dieuseul Desras, cette démarche entre dans le cadre de la diplomatie parlementaire, tout en rappelant que la Cour Constitutionnelle n'est pas au-dessus des conventions internationales ratifiées par la République Dominicaine. La délégation sénatoriale qui se rendait en République Dominicaine est composée des sénateurs : Simon Dieuseul Desras, Wenceslas Lambert et Jean Baptiste Bien-Aimé. La visite de la délégation parlementaire en République Dominicaine a débouché sur la formation d'une commission mixte sénatoriale pour analyser l'arrêt de la Cour constitutionnelle Dominicaine et proposer des



Le journaliste Rodrigue Lalanne de la radio-télé Kiskeya

solutions. Alors qu'une délégation de la Chambre basse est actuellement en République Dominicaine pour recueillir de plus amples informations à ce sujet.

Au niveau de la classe politique et de la société civile haïtienne, des mouvements de protestations ont été déjà enclenchés par les organisations de défenses des droits humains. Le mercredi 2 octobre dernier, des dizaines de personnes ont participé à un sit-in organisé par devant les locaux de l'ambassade dominicaine à Pétiion-ville pour protester contre cette décision raciste. C'était l'occasion pour les organisations d'exprimer, dans une lettre adressée à l'ambassadeur de la République Dominicaine, Ruben Silie Valdez, leur « profonde tristesse et indignation face à la décision de la Cour Constitutionnelle dominicaine contre ces descendants d'Haïtiens, sous le fallacieux prétexte que lors de leur naissance, leurs parents ou leurs grands-parents auraient été en situation irrégulière en République Dominicaine ». Une délégation, composée de Lysanne André, Collette Lespinasse et d'Antonal Moritimé a été reçue à l'ambassade pour lui remettre la lettre.

En voici la teneur : « Par la présente, nous, organisations de la société civile haïtienne, signataires de cette lettre, tenons à vous exprimer notre profonde tristesse et indignation face à la décision de la Cour Constitutionnelle dominicaine de déchoir des milliers de personnes de la nationalité dominicaine, sous le fallacieux prétexte que, lors de leur naissance, leurs parents ou leurs grands-parents auraient été en situation irrégulière en République Dominicaine. Considérant l'histoire de la migration haïtienne dans votre pays et le discours anti-haïtien, maintenu en permanence par un secteur en République Dominicaine, nous savons que cette décision vise particulièrement les descendants des immigrants haïtiens, estimés à plus de 210,000 personnes. M. L'Ambassadeur,

Cette mesure porte un coup dur aux efforts, consentis, tant en Haïti qu'en République Dominicaine, au cours de ces trente dernières années, pour améliorer les relations entre les deux pays qui se partagent une même île. Si le gouvernement dominicain met cette décision à exécution, il participera à la violation des droits fondamentaux de dizaines de milliers de personnes de plusieurs générations qui sont nées en République Dominicaine, y ont vécu, y ont travaillé et ont contribué à l'avancement de ce pays.

Cette décision va exposer des citoyens et citoyennes dominicains/nés à toutes sortes d'abus et de tracasseries administratives permanentes. Elle risque aussi de devenir

Suite à la page (18)

31 enfants frappés de malnutrition sévère dans le Sud-est

Par Jackson Rateau

Ce qui ne manque pas actuellement en Haïti, ce sont des programmes sociaux de ce gouvernement de menteurs: Timanman Cheri, Aba Grangou, Edepèp, Kore Etidyan, etc. Il n'y a que des naïfs et des fanatiques aveuglés liés à ces faquins de Martelly et de Lamothe qui puissent croire à ces postiches véhiculées à grand renfort de propagandes fallacieuses, pour amadouer la population. Néanmoins, la réalité est tout autrement quand le miroir rebondit la face réelle de l'image. Ce gouvernement persiste à abuser, paupériser la nation quand, dans le budget de la République, pour l'exercice annuel de 2013/2014, il prévoit des montants faramineux de 125 mille gourdes, soit \$ 3000.00 US par jour, rien que pour la nourriture du président (Michel Martelly). Ce même montant sera alloué, par jour, pour le Premier ministre (Laurent Lamothe). Alors que les fils du pays, éternelles victimes de la faim, de la maladie, de l'injustice et autres, non-obstant toutes les promesses électorales de Martelly, sont en proie à toute sorte de privations. Ainsi, le cas d'une trentaine d'enfants atteints de malnutrition sévère dans le Sud-est, met à nu les

hâbleries des programmes bidons de ce gouvernement craque de Martelly/Lamothe.

En effet, dans la nuit du mardi 1er et mercredi 2 Octobre dernier, 31 enfants haïtiens âgés entre 2 et 7 ans, en provenance de Baie d'Orange et Mabriole, 1re et 2e section communale de Belle Anse, ont été admis à l'Hôpital Saint Michel de Jacmel. Ces victimes, en majeure partie des garçonnetts, qui sont atteints de malnutrition sévère, présentent des caractéristiques physiques vraiment terrifiants, déconcertants et redoutables : visages émaciés, crânes osseux, cagneux, yeux vitreux, ventres dilatés, pieds et bras atrophiés. Des observateurs ont confirmé qu'il n'y a aucune différence entre ces petits squelettes et leurs parents qui les sont accompagnés dans la salle de pédiatrie du centre hospitalier de St. Michel de Jacmel. Les représentants du Ministère de la Santé Publique dans la région, intervenant comme des sapeurs de pompier, avaient hâte de se rendre dans la capitale (Port-au-Prince) pour alerter leur supérieur hiérarchique de la

Suite à la page (18)

La République Dominicaine ou le nazisme moderne !

Par Francklyn B. Geffrard

Haïti et la République Dominicaine ont toujours entretenu des relations tumultueuses. Des relations en dents de scie, disent certains. Ces relations sont surtout marquées par des escarmouches, des massacres, des actes discriminatoires et haïtianophobes. Des actes dont les Haïtiens sont toujours les principales, pour ne pas dire les seules victimes.

Faisons un peu d'histoire. Dans la nuit du 2 octobre 1937, sur ordre du président dominicain, Leonidas Rafael Trujillo, s'organise un massacre à la machette qui fait entre 15 000 et 30 000 morts selon des sources combinées. Hommes, femmes, enfants, nourrissons à la mamelle sont tous sacrés par les troupes dominicaines, des civils dominicains et des autorités politiques des pouvoirs locaux dominicains. C'était le « massacre du persil » ordonné par Trujillo, lui-même d'origine haïtienne, dit-on.

Le premier jour de ce carnage, le président-tyran Trujillo se rendit à Dajabon pour contempler le forfait de ses sbires. Et il commenta l'événement comme suit : « Depuis quelques mois, j'ai voyagé et traversé la frontière dans tous les sens du mot. Pour les Dominicains qui se plaignaient des déprédations par les Haïtiens qui vivent parmi eux, les vols de bétail, des provisions, fruits, etc., et sont ainsi empêchés de jouir en paix des fruits de leur travail, j'ai répondu, "Je vais corriger cela". Et nous avons déjà commencé à remédier à la situation. Trois cents Haïtiens sont morts aujourd'hui à Banica. Ce remède va se poursuivre, dit le dictateur. » Le massacre a duré du 2 au 8 octobre 1937.

Aujourd'hui, l'histoire semble être en train de se répéter, si l'on tient compte des signes et faits ayant précédé le massacre des haïtiens en 1937

sur ordre des plus hautes autorités politiques de ce pays qu'on veut considérer comme un Etat frère. En effet, la haine des ultras conservateurs dominicains contre les haïtiens est à fleur de peau. Et ces extrémistes dominicains sont prêts à tout pour éliminer les haïtiens vivant en République Dominicaine. C'est pourquoi, ils se sont servis de la Cour Constitutionnelle dominicaine pour tenter de régler le problème de la présence haïtienne en territoire voisin. Ces radicaux dominicains, quoique minoritaires dans la société dominicaine, ont toujours mal digéré la présence des Haïtiens sur le territoire voisin.

Depuis la décision de la Cour Constitutionnelle dominicaine de déchoir les dominicains d'ascendance haïtienne de leur nationalité dominicaine, les relations haïtiano-dominicaines entrent dans une nouvelle zone de turbulence, voire extrêmement dangereuse. La situation qui prévaut actuellement en République dominicaine et qui empoisonne les relations entre les deux Etats partageant l'île peut déboucher sur n'importe quoi, un génocide par exemple. Les enjeux sont majeurs. Le risque est grand, trop grand pour être minimisé. D'ailleurs, le génocide civil a déjà lieu après que les dominicains d'origine haïtienne eurent été dépossédés de leur nationalité.

Si en 1937 les Dominicains avaient massacré physiquement les Haïtiens par milliers, en 2013, ils en décident autrement. Pour mieux préparer le génocide, l'épuration ethnique, ils enlèvent la nationalité dominicaine de centaine de milliers de citoyens qui ne commettent aucun crime que d'être d'origine haïtienne. Les autorités dominicaines les privent de leurs droits civils et politiques. Ils sont privés de leur identité et, d'une certaine façon, du droit à l'existence. Ces gens sont d'origine haïtienne certes ; mais ils sont des citoyens dominicains à part

Suite à la page (19)

excelsior

Papeterie & Imprimerie

Nouvelle adresse:
101 Lalue,
Port-au-Prince, HAITI

Tel: 4269-2770
3643-2906

IMPRIMERIE & Papeterie Imprimerie commerciale
Furnitures de bureau, fournitures scolaires

MAXX REAL ESTATE
Consultant Corp.

REAL ESTATE:

- Residential
- Commercial • Condo
- Coop • Rentals

INCOME TAX:

- Individual • Business

NOTARY PUBLIC

Unique market knowledge & excellent negotiation skills

1424 Flatbush Ave.,
Brookly, NY 11210
(Corner Farragut Road)
718.576.6601
maxxrealtys.com

Nou pale Kreyòl!

CSC/CA: Martelly en rébellion avec la loi

Par Thomas Péralte

Une fois de plus, le président, Michel Joseph Martelly est en rébellion avec la loi du pays. L'article 136 de la loi mère de la République fait obligation au chef de l'Etat de veiller au respect, à l'exécution de la constitution et à la stabilité des institutions. Et, de plus il doit assurer le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'Etat. Depuis l'accession de Sweet Micky à la tête du pays avec la complicité des grandes puissances impérialistes et leurs instruments sur le terrain tels : la MINUSTAH, l'ONU, l'OEA, l'Union Européenne et autres, les lois de la République sont foulées aux pieds et les institutions républicaines frappées d'instabilité chronique.

Depuis plus de deux ans, les élections ne peuvent se réaliser et l'institution électorale chargé d'organiser les élections est en passe de scission. Le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire (CSPJ) est vassalisé, il ne peut pas en toute indépendance veiller à l'application de la loi et au fonctionnement régulier de l'appareil judiciaire. Le Pouvoir législatif qui exerce le contrôle politique du Pouvoir exécutif est menacé de dissolution au début de l'année prochaine, faute de réalisation des élections à temps et à cause des velléités du président Martelly d'instaurer un régime totalitaire contre le peuple haïtien.

Dans la même logique de déstabiliser et de rendre dysfonctionnel les institutions du pays, la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux administratif (CSC/CA) chargée d'exercer le contrôle administratif et juridictionnel des recettes et des dépenses de l'Etat, de la vérification de la comptabilité des entreprises de l'Etat ainsi que celles des Collectivités Territoriales se trouvent dans une situation irrégulière depuis le premier octobre 2013. Le mandat de dix (10) ans des membres de cette Cour est arrivé à terme depuis le mois juillet 2013. Selon la constitution haïtienne de 1987, la prérogative d'élire les dix (10) membres de cette juridiction de contrôle financier et administratif revient exclusivement au Sénat de la République. « Les candidats à cette fonction font directement le dépôt de leur candidature au bureau du Sénat de la République. Le Sénat élit les dix (10) membres de la Cour, qui parmi eux désignent leurs président et vice-président. » Ainsi stipule l'article 200-6 de la constitution. Il est clair que le Pouvoir exécutif n'a aucun rôle à jouer dans le processus d'élire les membres de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif, à part la promulgation de ses membres au Journal Officiel, Le Moniteur.

Depuis Avril 2013, le Sénat a entamé le processus de choisir les membres de cette Cour. 105 personnes ont fait le dépôt de leur candidature au bureau du Sénat. Une Commission sénatoriale présidée par le sénateur, Stevens Irvenson Benoît a été formée pour analyser les dossiers. Après une première analyse, la commission a retenu 20 noms et finalement l'assemblée des sénateurs a élu dix (10) membres de la Cour, depuis le début du mois de Septembre 2013. La Cour est ainsi composée de: Fritz Robert St-Paul, Jean Ariel Joseph, Juste Monprévil, Marie France Mondésir, Méhu Mélius Garçon, Neltha Marie Féthière, Rogavil Boisguene, Volmar Desmesyeux, Nonie Henriette Mathieu et Arol Elie. Ces deux derniers ont été reconduits pour éviter toute rupture au sein de la Cour.

Le président Martelly s'est mis en face de cette décision. Il n'a jamais fait publier la liste des membres de la Cour dans le Journal Officiel, Le Moniteur, leur permettant de prêter serment et d'entrer en fonction pour faire le travail de contrôle que la loi leur confie. Face au refus du président de se soumettre à la rigueur de la loi, le président du Sénat, Simon Dieuseul Desras s'est fait le devoir d'adresser une correspondance au président Michel Martelly pour lui rappeler la tâche que lui confère la constitution en cette matière et l'encourage



Simon Dieuseul Desras

à faire promulguer les noms des nouveaux membres de la Cour au Journal Officiel.

Voici donc la teneur de cette lettre :

« Monsieur le Président de la République, Je m'empresse d'accuser réception de votre correspondance référencée PN/MJM/ygi/837 et datée du 30 septembre 2013 par laquelle vous informez le Sénat qu'en votre qualité de Chef du Pouvoir exécutif « chargé de veiller au respect et à l'exécution de la Constitution et au fonctionnement régulier des pouvoirs publics », vous avez décidé de mettre sur pied une commission de vetting afin de vous assurer de l'intégrité du processus qui a conduit à la « nomination » des Conseillers et de la moralité de ces derniers.

« J'ai noté également que vous avez fixé au 16 juillet 2013 la fin du mandat des Conseillers de la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (CSC/CA).

« Je tiens à vous faire remarquer que les Conseillers ne sont pas nommés mais élus par le Sénat en vertu d'une attribution constitutionnelle prescrite à l'article 200-6 de la Constitution de 1987 amendée. De plus, conformément à l'article 60 du décret du 23 novembre 2005 portant organisation et fonctionnement de la CSC/CA, le processus devant conduire au renouvellement du mandat des conseillers débute à partir du 1er avril et s'échelonne sur une période de six (6) mois qui s'achève le 30 septembre. Il est donc clair que ce décret est l'instrument qui régularise une fois pour toutes le mandat du nouveau conseil de la CSC/CA et qui le fait coïncider avec l'ouverture de l'année fiscale et administrative, soit le 1er octobre 2013.

« A cet égard, il convient de souligner à votre haute attention que le Sénat de la République a respecté scrupuleusement les délais impartis par les articles 60 et 61 dudit décret pour avoir lancé l'appel à candidatures depuis le mois d'avril 2013 et fait parvenir à la présidence le 4 septembre 2013 la liste des dix (10) nouveaux Conseillers élus aux termes de l'article 200-6 de la Constitution amendée.

« Par ailleurs, il est indéniable, comme vous l'admettez, que les Conseillers des Cours des comptes dans la famille romano-germanique à laquelle appartient le système juridique haïtien sont des juges administratifs. Néanmoins, les Conseillers de la CSC/CA ne sont pas des juges nommés près les tribunaux et cours de la République, comme vous l'avez relaté dans votre lettre. Ils sont plutôt des juges élus par le Sénat de la République.

« A ce compte, je tiens à vous faire part de la consternation des sénateurs de la République de lire que la présidence décide de former une commission de vetting pour s'assurer de l'intégrité du processus qui a conduit à l'élection de ces juges. Ce paragraphe de votre correspondance constitue une insulte cinglante vis-à-vis des membres de la Commission sénatoriale qui ont conduit l'enquête et de tous les sénateurs qui ont voté, en plus d'être un affront aux institutions démocratiques. Il s'agit là d'une violation flagrante et caractérisée de la Constitution qui stipule en ses articles 60 et 60-1 que « [c]haque pouvoir est indépendant des deux autres dans ses attributions qu'il exerce séparément et qu'[a]ucun d'eux ne peut, sous aucun motif, déléguer ses attributions en

Choléra : Procès contre L'ONU !

Par Kim Ives

Un procès longtemps attendu contre l'ONU, pour l'introduction du choléra en Haïti, sera lancé cette semaine

La corde judiciaire commence à se resserrer autour du cou de l'Organisation des Nations Unies pour qu'elle assume la responsabilité d'avoir déclenché à dessein la pire épidémie de choléra dans le monde, au pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental, où des centaines de milliers de personnes ont été touchées par cette maladie mortelle.

Le 9 octobre, des avocats représentant plus de 5.000 victimes haïtiennes du choléra et leurs familles vont déposer une poursuite en recours collectif dans le district sud de New York pour réclamer que l'ONU reconnaisse sa responsabilité dans l'introduction du choléra en Haïti il y a de cela trois ans et en paie le prix.

Les avocats de l'Institut pour la Justice et la Démocratie en Haïti (IJDH), basé à Boston, et le Bureau des Avocats Internationaux (BAI), basé à Port-au-Prince, avaient déjà déposé une première requête en justice contre l'ONU en Novembre 2011 dans le cadre juridique de l'organisme mondial pour réparation. Cette plainte en justice de 37 pages a accusé l'« ONU d'être responsable de négligence, négligence grave, imprudence, et indifférence délibérée à l'endroit de la santé et de la vie du peuple haïtien entraînant des préjudices physiques aux pétitionnaires et des décès dus au choléra en Haïti, » et a demandé des compensations financières pour 5000 pétitionnaires haïtiens, des mesures constructives pour prévenir la propagation de cette maladie, une reconnaissance formelle de la responsabilité de l'ONU pour l'avoir introduit en Haïti, ainsi que des excuses officielles.

Il a fallu à l'ONU plus de 15 mois pour répondre, le 21 février 2013, sous la forme d'une lettre de deux pages faisant valoir que « ces demandes ne sont pas recevables en vertu de l'article 29 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies », qui régissent les 9.000 soldats de l'ONU déployés en Haïti depuis Juin 2004 dans le cadre de la Mission des Nations Unies pour stabiliser Haïti (MINUSTAH), mandatée par le Conseil de sécurité.

« Ils peuvent avoir l'immunité, mais ils n'ont pas d'impunité », a répondu un avocat de l'IJDH, Ira Kurzban.

Le 8 mai, les avocats de l'IJDH ont tenu une autre conférence de presse pour dire que, après avoir épuisé tous les recours juridiques internes de l'ONU, ils intenteraient bientôt un procès devant les tribunaux américains. Cette promesse doit être tenue à 10 heures du matin, le 9 octobre, lorsque les avocats auront présenté leur dossier à un juge siégeant à la Daniel Patrick Moynihan Courthouse, situé au 500 Pearl Street à New York.

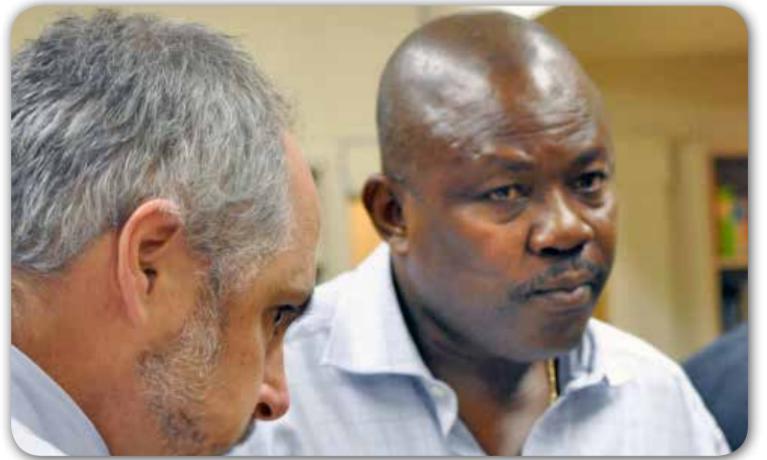
Plus de sept équipes de recherche médicale, dont l'une commanditée par l'ONU elle-même, ont enquêté sur l'épidémie de choléra et ont conclu qu'elle a été déclenchée lorsque les soldats népalais de l'ONU, infectés par le choléra et stationnés dans la ville de Mirebalais dans le Plateau central d'Haïti, ont laissé leurs eaux usées infiltrer, en amont et se mêler à l'eau de la rivière Artibonite, la plus grande rivière d'Haïti. Le choléra, une bactérie d'origine hydrique, est principalement transmis lorsque des excréments humains infectent l'eau potable.

L'action en justice intervient à un

tout ou en partie, ni sortir des limites qui lui sont fixées par la Constitution et par la loi ». D'autant plus que la Constitution prescrit à l'article 150 que le président de la République n'a d'autres pouvoirs que ceux qui lui sont expressément attribués par la Constitution.

« Il n'est pas inutile de vous faire remarquer que la Constitution ne reconnaît au président de la République que deux seules décisions personnelles et unilatérales, et encore: la convocation à l'extraordinaire du Parlement et l'arrêté de nomination du Premier ministre; toutes autres décisions sont concertées, consensuelles et contresignées.

« Ainsi donc, aucune disposition constitutionnelle ne vous autorise à refuser de façon discrétionnaire de publier



Les avocats Brian Concannon et Mario Joseph



Un procès longtemps attendu contre l'ONU, pour l'introduction du choléra en Haïti, sera lancé cette semaine

moment où les hauts fonctionnaires de l'ONU exhortent le Secrétaire général à « dire la vérité ». Le 8 octobre, Navi Pillay, du Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'homme, a déclaré que « les victimes du choléra en Haïti devraient obtenir une compensation ; mais elle n'a pas dit par qui », selon Associated Press. « C'est la première fois qu'un responsable de l'ONU a parlé publiquement et fait des remarques à propos de la nécessité d'assurer une indemnisation des victimes du choléra en Haïti ».

Les remarques de Mme. Pillay ont été faites à Genève, en Suisse, le 8 octobre, lors de la cérémonie de remise du Prix Martin Ennals pour les Défenseurs des droits humains. L'avocat principal du BAI, Mario Joseph, était l'un des trois finalistes pour le prix.

Le 7 août, Jean-Marie Guéhenno, ancien chef des opérations de maintien de la paix de l'ONU de 2000 à 2008, a tweeté: « Les Gardiens de la paix ont beaucoup fait pour Haïti ; mais l'ONU doit dire la vérité à propos de la crise du choléra. La Faculté de Droit de l'Université Yale a présenté un très ferme rapport là-dessus ».

Il faisait allusion à un rapport de 58 pages intitulé « Maintien de la paix sans responsabilité: La responsabilité de l'Organisation des Nations Unies pour l'épidémie haïtienne de choléra », qui conclut que: « 1) L'épidémie de choléra en Haïti est directement attribuable aux soldats de la MINUSTAH et aux infrastructures inadéquates pour déchets à leur base de Meye. 2) Le refus de l'ONU de créer une commission d'indemnisation pour les victimes de l'épidémie viole son obligation contractuelle d'Haïti en vertu du droit international. 3) En introduisant le choléra en Haïti et en refusant toute forme de recours aux victimes de l'épidémie, l'ONU n'a pas respecté ses obligations en vertu des lois internationales traitant des droits humains. 4) L'introu-

duction de l'ONU de choléra en Haïti et le refus d'en accepter la responsabilité ont violé les principes de l'aide humanitaire internationale ».

En mai 2012, même l'envoyé spécial de l'ONU pour Haïti, Bill Clinton passé maître dans l'hypocrisie, avait admis qu'un soldat népalais de l'ONU avait apporté le choléra à Haïti, en déposant « son flux de déchets dans les cours d'eau d'Haïti et dans le corps des Haïtiens ».

Pour la poursuite qui doit être déposée le 9 octobre, « cinq plaignants aux noms connus ont porté plainte, mais nous déposons un recours collectif, ce qui signifie qu'ils agissent en tant que représentants de tous les autres dans la même situation ; c'est-à-dire tous les autres qui ont soit contracté le choléra eux-mêmes ou ont eu un membre de leur famille décédé de la maladie », a expliqué Kermshlise Picard, coordonnatrice des communications de l'IJDH.

Il serait très important que le juge accepte le dossier à titre de recours collectif, a dit un autre avocat de l'IJDH, Brian Concannon, parce que « n'importe lequel des près de 700.000 victimes pourrait choisir de faire parti du procès ».

En mai, les avocats de l'IJDH avaient dit qu'ils pourraient demander \$100.000 pour la famille de chaque victime morte du choléra et \$50.000 dollars pour chacune des victimes qui ont survécu à l'épreuve. Mais dans le dépôt de cette semaine, « nous ne faisons aucune demande spécifique à ce stade », a déclaré Concannon.

« C'est une occasion historique pour les tribunaux américains de faire en sorte que les Nations Unies s'en tiennent strictement aux obligations auxquelles les lient leurs traités, en refusant de permettre à l'ONU de se cacher derrière l'immunité alors qu'elle refuse de fournir aucune alternative à ses victimes », a conclu Concannon.

renouveler, Monsieur le Président de la République, l'expression de mes sentiments patriotiques.»

Simon Dieuseul Desras, Av. Président

Définitivement, il est clair pour tout le monde, que le Pouvoir exécutif ayant à sa tête Michel Joseph Martelly et son équipe refusent catégoriquement de respecter et de faire respecter les lois de la République. Il s'amuse à anéantir toutes les instances de contrôle de ce pouvoir, notamment le Parlement et la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif. Le premier octobre 2013, les nouveaux de la Cour devraient entrer en fonction, à l'occasion de l'ouverture de

Suite à la page (19)

La deuxième mort de Sonia Pierre

Par Fanfan la Tulipe

La nouvelle est tombée comme un couperet : par un arrêt rendu public le jeudi 26 septembre 2013, la Cour constitutionnelle dominicaine a décidé d'enlever la nationalité aux Dominicains d'origine haïtienne, nés en République Dominicaine (RD) après 1929. On estime à environ 200.000 le nombre de Dominicains d'ascendance haïtienne affectés de manière rétroactive par cette mesure inhumaine, cruelle, aux relents racistes, car elle ne vise pas quelque 34.000 Dominicains nés de parents d'autres nationalités.

On peut se rappeler que déjà, le 24 octobre 2011, la République Dominicaine avait été convoquée, à Washington, par la Commission interaméricaine des droits humains à une audience à propos de 457 cas de Dominicaines et Dominicains d'origine haïtienne qui s'étaient vu refuser le renouvellement de leurs documents d'identité. A titre de suivi, le lundi 12 mars 2012, la RD avait présenté par devant le comité des droits humains des Nations Unies, à New York, son rapport sur la mise en œuvre du pacte international relatif aux droits civils et politiques. Lors, les experts de ce comité avaient passé au peigne fin le thème de la discrimination contre les Dominicaines et Dominicains d'origine haïtienne.

D'ailleurs, depuis 2001, le Comité des droits humains de l'ONU avait fait état de ses préoccupations en ce qui concerne les déportations de Dominicaines et de Dominicains d'origine haïtienne, ainsi que les traitements cruels, inhumains et dégradants infligés aux déportés. Ce à quoi l'État dominicain, dans un rapport, présenté le 12 novembre 2009 au même comité onusien, avait informé qu'il se trouve «dans un processus de réforme constitutionnelle». L'État dominicain avait tenté d'assurer que : «Le texte en cours d'approbation inclut les droits fondamentaux comme les droits civils et politiques tels que : la dignité humaine, l'égalité et la non-discrimination...».

Des organisations de défense de droits humains dénonçaient pourtant l'injustice et l'exclusion contre des Dominicains d'origine haïtienne, qui se dissimulaient derrière la nouvelle définition de la citoyenneté dominicaine, à savoir : « Sont Dominicaines et Dominicains ceux qui sont nés sur le territoire national, à l'exception de celles et ceux qui sont filles et fils d'étrangers membres de légations diplomatiques et consulaires, ou d'étrangers qui se trouvent en transit ou qui résident illégalement sur le territoire dominicain ».

«Est considéré, comme personne en transit, tout étranger défini comme tel dans les Lois dominicaines », précise l'article 18, paragraphe 3, de la nouvelle Loi-mère dominicaine. Dès lors, cette définition, en voie d'application de manière rétroactive excluait quelque 200.000 personnes d'ascendance haïtienne, nées sur le sol dominicain. Et c'était là la prin-



Le visage, les yeux de Sonia dévoilant un mélange d'indélébiles souffrances, de courage, de tendresse, et de tranquille détermination (Foto: Ramon Espinosa AFP)

cipale critique des organisations de droits humains, exprimant que ces 200.000 Dominicains allaient se trouver dans une situation d'apatridie. Le ver était déjà donc dans le fruit depuis quelques années. Comme il fallait s'y attendre, la pourriture nous a éclaté au visage avec la publication de l'infâme décret de la Cour constitutionnelle dominicaine, le jeudi 26 septembre 2013.

Cet arrêté révolte et interpelle tous les Haïtiens, tous les Dominicains, tous les hommes et toutes les femmes épris de justice, de droits civils et politiques, de dignité humaine, d'égalité et de non-discrimination. En première ligne de combat et de défense des droits des Dominicains et Dominicaines d'ascendance haïtienne, on aurait certainement trouvé la feue et très regrettée avocate dominicaine Sonia Pierre, née de mère haïtienne. En République dominicaine, madame Pierre fut l'une des défenseurs des droits de l'homme les plus impliquées. Elle rêvait d'un pays où sa couleur et sa race - ainsi que celle de centaines de milliers de Dominicains d'origine haïtienne - ne seraient plus un perpétuel cauchemar.

Sonia Pierre est née en 1963 en République dominicaine de parents haïtiens. Elle était l'une des treize enfants de sa famille installée dans le Batey Lecheria desservant l'ancien moulin à sucre «Catarey», à Villa Altigracia. Ses père et mère étaient des Haïtiens arrivés en République dominicaine pour y travailler. Sa mère, Carmen Pierre, eut deux enfants en Haïti et tous deux y demeurèrent jusqu'en 2007. Son père est mort, lorsqu'elle n'avait qu'un an et demi. Avec un autre conjoint, Carmen Pierre a eu douze enfants en République dominicaine, dont Sonia qui affirmait un jour : «Je ne suis pas haïtienne, peu importe ce que dit le gouvernement...Mes parents l'étaient, certes, mais moi je ne le suis pas. Je suis dominicaine et j'ai les mêmes droits que tout citoyen de critiquer mon pays».

Sonia Pierre s'est révélée une très forte personnalité douée de talents et d'un sens inné de vrai leadership. Toute jeune, elle s'était déjà prononcée contre la discrimination, l'exclusion sociale et la violation



Le cadavre de Sonia Pierre au moment d'arriver au Département de Médecine légale de Villa Altigracia (foto: Glauco Moquete)

à travers la nasse raciste tendue par un système mesquin, égoïste et barbare. Elle avait ainsi complété toutes ses études dont une formation en travail social à l'Université de La Havane et des cours de Droit

de s'engager avec plus de détermination et de constance dans la lutte pour la défense des droits humains, en particulier les droits des femmes dominicaines d'origine haïtienne et des migrantes haïtiennes.

Les positions de plus en plus combatives de Sonia Pierre agaçaient de plus en plus les gros bonnets politiques et les haïtianophobes dominicains. Ses problèmes avec le gouvernement débutèrent à partir de 2005, lorsque son organisation, le MUDHA, porta devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme le cas de deux enfants «ethniquement» haïtiens qui se virent refuser des certificats de naissance dominicains. La Cour trancha en leur faveur, ordonnant au gouvernement dominicain de fournir les certificats de naissance et de payer 8000 \$ à titre de dommages et intérêts à chacun des enfants.

La Cour interaméricaine ne pouvait faire autrement. En effet, la constitution dominicaine, lors, accordait automatiquement la citoyenneté à toute personne née sur le sol dominicain, à l'exception des enfants de diplomates ou de ceux «en transit» dans le pays. Ce qui signifie que depuis fort longtemps, les enfants des Haïtiens arrivés dans le pays pour travailler, légalement ou illégalement, acquéraient la nationalité dominicaine.

C'est justement après cette décision que la Cour suprême de la République dominicaine statua que les travailleurs haïtiens seraient désormais considérés comme étant «en transit» et que leurs enfants n'auraient donc pas le droit à la citoyenneté automatique.

A cause de sa lutte incessante et opiniâtre pour la défense de ses concitoyens d'origine haïtienne et plus généralement pour son combat pour les droits humains, Madame Sonia Pierre recevait, le 20 novembre 2006, de la Fondation Robert F. Kennedy, le Prix Robert F. Kennedy des droits de l'homme

Suite à la page (15)



Des dominicains d'origine haïtienne, n'ayant aucun lien avec Haïti, réclament leurs droits

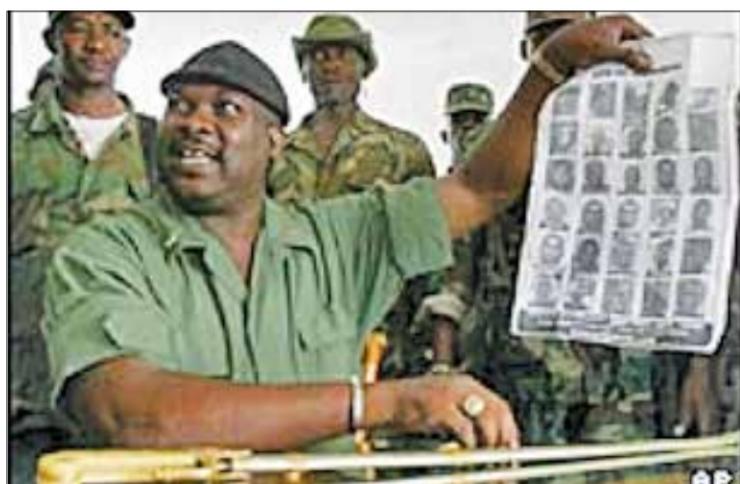
systematique des droits humains frappant ceux et celles d'origine haïtienne vivant en République dominicaine. En effet, en 1976, âgée seulement de treize ans, elle organisa une manifestation de cinq jours avec les travailleurs de la canne à sucre dans son batey, réclamant des locaux d'hébergement peints, de meilleurs outils et des augmentations de salaire. Sa détermination à ne pas céder conduisit à son arrestation. Toutefois, la manif avait suffisamment attiré l'attention du public et mobilisé l'opinion pour que les revendications des travailleurs fussent satisfaites.

Malgré les pénibles et douloureuses conditions de vie dans les bateys, Sonia Pierre, grâce à sa détermination et une volonté inébranlable, avait réussi à passer

des minorités et de Gestion de conflits, à la Fundación Futuro Latino Americano du Salvador. Elle devenait ainsi détentrice de connaissances et de diplômes qui allaient lui permettre de mieux défendre la cause des opprimés en général, celle des Dominicains et Dominicaines d'ascendance haïtienne, en particulier.

Elle a commencé à militer au sein du Centre culturel dominico-haïtien (CCDH), qu'elle a rejoint en 1982, et où elle a commencé à faire pression pour les besoins et les droits des haïtiano-dominicains. En 1983, Sonia Pierre fonda le MUDHA (Movimiento de mujeres dominico-haitianas/ Mouvement des femmes dominico-haïtiennes), organisation qui lui a permis

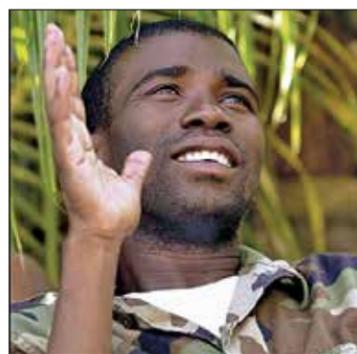
Errata



Ravix Rémissainthe durant une conférence de presse. Devant lui, son épée de « chef d'état-major ». Mais, « Qui frappe par le 'pe'périra par ce même 'pe' »



L'air cynique de Thierry Mayard-Paul



Guy Philippe lâché par les bourgeois GNBistes, après avoir fait le sale boulot pour eux, médite sur la futile et bête vanité d'avoir voulu flatter les aisselles d'Apaid Jr. Ça lui apprendra à quelle classe il appartient

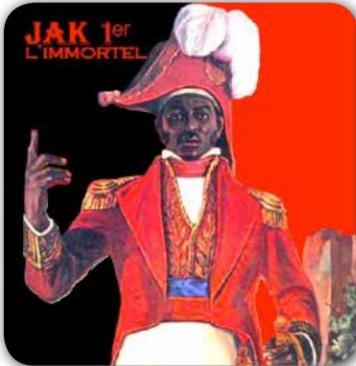
Deux des trois photos pour illustrer mon texte de la semaine dernière, «Du général Chapizèt au commissaire Gwo Moso», ont été malencontreusement et unilatéralement remplacées par le technicien en charge de la section Composition et Arts graphiques du journal, sans prévenir la rédaction. Les photos ne correspondaient pas aux légendes soumises. Par ailleurs, la photo de Ravix Rémissainthe ne montre pas l'épée devant lui, durant sa conférence de presse, alors que c'est mentionné dans la légende. Les trois photos originales sont publiées à nouveau, à titre de rectification.

Asistans mòtèl ou asistans kriminel? èske se radyès revolisyon 1791-1804 la osnon asasina lanprè a n ap peye ?

Fim -dokimantè «Asistans mòtèl la» montre nou kouman kominote entènasyonnal la ap koupe rache sou tèt mizè pèp ayisyen an. Se yo k ap bay pèp la lasibab lè yo fin pataje pi fò gato a ant yo menm. Li montre tou, tout sa k ap di nan radyo, nan televizyon, sou journal sou zafè ede peyi a se blòf. Se sitou yon kesyon fè lajan, defann enterè kèk gwoup entènasyonnal ki pi enpòtan. Nou ankouraje manm òganizasyon yo chache gade dokimantè sa a. Men, militan yo pa dwe rete la. Gen plis toujou pou yo chache konprann.

Relasyon Ayiti ak lòt peyi yo pa t toujou konsa!

Zansèt nou yo te renmèt nou yon peyi doubout. Yo te defye lòd kolonyalis mondyal la. Yo te defye sistèm esklavajis la yo te kalifye sistèm eksplwatasyon kriminel la. Devan atwosite asasen panyòl, angle, franse, yo pa t kanpe gade. Yo te di non. Devan fèwosite kolon yo, yo pa t kontante yo denonse. Yo te re-



Jean Jacques Dessalines

ideyoloji dominan yo, gwo save yo, nan syèk swadizan limyè a, 18èm syèk la, te bati. Esklav yo pa t dakò ak pi gwo lidè ejemonik ki t ap sikile nan «gran salon» yo, nan «gwo sosyete» yo ak nan laprès mondyal la.

Alaverite, se tout baz relasyon entènasyonnal yo zansèt nou yo boulvèse



Bill Clinton ak Bellerive

ponn takotak. Se zam alamen, se tout kalte pwazon, zatrap, pyèj, asasina, dife nan plantasyon yo te itilize pou konbat tout fòm imilyasyon, dominasyon yo t ap sibi. Detèminasyon yo pa t febli malgre gwo pèt yo te sibi nan mitan yo.

Objektif yo se te jwenn libète, yon dwa moun ki swadizan pa t koresponn ak estati yo kòm esklav. Se kòd nwa (code noir) ki te sèvi kòm lwa ak règleman pou yo. Yo pa t nan deklarasyon dwa moun ak sinatasyon gwo filozòf ak politisyen yo t ap klewonnen an. Sistèm kolonyalis la pa t konsidere yo ni kòm moun, ni kòm sitwayen. Yo pa t nan Revolisyon 1789 la. Akselasyon, mache prese, inite ideyolojik, liy politik kongrè Bwa Kay Iman 14 out 1791, pral pote yon nouvo dinamik, yon oryantasyon total kapital nan batay yo kont dominasyon kolon yo. Batay la vin tounen yon batay pou rebrase tout

lè yo kanpe epi enpoze yo kòm moun, kòm sitwayen epi kòm peyi endepandan. Yo boulvèse lòd ki te genyen nan gwo plantasyon yo. Yo boulvèse komès entènasyonnal la ki te chita sou yon fòm relasyon ant 3 kontinan (Ewòp - Afrik - Amerik). Yo boulvèse fason diplomasi a te konn ap fèt ant belijeran yo (Franse, Angle, Meriken, Espayòl,...). Yo boulvèse diskou swadizan egal-ego ki t ap fèt nan «gran salon» entèlektyèl yo. Gen yon klas sosyal ki te absan nan deba yo epi li parèt ak fraka sou sèn politik la. Men kisa nou te fè ak premye 200 lane rezistans, mawonaj, sosyete sekret, rejiman, gwoupman popilè esklav yo ki pral abouti nan leve kanpe manch long out 1791 la, pou pase nan novanm 1803 epi rive nan janvyè 1804. Pou di lemondn antye klas esklav yo fout la tou, li pran desten l an men.

Lame endijèn lan te gen pwojè pou pote konkou nan liberasyon tout

peyi ki te nan esklavaj nan Amerik la ak Karayib la. Libète, egalite, fratènite, nouvo levanjil dwa de lòm, pa ka ekziste sèlman nan yon grenn peyi.

Pou Sen Domeng disparèt kòm koloni esklavajis, fòk pa gen lòt koloni esklavajis nan zanviwon li. Estrateji pou kaba dominasyon esklavajis la te fèk dekouvri. Li fè prèv li. Nouvo chèf peyi a pral chache pataje sekre a ak esklav rebèl yo nan Matinik, nan Gwadeloup, nan Jamayik, nan Kiba, nan Brezil, nan gwo Kolonbi, elatriye. Nouvo kòmandman peyi a pa t ret chita sou wozèt yo apre janvyè 1804. Libète dwe tabli nan tout peyi, pou tout moun ki esklav. Libète ou lanmò tout kote. Koupe tèt boule kay. Destriksyon ekonomi gwo plantasyon an ki se sous eksplwatasyon esklav yo. Men nouvo filozofi ki degaje nan nouvo diplomasi revolisyonè ayisyen yo. Nouvo ideyoloji sa a dwe dabò rejonal, answit mondyal. L ap vin kanpe anfas ideyoloji reyaksyonè, rasis, esklavajis la. Malerezman, kondisyon materyèl yo pa t reyini pou zansèt nou yo te ekspòte revolisyon an jan yo te vle l la. Ayiti reyisi bay Miranda ak Simon Bolivar kout men. Ayiti te voye mesaj lespwa nan Antiy yo pou ankouraje mas esklav yo mete plis detèminasyon nan lit kont dominasyon esklavajis rasis la.

Dimansyon entènasyonnal Ayiti te genyen, diplis li pote nan batay pou dwa de lòm yo, nouvo fason li mande pou komès entènasyonnal la fèt la, rejè mas popilè yo pou politik agrikòl ki chita sou gwo plantasyon an, pozisyon entènasyonnal anpil nan dirijan mouvman sosyal 1791-1804 yo ki deklare revolisyon anti esklavajis pa dwe fèt nan yon sèl peyi, tout aspè sa yo pral enkyete gwo pisans kolonyalis esklavajis yo.

Lafrans, Langletè, Lespay, Vatikan, Meriken ak lòt pisans mondyal yo sèman pou kraze radyès pèp Ayisyen an.

Konplo pi fò pase wanga! Lenmi yo pa t bese zam yo. Yo pa t ka akseptè defèt sa a. Yo pral makonnen yon konplo pou kenbe peyi a ti kochon apre gwo revolisyon sa a. Yo tout pral met ansanm ak legliz katolik pou izole Ayiti, pou imilye peyi a, pou toufounen pèp la nan tout rès listwa l. Yo pral jwe sou kontradiksyon entèn yo. Yo pral fè ti pil, gwo pil jouk yo rive kase ren direksyon politik peyi a, kreye divizyon jouk rive fè yon branch lelit yo fè kò sasinyan sou Lanprè Dessalines, nan yon premye tan. Yo pral mete peyi a tanto sou yon anbagò, tanto sou kontwòl dirèk, tanto sou kontwòl endirèk ak remòt kontwòl. Tout politik sa yo vle rive nan menm rezilta: gaspiye tout jefò zansèt nou yo te fè pou kanpe yon revolisyon modèl, anpeche peyi a reprann oryantasyon wout 1791-1804 la, anpeche nasyon an retounen yon santinèl mondyal, yon santinèl pou Karayib la.

Tout 200 lòt ane apre lendepandan lan pase nan manipilasyon, dominasyon, okipasyon ak imilyasyon. Fim-dokimantè "Asistans mòtèl" la montre yon moso nan eksplwatasyon ki fèt ak mizè pèp la men li pa montre tout lachte, basès, ti figi, foli pouvwa dirijan tankou Preval ak Bellerive ak lòt kolaboratè yo. Se lè bagay gate, Preval ap pran pòz fache li. Duvalier yo, Namphy, Avril, Manigat, Aristide, Martelly, elatriye, yo tout se menm fanmi politisyen restavèk ki pa wè enterè nasyon an anvan anbisyon pèsone l yo. Peyi a bezwen lòt kalite politisyen ki pou konstwi yon veritab mouvman patriyotik, demokratik, popilè epi kreye yon vrè direksyon politik nasyonnal ki gen manda lejitim pou, ansanm ak 15 milyon ayisyen k ap viv anndan ak deyò peyi a, defann enterè nasyon an epi retire l nan rekolonizasyon enperyalis yo vle anfonse l la.

Gasner JOSEPH
Santinèl/ Jiyè-Out 2013

Zafè kabrit pa zafè mouton, sitou nan koze eleksyon !

Koze eleksyon se yon demach demokratik pou renouvle oswa konsève pèsone l politik yon pouvwa dapre rezilta yo bay oswa pwogram yo pwopoze pou transfòmè, an pati oubyen totalman, sitirasyon yon peyi. Definisyon sa a rete valab sèlman pou kèk grenn peyi kote òganizasyon yo solid, popilasyon yo vijilan epi lidè politik yo mete enterè peyi yo anvan tout lòt enterè. Nan majorite peyi nan monn lan, eleksyon demokratik kòmanse pedi tout sans li.

Ki sa eleksyon tounen jounen jodi a?

Nan peyi Meriken, eleksyon tounen yon konkou lajan. Se 2 pati ki mize plis dola vèt nan jwèt la ki toujou rive nan final (Pati Demokrat, Pati Repibliken). Bann lòt pati yo ki souvan konn poze vrè pwoblèm sosyete meriken an pa ka peye piblisite nan radyo, televizyon, journal pou fè pase mesaj yo. Se toujou yon patisipasyon senbolik yo rive genyen. Nan peyi Lafrans tou, kòripsyon lajan peze lou nan chwa politik yo. Eskandal ap pete chak jou kote pati adwat, pati agoch ap ranmase lajan tout kote, nan men milyonè, nan gwo konpayi k ap chache avantay gwo kontra, nan men diktatè afriken ki bezwen rete sou pouvwa ak pwoteksyon Lafrans.

Kandida franse yo fè magouy tou nan administrasyon Leta. Sarkozy ak Chirac se 2 denye prezidan franse tribinal Lafrans ap poze kesyon pou kòripsyon yo te fè nan eleksyon yo.

Kouman sa ye pa bò isit an Ayiti?

Nan peyi Ayiti, tribinal pa okipe zafè konsa. Si lajistis t ap poze kesyon sou pwovnans lajan nan koze eleksyon, pifò kandida yo, pifò depite, senatè, prezidan, majistra, elatriye t ap anba kòd. Prizon nan peyi a pa t ap sifi pou mete magouyè, trafikant pouvwa politik, restavèk mafya. Ayè, nan 1940-1950 yo, se te fanmi Brandt ak fanmi Madsen ki te pi gwo aktè nan finanse kandida. Men jounen jodi a, fanmi mafya yo vin pi laj. Lajan dwòg la antre toupatou nan sosyete a. Lajan kidnaping nan, lajan trafik zam nan desann nan tout pwovens yo.

Kandida, toupatou nan peyi a, ap chache yon parenn, yon dilè dwòg, yon asasen pou finanse eleksyon yo. Alaverite, sitirasyon an pi grav pase yon moun te kapab imajine l. Pafwa, se kriminel la menm ki bezwen vin chita nan palman pou kouvri tèt li, pou jwenn kouvèti legal pou yo (meriken sitou) pa vin arete l. Jounen jodi a, nou gen plizyè gwo dilè dwòg nan palman an. Dòt fwa, bawon dwòg la rete deyò men li finanse eleksyon yo pou li ka jwenn pwoteksyon. Martelly te jwenn anpil lajan nan men yo, nan denye eleksyon an. Eventz, dilè dwòg Pòsali a, deklare sa piblikman sou radyo.

Kòripsyon nan eleksyon, kòripsyon sistèm politik la depase fwontyè.

Jounen jodi a, kòripsyon an depase fwontyè peyi a. Enperyalis meriken ap finanse poulen yo; Fransè, Kanadyen ap bay souflantyou yo kòb pou yo ale nan eleksyon. Boujwa, mafya dominiken antre fon nan distribiye lajan bay kandida ayisyen yo. Sa te la depi sou kandida Elie Lescot men, nan denye ane sa yo, anpil kandida blije fè yon ti vwayaj Dominikani pou al chache lajan sal.



Se pa sèlman Martelly ak Myrlande Manigat ki pran lajan dominiken pou eleksyon ak pou vann tèt yo. Depite ak senatè pran tou pou fasilite epi ranfòse dominasyon boujwazi dominiken an sou ekonomi peyi a. Swa dizan blokay komès ze ak poul dominiken nan peyi a plis sanble yon machanday politik pou jwenn plis lajan, plis koutay paske gwo komèsan dominiken kontinye ap piye ekonomi peyi a nan voye pou pi piti 2 milya dola vèt machandiz tout kalite nan peyi Ayiti chak ane.

Eleksyon san yon lit pou re-jwenn souvèrènte popilè a, se fè jwèt mafya lokal ak mafya entènasyonnal yo. Anpil pwogresis vle pote boure nan eleksyon. Anpil nan yo vle trennen òganizasyon mas yo nan silema gratis sa a. Ki vrè motivasyon yo? Listwa montre anpil nan yo se enterè pèsone l yo t ap chache (dyòb, lajan, pouvwa oubyen tout sa yo alafwa). Kondisyon ni popilasyon an, ni nan peyi a, ni bò lakay yo pa chanje. Okontrè, mizè, grangou, chomaj, okipasyon peyi a ranfòse piplis. Nou pa dwe pèsiste nan menm vye politik elektoralis avèg sa a. Pito nou pwofite moman eleksyon sa yo pou ranfòse tèt nou. Voye mesaj klè bay pèp la sou ki oryantasyon li dwe bay lit revandikatif li yo, ki fòm mouvman nasyonnal demokratik li dwe mete kanpe toupatou pou rive rekipere dwa granmoun peyi a ak souvèrènte popilè a.

Luc HENRY
Santinèl mwa Jiyè Out 2013

KAPTE BOUKAN
101.9 FM • SCA
Radyo Pa Nou
Emisyon KAKOLA
Konbit Ayisyen pou Kore Lit la ann Ayiti

- Nouvèl •
- Analiz •
- Kòmantè •
- Deba •

Pou yon Ayiti Libere
(917) 251-6057
www.RadyoPaNou.com
Mèkredi 9-10 pm

RADIO PA NOU

1685 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226

67 Khz
www.radyopanou.com

Depuis 2002

- Nouvelles
- Analyse
- Publicité

Fondateur: Jude Joseph
Bureau:
(718) 940-3861

Studio:
(718) 701-0220 • (718) 856-8702
(718) 928-7022 • (718) 462-0992
(718) 469-8511

Soleil Radio d'Haïti

Radio Soleil d'Haïti

Nouvelles • Opinion
Analyse • Musique

www.radiosoleil.com

1622 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226

(718) 693-1025
(718) 693-5100
(718) 693-7806

Les élections à venir, véritables marchés de dupe de la part du régime Martelly

Par Jose Clément

Avec la publication le 30 octobre dernier du "pré-calendrier électoral" par le Collège Transitoire du Conseil Electoral Permanent (CTCEP), la République est entrée dans un vaste marché de dupe avec un président qui croit accorder une faveur aux citoyens en décidant à l'heure qui lui convient d'organiser ou non des élections pour le renouvellement du personnel politique haïtien.

Il est du ressort du chef de l'Etat haïtien, selon les prescrits constitutionnels, d'organiser des élections séquentielles pour renouveler les institutions politiques du pays, dans le cadre du fonctionnement normal de l'Etat et également dans celui de l'institutionnalisation de la démocratie dans le pays. Il est à faire remarquer que le président Martelly est en train de tourner la population en dérision à travers des manœuvres de diversion politique et des déclarations en veux-tu en voilà.

La publication de ce fameux pré-calendrier électoral qui prévoit la tenue des élections sénatoriales partielles, des municipales et locales pour le 26 janvier 2014, fait partie d'une vaste campagne de marchandage politique de la part du régime qui cherche à tout prix des excuses même les plus farfelues pour ne pas réaliser à temps le scrutin. Dans le cadre de cette machination politique, le président Martelly avait reçu en audience au Palais national, le mois dernier, un officier de l'Organisation des Etats-Américains au cours de laquelle il a sollicité l'envoi en Haïti d'une mission de l'Organisation hémisphérique pour évaluer la faisabilité des élections. Ce à quoi l'OEA a répondu favorablement par la voix de son ambassadeur accrédité à Port-au-Prince, Frédéric Bolduc. Ce dernier a confirmé le déploiement d'une mission à long terme de manière à "assister le gouvernement dans l'enregistrement des électeurs, la mise à jour de la liste électoral jusqu'à la tabulation des votes".

Entre temps, où est passée la commission d'évaluation de l'OEA sur la faisabilité du prochain scrutin? Le CTCEP en fait-il à sa guise au grand dam du président de la République et du gouvernement en publiant son calendrier provisoire? Il est clair que l'Institution Electorale ne peut pas prendre sur elle-même de publier un calendrier électoral, fût-ce un pré-calendrier sans l'accord même tacite du président Martelly. Ce Conseil Electoral, à quelque exception près, est l'émanation directe du Palais National. D'ailleurs, le président du CEP, Emmanuel Ménard, n'a pas l'étoffe nécessaire pour agir sans diktat du Palais National. Le président Martelly a déclaré, sans convaincre trop grand monde, qu'il n'était pas au courant de la publication du pré-calendrier électoral par le CTCEP. De toute façon, l'unanimité n'est pas de mise au sein de l'Institution électoral suite à la publication du calendrier d'un genre spécial. Me. Néhémy Joseph et Léopold Berlangier, deux membres du CTCEP, affichent leur désaccord et demandent à leurs collègues de faire machine arrière dans le cadre de cette initiative prise en "dehors de tout cadre légal".

C'est le président de la République qui, dans le cadre d'un arrêté présidentiel, convoque le peuple en ces comices. Le CTCEP se doit en toute logique d'informer le gouvernement sur toutes les étapes du processus pour le décaissement des fonds y relatifs. En plus de cela, les partis et groupements



Le président du CEP, Emmanuel Ménard, n'a pas l'étoffe nécessaire pour agir sans diktat du Président Martelly qui, pourtant a déclaré, sans convaincre trop grand monde, qu'il n'était pas au courant de la publication du pré-calendrier électoral par le CTCEP

politiques qui sont des partenaires privilégiés du CTCEP dans le cadre de l'organisation de ces joutes sont pratiquement mis au rancart pour ne pas dire qu'ils sont tout bonnement marginalisés. Comme c'est le cas du Parti Fanmi Lavalas qui désavoue l'initiative de l'Institution électoral d'Emmanuel Ménard et réclame la publication d'une loi électoral avant toute autre démarche.

Ansyto Félix, porte-parole du Comité de mobilisation permanente de Fanmi Lavalas dit assimiler la publication de ce calendrier électoral à une manœuvre de diversion de la part d'une institution servile vis-à-vis du pouvoir Exécutif, rapporte une dépêche en ligne de Radio Kiskeya publiée le 6 octobre. Il rappelle que M. Ménard avait conditionné l'élaboration du calendrier électoral à la publication d'une loi électoral.

La dernière sortie d'Emmanuel Ménard pourrait consister en une sorte de fuite en avant du pouvoir dans la perspective d'une visite en Haïti d'une délégation du Département d'Etat américain pour s'enquérir de la situation politique, notamment sur les progrès enregistrés dans l'organisation prochaine d'élections. La dernière visite d'un groupe de personnalités haïtiennes dont des parlementaires à la session annuelle du "Black Caucus" aux USA a fait écho auprès du Département d'Etat. Et ce n'est pas sans raison que la Congresswoman, Maxime Waters, demande au gouvernement américain de faire pression sur le régime en place en Haïti afin que des élections puissent se réaliser dans un temps raisonnable. Dans sa correspondance au Secrétaire d'Etat américain, John Kerry, Mme Waters dit exprimer sa profonde préoccupation par rapport à la situation politique en Haïti et par les velléités du régime en place d'écourter le mandat des sénateurs élus pour six ans. Mme Waters qui a longtemps soutenu le processus démocratique en Haïti, est la représentante de l'Etat de Californie, 43e District, au Congrès américain.

Quid du projet de loi électoral?

Le projet de loi électoral a été approuvé le mardi 1er octobre 2013 par le Sénat de la République après plusieurs lectures. Une Commission spéciale au Sénat a été créée en ce sens. Au moins quatre-vingt modifications ont été apportées à ce document sur les 286 articles déjà votés par la Chambre des députés. Le texte initial transmis par le bureau de la Chambre des députés au

Sénat a été épluché en règle notamment en ce qui concerne l'article 114-1 qui fait obligation aux candidats d'avoir l'autorisation des agents intérimaires du pouvoir exécutif pour des rassemblements électoraux. Il s'agit d'une disposition contraire à la Constitution de 1987, vu que les Mairies sont pour l'instant gérées par des Agents intérimaires nommés par l'Exécutif. Le mandat des Maires avait pris fin depuis environ deux ans et l'Exécutif n'avait pas jugé bon d'organiser des élections pour le renouvellement des élus municipaux.

Ces modifications concernent également le Centre de tabulation qui échappait au contrôle de l'Institution électoral d'alors au profit de la Communauté internationale qui dictait les résultats. La Direction Générale qui était au cœur d'une controverse est finalement remplacée par un Secrétariat Exécutif aux ordres des Conseillers électoraux. Ces changements déplairont certainement au régime Martelly/Lamothe.

Ce document a été initialement préparé par le CTCEP et transféré à l'Exécutif aux fins de transmission au Parlement pour les suites utiles. Ce texte a passé environ deux mois dans les tiroirs du Palais National avant qu'il ne soit acheminé au Palais Législatif avec des modifications du tout autour par l'Exécutif. Finalement, le document a été examiné à la va-vite par l'Assemblée des députés et voté dans la plus grande des controverses, avant qu'ils partent en vacance.

Le texte fraîchement voté au Sénat sera acheminé à nouveau à la Chambre des Députés pour qu'il soit voté dans les mêmes termes par les deux Chambres avant d'être transmis à l'exécutif aux fins de publication officielle dans le journal officiel de la République, Le Moniteur. Il reste beaucoup de chemins à parcourir étant donné que la Chambre des députés est en vacance. Même si le président Martelly la convoque en session extraordinaire pour tabler sur le document, il reste fort à parier que la Chambre basse avec une majorité de députés à la solde du pouvoir n'acceptera pas les nouvelles modifications de la Chambre haute. En dernier ressort, le scénario le plus plausible ce serait pour les deux chambres de former une Commission bicamérale afin de travailler conjointement sur le texte afin de pouvoir le voter séparément par les Assemblées respectives. Quelle sera la réaction de l'Exécutif

Suite à la page (15)

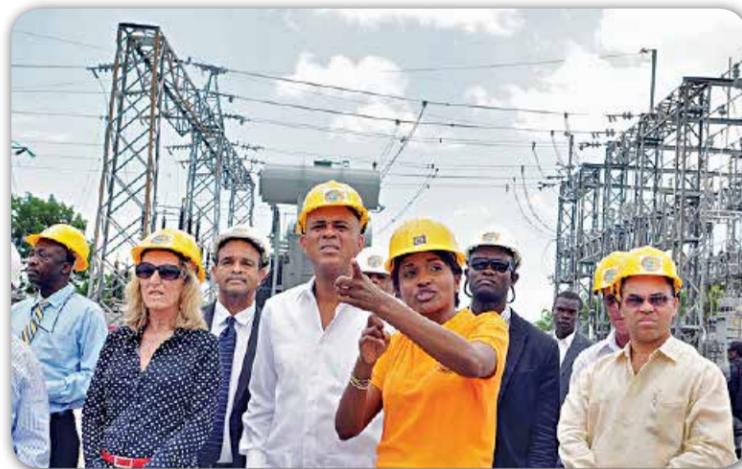
Haïti vue del'intérieur (4)

Le cas de l'Electricité d'Haïti (EDH)

(2e partie)



Il ne suffit pas de changer comme des chemises les directeurs d'une entreprise pour que le résultat arrive. Le Nouvelliste



Au Premier plan, de gauche à droite l'ambassadeuse US Pamela A. White, Michel Martelly, Andress Appolon, directrice générale d'alors de l'EDH et Mayard Paul

Par Catherine Charlemagne

La semaine dernière dans Haïti, vue de l'intérieur N°4, on avait commencé dans la première partie à expliquer les difficultés de l'Electricité d'Haïti (EDH) à produire, distribuer et commercialiser le courant électrique à travers le pays. Cette semaine, nous vous présentons la seconde partie de ce qu'on pourrait appeler le cas d'EDH. Comme on l'avait mentionné dans la première partie, depuis quelques années ce sont les compagnies : Sogener, E-Power et Haytrac qui produisent de l'électricité à l'intention de cette entreprise publique. Ces trois compagnies privées d'électricité partagent entre elles, ce juteux marché chiffré à plusieurs millions de dollars américains par mois.

En fait, elles ne produisent de l'électricité que pour la compagnie nationale qui, en théorie, a le monopole de la vente auprès des particuliers et des entreprises. Honnêtement, ces sociétés privées ne sont en rien responsables du sort de l'EDH, puisqu'elles ne peuvent l'empêcher de moderniser sa structure

ni de produire sa propre énergie pour la commercialiser ensuite comme c'est sa vocation première. Certes, les trois compagnies concurrentes trouvent là, l'occasion de profiter de la faiblesse de l'Etat et même de la complicité de certains dirigeants d'EDH.

N'empêche, on ne peut les rendre responsables de l'incapacité de l'EDH à distribuer correctement le courant dans le pays. De la détérioration des matériels d'EDH qui ne sont jamais réparés. Des Centrales Thermiques constamment en panne. Sans parler de l'obsolescence programmée des turbines et autres matériels de la centrale hydroélectrique de Péligre. Plusieurs raisons expliquent le problème de production, de distribution et de commercialisation de l'électricité en Haïti. En premier lieu, il y a la gestion de cette entreprise publique de l'Etat. Contrairement aux autres entreprises autonomes de l'Etat haïtien, le mauvais fonctionnement de l'EDH ne vient pas forcément d'un quelconque problème de compétence sur le plan technique.

Il y a de très bons techniciens à l'EDH. Certes, comme pour

Suite à la page (14)

Derrière la faim en Haïti

Par Ayiti Kale Je

Au cours de la dernière année en Haïti, alors que les acteurs de l'aide humanitaire lançaient un cri d'alarme concernant la faim, les journalistes d'Ayiti Kale Je (AKJ) entendaient sans cesse des plaintes et des rumeurs portant sur l'usage impropre, l'abus ou les effets négatifs de l'aide alimentaire.

Nos journalistes et les membres des radios communautaires qui ont travaillé avec eux ont décidé de mener l'enquête. Pourquoi, alors que le pays a reçu au moins un milliard de dollars US de denrées alimentaires entre 1995 et le tremblement de terre de 2010, la faim continue-t-elle à augmenter ?

Qui sont les acteurs dans ces « Hunger Games » (« Matches de la faim ») en Haïti et dans le monde ? Qu'est-ce qui peut être fait qui n'est pas fait actuellement ?

AKJ et ses partenaires ont rendu visite à deux programmes financés par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), qui viennent récemment de prendre fin ou se terminent cette année.

1) Dans la Grand'Anse, un programme de coupons alimentaires de CARE appelé initialement « Tikè Manje » (« Bon alimentaire ») et par la suite « Kore Lavni Nou » (« Soutenir notre avenir »), qui a pris fin en août.

2) À la Gonaïve et à Savanette, un programme alimentaire de World Vision ciblant les femmes enceintes, les mères et les jeunes enfants. Ce programme s'inscrit dans le cadre du programme d'assistance pluriannuel (« MYAP » en anglais) qui doit se terminer vers la fin de 2013.

C'est dans cette optique que nous publions cette série d'articles :

1...Un programme d'aide alimentaire qui aide les fermiers des États-Unis

2...Interrogations sur le programme alimentaire de World Vision

Et pour accompagner ces articles et fournir aux lecteurs un contexte, AKJ a également produit des résumés des principaux enjeux de la faim en Haïti.

Les causes de la faim en Haïti
Quantifier la faim

Aide ou commerce ? Les effets délétères de la politique des États-Unis.

Ayiti Kale Je est un partenariat établi entre AlterPresse, la Société pour l'Animation de la Communication Sociale (SAKS), le Réseau des Femmes Animatrices des Radios Communautaires Haïtiennes (REFRAKA), les radios communautaires et des étudiants de la Faculté des Sciences Humaines/Université d'Etat d'Haïti.

Cette série est distribuée avec la collaboration du journal Haïti Liberté

1ère partie Un programme d'aide alimentaire qui aide les fermiers des États-Unis

Malgré les affirmations contraires, un programme d'essai de bons alimentaires dans le département de la Grand'Anse, sur la presque île sud-ouest d'Haïti, incitait près de 18 000 familles à consommer des denrées importées au détriment de la production locale.

De plus, le programme – géré par CARE avec un financement de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) censé venir en aide aux victimes de l'ouragan Tomas qui ont perdu leurs récoltes – n'a débuté que onze mois après le passage de la tempête le 5 novembre 2010.

Le programme a été lancé en octobre 2011, alors que la sécurité

alimentaire s'améliorait. Le rapport « Perspectives sur la sécurité alimentaire » pour la période de juillet à décembre 2011 révèle que des régions de la Grand'Anse étaient « sous pression », mais en ajoutant que « avec la promesse de récoltes plus ou moins satisfaisantes dans la Grand'Anse, le haut Artibonite, et le Sud-Est, les conditions de sécurité alimentaire dans ces régions devraient s'améliorer entre octobre et décembre ». Ce rapport compte parmi ceux publiés chaque trois mois par le Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (Famine Early Warning System Network, « FEWS NET »), bureau qui relève du gouvernement des États-Unis et prêche la faim et la famine conjointement avec le gouvernement haïtien et l'USAID.

Malgré une amélioration des conditions, CARE lance le « Tikè Manje » (« bon alimentaire »), connu plus tard sous le nom de « Kore Lavni Nou » (« Soutenir notre avenir »). Financé par l'USAID, il avait aussi l'appui de la direction du programme gouvernemental « Aba Grangou » (« À bas la faim »). Après des débuts timides en octobre 2011, le programme a pris pour de bon son envol au printemps 2012 – 16 mois après l'ouragan Tomas – comme a pu le déterminer une enquête faite au cours d'une année par Ayiti Kale Je (AKJ).

AKJ a demandé au directeur du programme gouvernemental Aba Grangou pourquoi il avait été permis à CARE de commencer son programme si tard. « Le projet devait venir en aide aux personnes affectées par l'ouragan Tomas, confie le directeur Jean-Robert Brutus. Au moment où le projet a débuté, la Grand'Anse avait probablement déjà commencé à récupérer. Mais comme il avait déjà été établi, le gouvernement des États-Unis décidait de le mettre en œuvre. »

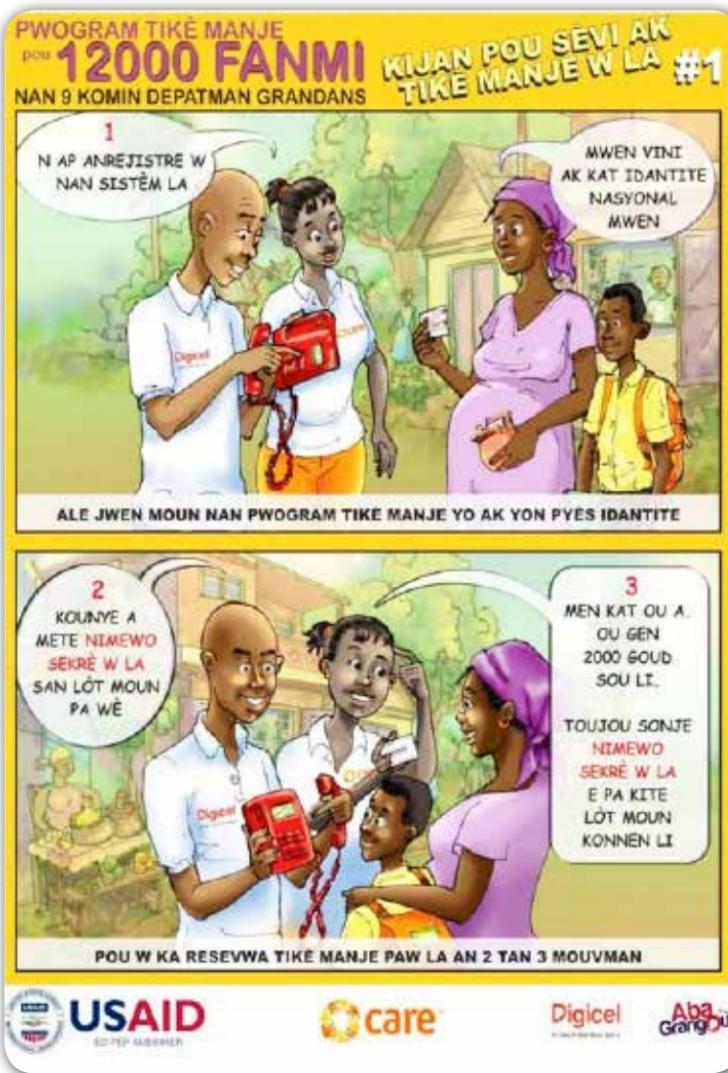
Quand il a été demandé à CARE pourquoi le choix de la Grand'Anse plutôt que d'autres régions du pays – en particulier le Nord-Ouest, qui connaît habituellement la faim extrême – la coordinatrice du programme, Tamara Shukakidze, déclare que CARE et un autre sous-traitant de l'USAID avaient choisi la Grand'Anse pour effectuer « un essai » après les dégâts causés par l'ouragan. Dans des entrevues avec AKJ, Brutus utilise le mot « expérience. »

Ce programme « est simplement un test dans certaines régions pour voir si nous pouvons le mettre en place partout dans le pays », explique Shukakidze au cours d'une interview au mois de mars 2013, alors que le programme était toujours en cours. À l'époque, CARE espère obtenir un contrat pour un prochain programme de « filet de sécurité sociale » financé au coût de US\$20 millions par l'USAID, qui comprendra des bons alimentaires, d'après Pierre Seneq, porte-parole de CARE à AKJ.

Les gens reçoivent des aliments importés, le gouvernement perçoit 10%

Environ 12 000 familles ont été choisies par CARE et des leaders communautaires pour le programme Kore Lavni Nou selon, d'après l'agence, les critères suivants : familles sans ou avec peu de terre, avec deux ou moins d'animaux, ou avec un enfant comme chef de famille ou des membres de la famille handicapés, extrêmement âgés, infectés par le VIH, ou d'autres problèmes.

Chaque bénéficiaire recevait un bon mensuel d'une valeur de 2 000 gourdes (environ US\$46,51) qui pouvait être honoré chez des marchands spécifiques pour des quantités spécifiques de riz, d'huile végétale, de fèves, de hareng saur importé, de semoule de maïs, de pâtes alimentaires, et de cubes pour bouillon (« Maggi »). Les recherches d'AKJ dans plusieurs



Une bande dessinée publicitaire sur le programme de bons alimentaires de CARE



Déjoie Dagnac, coordonatrice de ROPADAM, et un membre expliquent tous les utilisations de l'arbre à pain

communes de la Grand'Anse ont révélé que presque tous les produits provenaient de fabricants des États-Unis. (Il n'a pas été possible de visiter tous les magasins de Kore Lavni Nou.)

La législation des États-Unis stipule que presque toute l'aide alimentaire des États-Unis doit avoir été récoltée et transformée aux États-Unis.

Comme pour beaucoup d'autres programmes de coupon alimentaire et de transfert d'argent dans le pays, CARE a signé un contrat avec la compagnie de téléphone cellulaire Digicel pour assurer le transfert de liquidités. En plus de payer Digicel pour ces services, le programme de CARE et tous les autres doivent verser au gouvernement haïtien 10 % « sur toutes les transactions financières mobiles, y compris les transferts aux bénéficiaires, le paiement au fournisseur de service et le décaissement », selon un rapport de l'USAID de 2013.

Après les dommages causés à certaines exploitations par l'ouragan Sandy dans la Grand'Anse en octobre 2012, CARE a prolongé le programme avec une deuxième phase, intégrant 5 708 personnes à sa liste. Selon Seneq, le porte-parole de CARE, au total 17 708 bénéficiaires de la Grand'Anse ont reçu des bons alimen-

taires jusqu'à la fin d'août 2013. (Huit milles autres familles des provinces de l'Artibonite et du Nord-Ouest ont également été ajoutées aux listes pour la période d'avril 2013 à fin octobre 2013.)

« Un total de plus de US\$5 millions sera directement distribué aux familles en proie à l'insécurité alimentaire », explique Seneq dans un courriel le 18 juin 2013.

Selon le rapport BEST 2013 de l'USAID, CARE a reçu US\$7,4 millions pour le programme de la Grand'Anse.

Programme mis en question par des planteurs, des agronomes, et autres

Dejoie Dagnac, coordonatrice de Rezo Pwodiktè ak Pwodiktis Agrikòl Dam Mari (ROPADAM – Réseau des producteurs agricoles de Dame-Marie), apprend à AKJ que le programme de bons pour la nourriture représente « une menace terrible » pour les cultivateurs de la Grand'Anse.

ROPADAM était l'une des sept organisations à avoir signé un document de quatre pages pour dénoncer le programme en juillet 2012. Ces organisations déclaraient être choquées de voir que leurs communautés avaient été ciblées puisque, selon des documents du gouvernement « aucune de

ces communes n'est classée comme souffrant de faim extrême ».

« Comme tout le monde le sait, la Grand'Anse est un grenier pour les légumes et les fruits, indiquent ces organisations dans leur communiqué de presse. Et nous constatons que ce programme d'aide alimentaire a lieu pendant nos mois de récoltes, au moment où une grande quantité de légumes et de fruits sont en gaspillage. »

Encore plus choquant pour Dagnac et les organisations, c'était la promotion presque exclusive des aliments étrangers.

« Dans tous les petits magasins auxquels nous rendons visite, même ceux qui auparavant vendaient du ciment ou de la tôle, arborent aujourd'hui l'enseigne "USAID" explique Dagnac à AKJ en septembre 2012. Dans leurs publicités à la radio, ils affirment distribuer des bananes plantains et de l'arbre à pain aux gens. Mais ce n'est pas ce que nous voyons. Nous voyons du riz, du spaghetti, de l'huile, alors que nos produits sont absents. »

« Nous pensons que d'autres départements viendraient s'approvisionner chez nous, renchérit Dagnac. Nous n'aurions jamais pu imaginer tous ces aliments importés ici ! »

Dans un communiqué de presse en 2012, CARE affirme le « programme encourage la consommation d'aliments produits localement, dans le respect des traditions, qu'il est facile de se procurer dans toutes les communautés. » Cependant, au cours des visites dans deux communes durant la Phase 1 et deux communes durant la Phase 2, des journalistes de AKJ n'ont pu trouver aucun aliment « produit localement », à part du spaghetti fait en Haïti avec du blé importé, et – dans quelques endroits, mais pas tous – des fèves.

Interrogé à savoir si CARE utilisait ou comptait avoir recours à des aliments locaux, le porte-parole Pierre Seneq confirme que les aliments utilisés pour les programmes actuels étaient principalement des aliments importés, mais que CARE envisageait de s'approvisionner en aliments locaux pour les programmes futurs.

Jean Robert Brutus, responsable de Aba Grangou, admet aussi que les programmes de la Grand'Anse utilisaient principalement de la nourriture importée.

« Tout le monde voulait voir [le programme] utiliser des aliments locaux, mais le marché ne pouvait pas toujours les fournir », explique Brutus à AKJ. Il a également dit qu'il n'est pas possible de forcer les gens d'acheter un produit plutôt qu'un autre.

« Nous ne forçons pas les gens qui détiennent des bons à acheter des produits locaux, mais nous les encourageons, et nous encourageons les distributeurs à offrir des produits locaux, de dire Brutus. Nous devons faire un effort pour garantir aux producteurs que leurs produits seront compétitifs par rapport aux produits importés et qu'on les achètera, de façon qu'ils recommencent à produire. »

Brutus n'a pas précisé comment le riz haïtien ou d'autres produits locaux pourraient concurrencer les aliments étrangers fortement subventionnés et/ou produits à moindre coût.

Dans l'intervalle, les agronomes dans la Grand'Anse sont tout autant découragés que Dagnac et d'autres cultivateurs.

« C'est vrai, il existe des endroits dans la Grand'Anse où les gens ont faim, » reconnaît l'agronome Vériel Auguste.

Vériel est membre d'une coopérative de planteurs. Comme tous les planteurs et les agronomes avec qui a communiqué AKJ, il déplore l'utilisation d'aliments venant de l'étranger pour venir en aide aux gens qui ont

Suite à la page (16)

Long-Awaited Haiti Cholera Lawsuit Against the UN to be Launched This Week

by Kim Ives

The legal noose is tightening around the United Nations to take responsibility for unleashing the world's worst cholera epidemic in the Western Hemisphere's poorest nation, where hundreds of thousands have been affected by the deadly disease.

On Oct. 9, lawyers representing over 5,000 Haitian cholera victims and their families will file a class action lawsuit in the Southern District of New York to demand that the UN recognize its responsibility for introducing cholera into Haiti three years ago and pay reparations.

Lawyers with the Boston-based Institute for Justice and Democracy in Haiti (IJDH) and the Port-au-Prince-based International Lawyers Office (BAI) first brought a legal petition against the UN in November 2011 within the world body's legal redress framework. That 37-page complaint charged that the "UN is liable for negligence, gross negligence, recklessness, and deliberate indifference for the health and lives of Haitian people resulting in petitioners' injuries and deaths from cholera" and sought financial compensation for 5,000 Haitian petitioners, constructive action to prevent cholera's spread, and a formal acknowledgment of and apology for the UN's responsibility for bringing cholera into Haiti.

It took the UN over 15 months to reply on Feb. 21, 2013 in the form of a two-page letter arguing that "these claims are not receivable pursuant to Section 29 of the Conven-

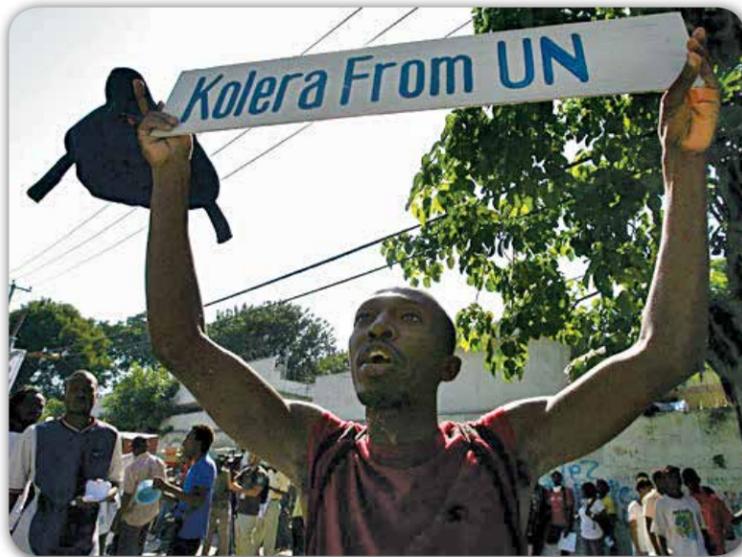
tion on the Privileges and Immunities of the United Nations" governing the 9,000 UN soldiers deployed in Haiti since June 2004 as part of the Security Council-mandated UN Mission to Stabilize Haiti (MINUSTAH).

"They may have immunity, but they don't have impunity," responded lawyer Ira Kurzban of the civil rights law firm Kurzban, Kurzban, Weinger, Tetzeli & Pratt (KKWT), who collaborates with the IJDH.

On May 8, IJDH lawyers held another press conference to tell the UN that, having exhausted internal UN legal avenues, they would soon be bringing a lawsuit in U.S. courts. That promise is to be fulfilled at 10 a.m. on Oct. 9 when the lawyers will present their case to a judge at the Daniel Patrick Moynihan Courthouse on 500 Pearl Street in New York.

Over seven medical research teams, including one sponsored by the UN itself, have investigated the cholera epidemic and concluded that it was unleashed when cholera-infected UN Nepalese soldiers stationed in the town of Mirebalais on Haiti's Central Plateau allowed their sewage to leak into the headwaters of the Artibonite River, Haiti's largest. Cholera, a waterborne bacteria, is primarily transmitted when human feces infects drinking water.

The legal action comes at a time when high-ranking UN officials are urging Secretary General to "come clean." On Oct. 8, UN High Commissioner for Human Rights Navi Pillay said that "Haiti's cholera victims should get compensation but she didn't say by whom," according to the



Protestors across Haiti have long condemned the UN for bringing cholera to Haiti. Now a lawsuit aims to make them pay for it

Associated Press. "The remarks are the first time a UN official has spoken publicly about a need to provide compensation for Haiti's cholera victims."

Pillay's remarks were made in Geneva, Switzerland at the Oct. 8 ceremony for the Martin Ennals Award for Human Rights Defenders. The BAI's lead lawyer, Mario Joseph, was one of the three finalists for the prize.

On Aug. 7, Jean-Marie Guéhenno, the former chief of UN Peacekeeping Operations from 2000 to 2008, tweeted that: "Peacekeepers have done a lot for Haiti, but UN needs to come clean on cholera crisis. Strong report from Yale Law School."

He was referring to a 58-page report entitled "Peacekeeping without Accountability: The United Nations' Responsibility for the Haitian Cholera Epidemic," which concludes that: "1) The cholera epidemic in Haiti is directly traceable to MINUSTAH peacekeepers and the inadequate waste infrastructure at their base in Méyè. 2) The UN's refusal to establish a claims commission for the victims of the epidemic violates its contractual obligation to Haiti under international law. 3) By introducing cholera into Haiti and denying any form of remedy to victims of the epidemic, the UN has failed to uphold its duties under in-

ternational human rights law. 4) The UN's introduction of cholera into Haiti and refusal to accept responsibility for doing so has violated principles of international humanitarian aid."

In May 2012, even UN Special Envoy to Haiti Bill Clinton admitted that a UN Nepalese soldier had brought cholera to Haiti, depositing "his waste stream into the waterways of Haiti and into the bodies of Haitians."

For the lawsuit to be filed Oct. 9, "there are five named plaintiffs in the complaint, but we are filing a class action which means that they will act as representatives for all others similarly situated, that is, all others who either contracted cholera themselves or had a family member die from the disease," explained Kermshlise Picard, IJDH's Communications Coordinator.

Having the judge accept the case as a class action is important, said another IJDH lawyer Brian Concannon, because "any of the almost 700,000 victims can opt in."

In May, IJDH lawyers had said they might seek \$100,000 for the family of each cholera victim who died and \$50,000 for each victim who lived through the ordeal. But in this week's filing, "we are not making any specific demand at this point," Concannon said.

"This is an historic opportunity for the U.S. courts to hold the United Nations strictly to its treaty obligations, by refusing to allow the UN to hide behind immunity when it refuses to provide its victims any alternative," Concannon concluded.

Behind Haiti's Hunger

By Haiti Grassroots Watch

During the past year or so in Haiti, as humanitarian actors raised an alarm about hunger, Haiti Grassroots Watch (HGW) journalists kept hearing complaints and rumors about the misuse, abuse, or negative effects of food aid. HGW journalists and the community radio members who

worked with them decided to investigate.

Why – when the country has received at least one billion U.S. dollars worth of food aid between 1995 and the 2010 earthquake – is hunger on the rise? Who are the actors in the "hunger games" in Haiti and internationally? What can be done that isn't currently being done?

To answer these questions,

HGW has produced a series of articles which we will publish in *Haiti Liberté* over the next few weeks, beginning this week with "Why is Haiti hungry?", an overview article which provides background on the issues involved.

In the following weeks we will also present a report entitled "Food Voucher Program Hurt Farmers, Favored US Exports," an investiga-

tion of a CARE food coupon program in Grande Anse called "Tikè Manjè" (Food Voucher) at first and later called "Kore Lavni Nou" (Supporting Your Future), which ended in August. Another investigation, entitled "Questions About World Vision's Targeted Food Program," is about a World Vision feeding program on La Gonâve and in Savanette that targets pregnant women, mothers,

and young children. It is part of that organization's five-year "Multi-Year Assistance Program," slated to wind up at the end of 2013.

We will present two other analyses, "Measuring Hunger" and "Aid or Trade? The nefarious effects of three decades of U.S. policy."

This series produced by HGW is distributed in collaboration with *Haiti Liberté*.

Why is Haiti Hungry?



Sacks of USAID food in a Haitian warehouse. The dumping of U.S. agricultural surpluses is one of the reasons for Haiti's hunger

Last May, the United Nations announced "6.7 million Haitians face food insecurity." Aid organizations, development agencies, and the media mobilized with articles, videos, and

"urgent appeals."

Thanks to some measures, and also some good weather, the numbers have likely improved slightly since then. Recently, the *Coordination Na-*

tionale de Sécurité Alimentaire (CNSA or National Coordination for Food Security) announced that rice and corn harvests are up from the year before. (However, they remain below previous years.)

Nevertheless, with terrifying charts and dire warnings, officials continue to say that in 2013, twice as many Haitians as last year – some 1.5 million people – continue to face "severe" or "acute food insecurity," and that many millions more are considered food insecure. At least one-fifth, and in some areas, one-third, of all Haitian children are "stunted," meaning that they are underweight, shorter than they ought to be, and the development of their brains and other organs will likely be affected.

Hunger has also become part of the political football game in Haiti.

Speaking on May 10, former President Jean-Bertrand Aristide criticized the government for not addressing the hunger problem and gave a thinly veiled warning, quoting a Haitian proverb: "When a dog is hungry, it doesn't play around."

President Michel Martelly responded a few days later, saying Aristide was telling "a lie" and that he is also responsible since "he spent ten

years in power." (Actually, Aristide did not spend ten years in office. Both terms were truncated by coups.)

While statistically hard to verify, many reports say hunger in Haiti today is more pervasive than it has ever been in the last 50 years.

Doudou Pierre Festil, a farmer who is also member of a national peasant movement and the coordinator of a network of about 200 farmers associations and other organizations known as *Réseau National Haïtien pour la Souveraineté et la Sécurité Alimentaire* (RENAHSSA – National Network for Sovereignty and Food Security), says "the government is 100% responsible" for hunger in Haiti.

But the reality is more nuanced, the causes of hunger more structural.

Everyone has been aware of Haiti's brewing food crisis for years: Haitian agronomists, economists, farmers, and government officials, foreign donors and humanitarian agencies. Over the years, Haitian and foreign "experts" have designed projects, written grants... and they have also executed contracts and been well-paid for their services.

Over the past four decades, donors have spent billions of dollars on "food aid," "development aid," "hu-

manitarian assistance," and a host of agricultural programs.

Haiti Grassroots Watch (HGW) and many others know that the causes of hunger are structural, some of them dating back to the earliest days of the republic. They are also interrelated and linked to larger economic issues in the country and in the world. While it is not possible to explore the causes in depth in this series, here is a summary of the most obvious causes.

1) Poverty.

One-half of the population lives on less than US\$1 per day; some three-quarters live on less than US\$2 per day. With little to no buying power, Haitians who do not produce their own food do not have the income necessary to buy even basic necessities. One thing that makes Haitians poorer, a recent UN mission report noted, is that "basic social services" – like education – have to be purchased, further stressing poor households.

2) Haiti's land tenure system and lack of correct land-management.

According to Bernard Ethéart, an expert on Haitian land issues and former director of the *Institut Nationale de la*
continued on p(18)

DE JEAN XXIII À HUGO CHAVEZ :

Par Oscar Fortin

Voilà un titre qui va en faire sauter plus d'un. Pourtant, le rapprochement de la pensée de ces deux hommes de foi ne peut que conduire à ce rapprochement. Jean XXIII, avec son encyclique *PACEM IN TERRIS* (PAIX SUR TERRE), et Hugo Chavez, avec son Socialisme du XXI^e s.

Il y a 50 ans, le monde et tout particulièrement l'Église eurent un Pape dont les qualités ont fait de lui un PASTEUR aimé de tous.

On le connaît surtout pour avoir convoqué le Concile Vatican II, véritable fenêtre d'ouverture sur le monde, mais aussi pour son encyclique sociale, Paix sur terre, véritable testament, laissé à l'humanité peu de temps avant sa mort.

Si le monde des humbles de la terre y a vu l'expression d'une espérance pour un monde plus juste, plus vraie, plus humain et solidaire, les puissances de ce monde et les apôtres du néolibéralisme sans frontière y ont plutôt vu un document subversif, voir communiste.

Ce n'est donc pas par hasard que cette encyclique de Jean XXIII ait été ignorée, non seulement par les hommes et les femmes politiques de notre Occident chrétien, mais aussi par ses successeurs sur le siège de Rome. Benoit XVI, dans

morales et culturelles

12 – Tout être humain a droit au respect de sa personne, à sa bonne réputation, à la liberté dans la recherche de la vérité, dans l'expression et la diffusion de la pensée, dans la création artistique, les exigences de l'ordre moral et du bien commun étant sauvegardées ; il a droit également à une information objective.

32 – Ainsi, il ne suffit pas de reconnaître et de respecter le droit de l'homme aux moyens d'existence ; il faut s'employer, chacun selon ses forces, à les lui procurer en suffisance.

35 – Voilà pourquoi une société n'est dûment ordonnée, bienfaitrice, respectueuse de la personne humaine, que si elle se fonde sur la vérité, selon l'avertissement de Saint Paul : « Rejetez donc le mensonge ; que chacun de vous dise la vérité à son prochain, car nous sommes membres les uns des autres (25). » Cela suppose que soient sincèrement reconnus les droits et les devoirs mutuels. Cette société doit, en outre, reposer sur la justice, c'est-à-dire sur le respect effectif de ces droits et sur l'accomplissement loyal de ces devoirs ; elle doit être vivifiée par l'amour, attitude d'âme qui fait éprouver à chacun, comme siens, les besoins d'autrui, lui fait



Les accents d'un Hugo Chavez, d'un Rafael Correa et d'un Evo Morales. Tous les trois se déclarent croyants et socialistes du XXI^e s. . Tous les trois ont été soumis aux critiques de leurs évêchés respectifs. Tous les trois sont les cibles virulentes des oligarchies et de l'Empire.

les moyens de transport et de communication, la distribution d'eau potable, l'habitat, l'assistance sanitaire, l'instruction, les conditions propices à la pratique religieuse,

humain ne vienne à manquer des ressources indispensables pour mener une vie décente. Ils auront soin que les ouvriers en état de travailler trouvent un emploi proportionné à leurs capacités ; que chacun d'eux reçoive le salaire conforme à la justice et à l'équité ; que les travailleurs puissent se sentir responsables dans les entreprises ; qu'on puisse constituer opportunément des corps intermédiaires qui ajoutent à l'aisance et à la fécondité des rapports sociaux ; qu'à tous enfin les biens de la culture soient accessibles sous la forme et au niveau approprié.

société, ne peut supprimer la liberté d'action des individus ; elle doit au contraire la favoriser, pourvu que soient sauvegardés les droits essentiels de chaque personne humaine (48). »

Voilà l'essentiel de la vision du pape Jean XXIII quant aux responsabilités de l'État à qui revient le pouvoir d'assurer le respect des droits des personnes et des peuples et le devoir de promouvoir le bien commun de tous et de toutes.

HUGO CHAVEZ : LA RÉVOLUTION BOLIVARIENNE

Lorsqu' Hugo Chavez prend le pouvoir en 1999, le pays est déjà depuis longtemps un riche producteur de pétrole qu'il expédie aux quatre coins du monde. Les ressources sont abondantes et les revenus ne manquent pas.

Les gouvernements qui se succédèrent tout au long de ces trente années ont été bénis par les Conférences épiscopales vénézuéliennes. Les églises célébraient l'amour de Dieu, la liberté des biens nantis et la compassion pour les pauvres. La paix régnait, l'argent circulait au sein des classes privilégiées et le Venezuela était devenu une terre où il faisait bon vivre pour ceux et celles qui en avaient les moyens. Pour les autres, les oubliés des médias et des gouvernements, c'était l'enfer de la pauvreté et de la misère. La paix des uns générerait

65 – L'intérêt commun exige que les pouvoirs publics, en ce qui concerne les droits de la personne, exercent une double action : l'une de conciliation et de protection, l'autre de valorisation, tout en veillant soigneusement à leur judicieux équilibre. D'une part, on veillera à ce que la prédominance accordée à des individus ou à certains groupes n'installe dans la nation des situations privilégiées ; par ailleurs, le souci de sauvegarder les droits de tous ne doit pas déterminer une politique qui, par une singulière contradiction, réduirait excessivement ou rendrait impossible le plein exercice de ces mêmes droits. « Une chose demeure acquise : l'action de l'État en matière économique, si loin qu'elle porte, si profondément qu'elle atteigne les ressorts de la



Dans la vision d'Hugo Chavez, LE BIEN COMMUN constitue la référence principale de l'État et l'objet central de sa responsabilité par rapport à l'ensemble de la Société.

son encyclique sociale, *Caritas in Veritate* (Charité dans la vérité) ne fait aucune référence explicite au contenu de cette encyclique, alors qu'il se réfère amplement à celles de ses autres prédécesseurs.

Que dit donc cette encyclique pour qu'elle ait été mise sur les tablettes tant par les successeurs de Jean XXIII que par les gouvernements de notre Occident chrétien ?

JEAN XXIII : PAIX SUR TERRE

En voici les principaux extraits
11 – Tout être humain a droit à la vie, à l'intégrité physique et aux moyens nécessaires et suffisants pour une existence décente, notamment en ce qui concerne l'alimentation, le vêtement, l'habitation, le repos, les soins médicaux, les services sociaux. Par conséquent, l'homme a droit à la sécurité en cas de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse, de chômage et chaque fois qu'il est privé de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté (8).

partager ses propres biens et incite à un échange toujours plus intense dans le domaine des valeurs spirituelles. Cette société, enfin, doit se réaliser dans la liberté, c'est-à-dire de la façon qui convient à des êtres raisonnables, faits pour assurer la responsabilité de leurs actes.

56 – (...) citant Léon XIII : « On ne saurait en aucune façon permettre que l'autorité civile tourne au profit d'un seul ou d'un petit nombre, car elle a été instituée pour le bien commun de tous (40). » Mais des considérations de justice et d'équité dicteront parfois aux responsables de l'État une sollicitude particulière pour les membres les plus faibles du corps social, moins armés pour la défense de leurs droits et de leurs intérêts légitimes (41)

64 – Il est donc indispensable que les pouvoirs publics se préoccupent de favoriser l'aménagement social parallèlement au progrès économique ; ainsi veilleront-ils à développer dans la mesure de la productivité nationale des services essentiels tels que le réseau routier,

les loisirs. Ils s'appliqueront à organiser des systèmes d'assurances pour les cas d'événements malheureux et d'accroissement de charges familiales, de sorte qu'aucun être



Chavez n'est pas un homme ! C'est un peuple qui s'avance !

LE SOCIALISME DU XXI^E SIÈCLE !



Jean XXIII, avec son encyclique PACEM IN TERRIS (PAIX SUR TERRE)

frustration, souffrance, humiliation des humbles et des laissés pour compte. Les soulèvements étaient réprimés avec force et les morts n'étaient plus des humains, mais des révolutionnaires, des fauteurs de trouble, des ennemis de la paix.

Le fossé des revenus

Une étude, menée en 2003 par l'Institut national de la statistique,

établit la relation entre la valeur d'un panier de base nécessaire pour une famille de 5 personnes et le revenu de cette même famille. Cette approche considère comme extrêmement pauvre « toute personne qui, avec son revenu, ne parvient pas à se procurer un panier alimentaire de base (lequel équivaut en fait à la moitié du panier de base). Le tableau qui suit donne un aperçu de la

distribution de la richesse et de la pauvreté. On peut réaliser que ceux qui doivent se partager 20%, 25% et un panier complet totalisent 15 millions de personnes et ceux qui peuvent se partager 4, 5 et 6 paniers totalisent 1 700 000.

À l'aide de ces données, on constate que le groupe des personnes extrêmement pauvres est très important, alors que celui des riches est extrêmement restreint.

Il apparaît que 2,9 millions de personnes ne sont pas en mesure de satisfaire un quart de leurs besoins élémentaires (= la moitié de leurs besoins alimentaires), 7,9 millions de personnes sont extrêmement pauvres et ont à peine assez à manger. À l'autre bout du spectre, les personnes qui peuvent couvrir plus de cinq fois leurs besoins de base sont à peine plus de 300 000, sur une population totale de 25 millions d'habitants (soit 1,2 %).

CONSTITUTION DE 1999

Conscient de ces clivages entre les classes dirigeantes et oligarchiques et le peuple, Hugo Chavez passe à l'action en réalisant une de ses promesses électorales, à savoir la création d'une constituante et la rédaction d'une nouvelle constitution.

Les Constitutions précédentes avaient toutes été élaborées et votées par les classes dirigeantes et les mandarins de l'État. Dans le cas présent, ce sont les différentes composantes de la société qui participent avec l'État à sa rédaction et c'est le peuple qui lui donne le poids de son autorité en l'acceptant par la voie référendaire. Le 15 décembre 1999 le peuple dira oui et le 20 décembre de la même année elle sera promulguée comme loi fondamentale du pays.

Sur le plan du contenu, la constitution renforce la participation de la population en stipulant également, outre la démocratie représentative, la démocratie participative. Elle s'oppose au néolibéralisme et se fait la promotrice d'une économie mixte, comprenant, entre autres, le modèle coopératif et la possibilité d'autogestion. De plus, elle met particulièrement l'accent sur la mise en place d'un important volet social : soins de santé, enseignement, emploi, etc.

Sur le plan économique, le tout nouveau président déclare en février 1999: " Notre projet ne veut pas une étatisation de l'économie, mais il n'est pas non plus néolibéral. Nous cherchons une voie moyenne, où la main invisible du marché collabore avec la main visible de l'État : autant d'État que nécessaire, autant de marché que possible. " (19 Richard Gott, Hugo Chávez and the Bolivarien Revolution, Verso, Londres, 2005, p. 175)

Dans la vision d'Hugo Chavez, LE BIEN COMMUN constitue la référence principale de l'État et l'objet central de sa responsabilité par rapport à l'ensemble de la Société. L'État est là pour assurer ce BIEN COMMUN et ordonner les interventions de l'ensemble des autres acteurs.

LE SOCIALISME DU XXI^E S.

Ce socialisme n'est pas le produit d'une idéologie, mais de la mouvance d'une société qui fonde son développement sur des valeurs de justice, de vérité, de solidarité et qui fait de l'État l'outil du peuple pour assurer le Bien commun de l'ensemble de la société. La démocratie participative dont il se fait le promoteur prend forme et se développe avec la conscientisation et l'organisation des divers intervenants sociaux



Il y a 50 ans, le monde et tout particulièrement l'Église eurent un PAPE dont les qualités ont fait de lui, un PASTEUR aimé de tous.

pour qu'ils soient impliqués dans les décisions et les orientations politiques et économiques. Il est foncièrement anticapitaliste, sans être toutefois contre l'entreprise privée qui accepte de subordonner ses intérêts individuels et mercantiles à ceux de la collectivité.

Ceux qui ramènent ce socialisme aux expériences socialistes du siècle dernier ou qui utilisent le spectre du marxisme-léninisme pour discréditer le socialisme du XXI^e s. font preuve de mauvaise foi intellectuelle. C'est évidemment le cas de la Conférence épiscopale du Ven-

euela et des oligarchies nationales et internationales. Ils en sont encore avec l'épouvantail de la lutte contre le communisme et le marxisme pour contrer les changements de nature à modifier les relations de pouvoir ainsi que leurs privilèges.

QUE CONCLURE ?

Le rappel du 50^e anniversaire de la publication de l'encyclique de Jean XXIII permet d'éclairer de façon particulière les engagements inspirés par la théologie de libération ainsi que les changements profonds amorcés par les dirigeants des pays émergents.

À lire les extraits plus haut mentionnés de Paix sur terre, on y reconnaît les mots et les accents d'un Hugo Chavez, d'un Rafael Correa et d'un Evo Morales. Tous les trois se déclarent croyants et socialistes du XXI^e s. . Tous les trois ont été soumis aux critiques de leurs épiscopats respectifs. Tous les trois sont les cibles virulentes des oligarchies et de l'Empire.

Le pensée de Jean XXIII est parvenue, en dépit des silences entretenus par ses adversaires, à percer jusqu'en Amérique latine et à porter ses fruits.

De quoi faire réfléchir le nouveau secrétaire d'État du Vatican, Pietro Parolin.

Oscar Fortin
6 octobre 2013



Hugo Chavez, avec son Socialisme du XXI^e siècle

SHIP YOUR CAR FROM NYC TO HAITI:

ONLY
\$1,475
(INCLUDES APN PORT FEES)

RECEIVE
A SPECIAL GIFT
WHEN YOU BRING THIS
AD WITH YOUR
SHIPMENT.



THE ONLY FREIGHT COLLECTOR IN NEW YORK THAT OWNS THEIR SHIP (M/V GREY SHARK)

DEVON SHIPPING INC.

- CARS • TRUCKS • TRAILERS
- BUSES • CONSTRUCTION EQUIPMENT
- Roll-on • Roll-off

DELIVERIES RECEIVED OPPOSITE
115 VAN BRUNT ST.,
BROOKLYN, NY
RED HOOK CONTAINER TERMINAL

HOURS: • MON-FRI 8AM - 5PM
• SAT-SUN 9AM - 3PM
NOU PALE KREYÒL
718-243-2929

Les conséquences de la résolution 2118



Les troupes de l'OTSC se tiennent prêtes à se déployer en Syrie, si le Conseil de sécurité en fait la demande.



La réunion des chefs d'État de l'OTSC a été précédée d'une réunion des ministres des Affaires étrangères. Le Russe Sergey Lavrov y a expliqué la situation internationale à propos de la Syrie. Il a souligné que, si les jihadistes présents là-bas n'étaient pas neutralisés sur place, ils seraient prochainement transférés vers d'autres pays, notamment en Asie centrale.

Par Thierry Meyssan

Bien que le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, se soit bruyamment félicité du vote de la résolution 2118 sur les armes chimiques en Syrie, ce texte marque à la fois la victoire de la Russie et celle du président Bachar el-Assad. Il porte en lui-même deux conséquences qui ruinent définitivement les prétentions franco-britanniques sur le pays.

Une fois passé l'étonnement face au tête-à-queue US en Syrie, une nouvelle situation politique se fait jour correspondant point par point aux plans élaborés conjointement par la Russie et la Syrie en juin 2012, c'est-à-dire avant la conférence de Genève 1. À l'époque, le Kremlin envisageait de négocier un accord avec Washington à la fois pour régler la crise syrienne et pour permettre au président Obama de sortir de son tête-à-tête étouffant avec Israël. Cependant ce plan, qui allait devenir un projet de partage de la gouvernance au Proche-Orient, supposait la présence de troupes russes en Syrie. Le général Hassan Tourekmami avait alors proposé que des troupes d'interposition mandatées par les Nations Unies soient déployées par l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTCS) [« l'Otan russe »], comme il existe déjà sur le sol syrien une Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement au Golan.

L'idée de ce déploiement a fait son chemin. L'OTSC a signé un Protocole avec le département des Opérations de maintien de la paix de l'Onu en septembre 2012 qui lui permet, comme l'Otan, de sous-traiter des actions du Conseil de

sécurité. Depuis un an, l'OTSC a préparé 50 000 hommes qui peuvent être projetés en moins de deux semaines. Mais Moscou craignait de tomber dans un piège : c'était pour détruire l'Armée rouge que la CIA avait créée, en 1979 avec l'Arabie saoudite, le mouvement jihadiste international aujourd'hui appelé Al-Qaëda. La Syrie serait-elle le nouvel Afghanistan de l'armée russe ?

Compte tenu des hésitations US, le projet fut interrompu, mais pas abandonné. Or, la solution de la crise des armes chimiques ouvre de nouvelles possibilités.

En premier lieu, la résolution 2118 ne se contente pas de soutenir le plan russe de destruction des restes du programme chimique syrien des années 80, elle implique implicitement le maintien du président Bachar el-Assad au pouvoir pour au moins un an afin qu'il supervise cette destruction. Du coup, non seulement les grandes puissances occidentales ne réclament plus son départ, mais seraient favorables à un allongement de son mandat et à un report de la prochaine élection présidentielle.

En second lieu, la transmission par la Syrie de la liste de ses stocks d'armes chimiques à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) les rend vulnérables, puisque cette liste ne manquera pas de parvenir à « l'opposition armée ». Malgré ses efforts, l'Armée arabe syrienne ne pourra pas à la fois combattre les jihadistes internationaux sur l'ensemble du territoire et défendre ses arsenaux. Prévoyant cette situation, les chefs d'État de l'OTSC, réunis autour de Vladimir Poutine le 23 septembre à Sochi (c'est-à-dire quatre jours avant le vote

Suite à la page (15)

Monsieur le Président vous êtes un lâche !



Marion Fesneau-Castaing, diplomate en poste au Consulat général de France à Jérusalem, malmenée par des soldats israéliens ainsi que d'autres diplomates français et européens.

Par Serge Grossvak*

Monsieur mon Président, j'éprouve un profond regret d'avoir à vous le dire. Regret pour mon pays, regret pour l'espoir de paix. Vous vous conduisez comme un lâche, rien d'autre, lorsque bafoué vous demeurez sans un mot.

Celle qui représente notre pays par notre ambassade est arrachée d'un véhicule, jetée à terre, mise en joue. Et vous ne prononcez mot. Vous ne prononcez mot parce que cela se passe en Palestine sous occupation Israélienne. Monsieur mon Président, si notre ambassadrice était là, dans ce véhicule de secours, c'est que des demeures avaient été dévastées, qu'une population millénaire était chassée de ses terres.

Cela en infraction au droit international sur un territoire occupé.

qui vous montrez si sourcilieux de la justice et des droits de l'homme dans vos mots, pourquoi, là, en avez-vous manqué ? Pourquoi là, demeurez-vous coi, alors qu'un véhicule transportant des tentes, des vivres est intercepté en infraction du Droit ? Pourquoi, alors que de multiples ambassades européennes avaient dépêché leurs diplomates pour apporter leur protection abandonnez-vous ces représentants européens qui ont fait leur devoir avec dignité ? Pourquoi, monsieur le Président ?

Pourquoi, alors que des humanitaires sont saisis par la soldatesque, jetés à terre, immobilisés, maltraités, pourquoi ne dites vous rien ?

Ah, il paraît que vous êtes gêné, que vous allez vous excuser, que vous allez déplacer-sanctionner cette ambassadrice. Ah oui, tout de même, cette ambassadrice quinquagénaire **après avoir été extirpée du véhicule, jetée à terre aurait osé filer une beigne [une gifle] à un solide soldat casqué. Au moins est-ce ce qu'affirme avec indignation ce pays qui ne respecte pas la loi internationale. Vous allez vous excuser. Vous allez baisser la tête. Monsieur, vous êtes un Président rampant.

Vous avez pris vos fonctions il y a peu, avec l'aide de mon modeste vote pour nous débarrasser de l'autre, votre prédécesseur. Il y a peu mais c'est déjà la seconde fois que vous vous comportez comme un couard sur le sujet. Dimanche 2 juin, devant le « Congrès des Communautés juives » et l'Ambassadeur d'Israël, vous aviez fait le tour du monde de remontrances et pas un mot, pas un seul



Monsieur, François Hollande, vous êtes un Président rampant

France et qui avait attiré mes grands parents. Votre silence piétine tout cela, avec les mots « Egalité » et « Fraternité ».

Monsieur le Président, vous soumettez la France à l'en faire mépriser par un gouvernement d'extrême droite. Vous qui êtes de « gôche », vous devriez savoir qu'une extrême droite juive est aussi ignoble et soudard que toutes les extrêmes droites. Par cet oubli et ce lâche silence, dans quelle indignité vous jetez notre pays, dans quel renoncement à la paix vous consentez à être complice !

Monsieur, je suis triste pour mon pays, je suis triste pour les misères ainsi encouragées contre le peuple palestinien.

*Serge Grossvak est membre de l'Union Juive pour la Paix

Le Grand Soir, 3 octobre 2013

Ndlr. ** Il s'agit de Marion Fesneau-Castaing, diplomate en poste au Consulat général de France à Jérusalem, malmenée par des soldats israéliens ainsi que d'autres diplomates français et européens. Ils tentaient, dans la Vallée du Jourdain, d'apporter une aide humanitaire aux habitants de Khirbet Makhoul dont les maisons venaient d'être détruites par les Forces de Défense Israéliennes.

*** Shtetl, ou shtetl, «petite ville», en Yiddish. Un shtetl est une petite ville, un grand «village» ou un quartier juif en Europe de l'Est avant la Seconde Guerre mondiale en Europe Centrale et de l'Est avant l'ère des pogroms et de l'Holocauste. Une plus grande ville s'appelait shtot et un plus petit village, un dorf. Au cours de la Shoah, la plupart des Juifs habitant dans les shtetl situés dans les zones d'occupation nazies furent déportés dans des camps de concentration, de travail ou d'extermination, et les shtetls furent abandonnés et détruits.

GET YOUR TAX REFUND FAST

- Income Tax
- Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate
- Financial Consulting
- Notary Public
- Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving). Copying.
- Electronic Filing



Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
(between Clarendon Rd & Avenue D)

CHERY'S BROKERAGE

Le blocage américain: une guerre bipartite contre la classe ouvrière

Par Barry Grey

Un jour après le blocage sur le budget du gouvernement américain, ni le gouvernement Obama ni la Chambre des représentants contrôlée par les républicains, ne semblent pressés de sortir de l'impasse de financement. Il n'y a pas de négociations annoncées publiquement et pas de changement visible dans l'insistance des républicains de la Chambre pour que la poursuite du financement du gouvernement fédéral inclue un retard dans l'application de la révision des soins de santé mis en place par Obama. Il n'y a pas non plus, de la part de la Maison Blanche, de refus de négocier sur cette question.

De plus en plus de signes donnent à penser, comme dans le cas des précédentes crises artificiellement créées par le gouvernement, qu'une fausse guerre entre les deux partis contrôlés par le patronat est utilisée pour intensifier une guerre implacable et très réelle menée contre le niveau de vie de la classe ouvrière.

Mardi, Wall Street a fait peu cas de ce premier blocage du gouvernement depuis 17 ans et les trois principaux indices boursiers ont engrangé en fin de journée des gains substantiels.

Ceci reflète l'attitude de l'élite financière et patronale face à l'impact punitif qu'a le blocage pour des millions de travailleurs et de pauvres en Amérique. Quelque 800.000 employés fédéraux, dont 400.000 travailleurs civils au ministère de la Défense, ont été mis à pied sans salaire et des milliers d'autres ont été sommés de se rendre au travail sans aucune garantie de salaire. Les 2 millions d'employés fédéraux sont déjà touchés par un gel des salaires de trois ans imposé par le président Obama ainsi que des semaines de chômage technique suite aux coupes du « séquestre » [le Budget sequester, est une procédure américaine créée en 1985 et modifiée à



Dans une situation de chômage de masse, de pauvreté grandissante et de niveaux d'inégalité sans précédent, la Réserve fédérale continue d'injecter 85 milliards de dollars par mois dans les marchés financiers

plusieurs reprises, elle impose au Trésor public de refuser automatiquement de procéder aux paiements ordonnés par l'Etat au-delà d'un plafond de dépenses totales prédéfini. ndt] qui sont entrées en vigueur en mars dernier.

Le programme du WIC, qui fournit de la nourriture aux mères qui ont de faibles revenus et à leurs jeunes enfants, a été suspendu tout comme ont cessé d'être traitées les demandes de prestations d'invalidité des vétérans de guerre.

Parallèlement, un soin particulier a été pris pour garantir que le blocage n'affecte pas sérieusement les militaires en uniforme ni le vaste appareil d'espionnage et de répression dans le pays, dont la NSA, la CIA, le FBI et le Département de la sécurité de la Patrie (Department of Homeland Security).

Le Washington Post a rapporté, « En privé, de hauts responsables républicains ont prédit que le blocage durerait au moins une semaine. » Le

journal poursuit : « Les démocrates ont prédit que si le blocage s'étend jusqu'au week-end, le conflit sur le financement du gouvernement fédéral pourrait se transformer en une bataille encore plus sérieuse au sujet des 16,7 milliers de milliards de dollars du plafond légal de la dette fédérale... Des collaborateurs du gouvernement ont prédit que des négociations pour le déblocage du gouvernement pourraient être intégrées dans les pourparlers concernant la limite du plafond de la dette. »

On peut déceler ici la méthode qui se cache derrière l'apparente folie de l'establishment politique. Le 1er octobre marque le début de la nouvelle année fiscale et la fin de l'autorisation de financement gouvernemental sans adoption d'une nouvelle loi. Dans le courant du mois, les Etats-Unis vont atteindre le plafond actuel de leur dette, en brandissant le spectre d'une faillite nationale à moins qu'un relèvement

Suite à la page (15)

Chine : Nous ne faisons pas de « shutdowns »

Par Pepe Escobar *

Le dernier superpuissant dysfonctionnement spectaculaire, c'est-à-dire le « shutdown » -paralysie administrative US-, a forcé le président Barack Obama à complètement annuler son voyage en Asie. D'abord la Maison Blanche a annoncé qu'Obama laissait tomber la Malaisie et les Philippines - les étoiles supposées du « pivot vers l'Asie ». Puis il a été finalement confirmé qu'il va laisser tomber aussi le sommet de l'Asie-Pacifique Economic Co-operation (APEC) de Bali, mardi, et l'ASEAN (L'association de Nations asiatiques du Sud-est) et le sommet de l'Asie de l'Est, jeudi prochain, à Brunei.

Cela laisse au président chinois Xi Jinping d'être, sans rival, sous les feux de la rampe. Comme si une quelconque « aide » supplémentaire était nécessaire et comme si Xi n'était pas déjà sur le coup.

Ce Jeudi, Xi est devenu le premier chef d'état étranger à s'adresser au parlement indonésien à Jakarta. Il a souligné que Pékin voulait promouvoir par tous les moyens le commerce avec l'ASEAN pour atteindre environ 1 trillion de dollars d'ici 2020 - et mettre en place une banque d'infrastructure régionale.

Son message, tient en une coquille de noix : La Chine et « certains

pays du Sud-est asiatique » doivent résoudre « pacifiquement » leurs différends sur leur souveraineté territoriale et les droits maritimes - comme nous discuterons de ce désordre dans la Mer de Chine du sud (il n'y a fait aucune référence directe dans son discours) mais on ne doit pas laisser cela interférer avec nos affaires sérieuses en matière de commerce et d'investissement. Qui est l'ASEAN pour dire non ?

Et ensuite, après avoir éclipsé Obama en Indonésie (des encyclopédies pourraient être écrites là dessus) et la signature de plus de 30 milliards de dollars de contrats (surtout dans l'exploitation minière), Xi s'en est allé en Malaisie.

Comparez le triomphe indonésien de Xi - total avec sa séduisante femme, Peng Liyuan portant le batik - à une récente visite du Premier ministre japonais Shinzo Abe, qui, pour tout objectif concret, a voulu persuader les Indonésiens principalement d'encercler la Chine. Minutieusement et poliment comme d'habitude, les Indonésiens ont écarté Abe. La Chine est le plus grand partenaire commercial de l'Indonésie après le Japon et va à coup sûr bientôt dépasser Tokyo.

Pékin a déjà accepté de négocier un Code de conduite juridique rattachant la Mer de Chine Sud à l'ASEAN. Un groupe de travail s'est rencontré le mois dernier à Suzhou. Quatre des 10 membres de l'ASEAN



Le président chinois Xi Jinping a volé la vedette à l'ouverture du sommet de l'Asie-Pacifique, lundi sur l'île indonésienne de Bali, profitant de l'absence remarquée du président américain Barack Obama, retenu par la crise budgétaire américaine. - Bayu Ismoyo/AFP

(mais pas l'Indonésie) sont impliqués dans le conflit de la Mer de Chine sud - qui, comme prévu, tourne autour des réserves de pétrole et de gaz inexploitées. Les Philippines continueront à accuser Pékin, comme le mois dernier, de violer - pour le moment informel - le Code de conduite. L'Indonésie

Suite à la page (14)

Combien de pauvreté pouvons-nous supporter ?



Une illustration du chômage en Espagne. Ces dernières années, les chiffres et les visages de la misère n'ont fait qu'augmenter dans l'Etat espagnol.

Par Esther Vivas

« Les choses ne peuvent pas être pires ». Combien de fois avons-nous entendu cette phrase ? Nous pensons que plus de pauvreté, plus de précarité, plus de chômage, plus d'expulsions de logement, plus de faim sont impossibles. La réalité, cependant, contredit cette perception.

Ces dernières années, les chiffres et les visages de la misère n'ont fait qu'augmenter dans l'Etat espagnol. Aujourd'hui, le nombre de personnes qui vit en situation de pauvreté extrême se situe déjà à trois millions. Les revenus des familles sont tombés aux niveaux de l'année 2001. L'explication est aussi simple que brutale : les revenus ont diminué de 4% tandis que les prix ont augmenté de 10%. C'est ce qu'indiquent les chiffres fournis par le rapport « Inégalité et droits sociaux. Analyse et perspectives 2013 » élaboré par la Fondation Foessa.

Les plus touchés sont les plus pauvres parmi les pauvres, ceux qui possèdent le moins. Hier, une personne sans ressources, qui vivait dans la rue, est morte de faim à Séville. D'abord, c'est le chômage, ensuite les difficultés pour boucler les fins de mois, puis on ne sait plus payer l'électricité, l'eau, le loyer ou l'hypothèque et, finalement, la nourriture. La tendance indique que les choses s'empirent. Selon le rapport de Intermón Oxfam, « Le piège de l'austérité », on estime que pour l'année 2025, le nombre de pauvres dans l'Etat espagnol pourrait atteindre 8 millions de personnes.

Suite à la page (15)

Il ne s'agit pas seulement d'une crise mais bien des mesures qui sont appliquées pour la résoudre. L'austérité, les coupes, la réduction des aides et des allocations, la privatisation des services publics, l'augmentation de la TVA, tout cela retombe principalement sur les secteurs les plus vulnérables.

En conséquence, les inégalités sociales augmentent. La différence entre les plus riches et les plus pauvres dans l'Etat espagnol se situe déjà à 30%, constituant le sommet de l'inégalité en Europe. Cette position se situe même devant les pays les plus durement frappés par la crise, comme la Grèce, et elle n'est dépassée que par des pays comme la Lettonie, la Bulgarie et le Portugal.

La conclusion est limpide : une petite minorité augmente ses richesses sur le dos de l'appauvrissement de la majorité. La sortie de crise n'est ni impartiale ni idéologiquement neutre ; elle répond aux intérêts d'élites politiques et économiques qui veulent tirer profit - et pas qu'un peu - de cette situation. Notre misère n'est, ni plus ni moins, que leur profit.

Les choses peuvent-elles être pires ? Malheureusement oui. Les politiques de sortie de crise qui sont actuellement appliquées dans les pays de la périphérie de l'Union européenne sont la copie conforme de celles qui ont été menées à bien dans les pays du Sud. Si on les appelait à l'époque « Programmes d'Ajustement Structurel, aujourd'hui elles reçoivent le nom de « sauvetage ». La logique est cependant la même et le résultat est plus que suffisamment connu. Nous allons

POTENTIAL VEGETAL

HERBS & VITAMINS

- Vitamins
- Herbs
- Supplements

ALL NATURAL

1358 Flatbush Avenue
(between Farragut & E. 26th St.)
Brooklyn, NY 11210

Toll Free: **855 421-6030**
Local: **718 421-6030**

www.PotentialVegetal.com

Dr. Kesler Dalmacy

1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226

Tel: **718-434-5345**

Le docteur de la
Communauté Haïtienne
à New York

toutes administrations publiques haïtiennes, il y a des dérives avec des pléthores d'employés qui n'ont rien à voir avec l'entreprise. Certains sont là uniquement par la volonté du chef, le Président de la République ou son Premier ministre. Venus des organisations populaires (OP) en soutien pour services rendus avant, pendant et après l'élection du chef. Mais ces employés supplétifs ne peuvent à eux seuls être responsables de la faillite de l'entreprise. Ils ne peuvent en rien rendre dysfonctionnelle toute une entreprise ayant le monopole dans son domaine.

La cause est ailleurs. Il faut plutôt voir le clientélisme et la gabegie administrative qui caractérisent la gestion de cette entreprise. Il ne faut pas non plus ignorer la complicité des pouvoirs en place et ce, quels qu'ils soient, pour trouver en partie les raisons de l'échec de l'EDH dans sa mission de servir convenablement la population. On l'a vu, même l'énergie achetée au prix fort auprès des compagnies privées, E-Power, Sogener et Haytrac, l'Electricité d'Haïti ne parvient pas à la distribuer dans les foyers haïtiens. C'est que le problème est quelque part d'autre.

Nous avons parlé plus haut de l'obsolescence de certains matériels de la compagnie. En effet, la plupart des lignes d'EDH ne peuvent plus supporter la charge électrique qu'elles sont censées transporter soit pour l'éclairage public soit jusque dans les foyers. Ses lignes sont vétustes. Casées par endroit. Des transformateurs toujours en réparation. Etc. En rien l'on ne peut rendre les compagnies privées coupables de ce qui relève de la responsabilité des dirigeants de l'EDH, bien que la possibilité de pots-de-vin et de deals entre les responsables d'EDH et le secteur privé d'électricité n'est pas à exclure. Parfois l'on est sidéré, voire frustré de constater que dans sa rue il n'y a pas d'éclairage alors que le courant est là, sur le pylône en train de se gaspiller. Et pour cause.

Il n'y a pas d'ampoules pour les poteaux. On a fait ce constat avec des témoins. Très souvent des quartiers entiers ne sont pas éclairés non pas parce qu'il n'y a pas de courant mais tout simplement faute d'ampoules. Soit elles sont grillées depuis bien des lustres soit il n'en a jamais eu. Ce qui est une absurdité vu que la production et l'acheminement de courant coûtent évidemment beaucoup plus cher que d'acheter quelques ampoules. Or, le gouvernement ne cesse de dire qu'il s'emploie à combattre l'insécurité. Les municipales n'ont pas les moyens pour en acheter mais aussi parce que les agents d'EDH ne s'intéressent point à vérifier si tels ou tels secteurs de la ville sont pourvus de réverbères.

Mais en Haïti, la politique et la corruption ne sont jamais trop loin du plus petit détail de la vie quotidienne. Autre grand problème auquel est confrontée l'Electricité d'Haïti ou du moins la population est la concurrence des vendeurs des groupes électrogènes et autres Inverters. Ce point aussi n'est pas à négliger dans un pays où la corruption est une seconde nature. En effet, certains soupçonnent les responsables d'EDH et la plupart des membres des gouvernements d'avoir parfois leurs propres magasins de vente de groupes électrogènes ou d'être complices des grands distributeurs de la place.

En d'autre terme, ils encouragent la vente de ces appareils au détriment d'investissement que l'Etat pourrait faire au profit de cette entreprise publique pour sa modernisation ou la construction d'autres centres de production. Cette opinion exagérée prouve à quel point les gens supportent de moins en moins l'interminable coupure de courant qui se fait surtout sans aucune logique et en dépit du bon sens. Le phénomène de black-out au quotidien ne concerne pas uniquement Port-au-Prince et ses environs. Bien sûr, les villes de provinces s'en sortent mieux que la capitale dans ce domaine. Néanmoins, c'est sur tout le territoire et surtout où il y a de forte concentration de population que cela se ressent le plus.



De gauche à droite : l'ex-directrice générale de l'EDH, Andress Appolon, le Premier ministre Laurent Salvador Lamothe et le ministre délégué chargé de la Sécurité énergétique, René Jean Jumeau
Le Nouvelliste /Francis Concite

Or, si la pénurie de l'électricité en Haïti et particulièrement à Port-au-Prince et ses banlieues demeure très problématique, force est de constater que jamais dans l'histoire de ce pays, l'Etat haïtien n'a dépensé autant d'argent pour son entreprise d'électricité. Encore un autre grand paradoxe de ce pays. Si les pouvoirs publics, et ce quelle que soit la nature des gouvernements en place, veulent sortir de cette politique de jeter de l'argent par la fenêtre, il faudrait qu'ils revoient entièrement leur politique énergétique et repensent totalement l'organisation, la gestion et le fonctionnement de l'Electricité d'Haïti dont l'utilité même est plus que jamais mise en cause par tous.

L'année dernière, le chef du gouvernement sans prendre le poids et le sens de sa parole avait imprudemment promis à la population de Port-au-Prince l'électricité 24/24 pour le mois de juillet 2013. Mais constatant qu'avec la gestion désastreuse de l'EDH qu'il n'a point tenu parole et ne pourrait jamais arriver à bout des pénuries et des coupures récurrentes de courants avant la fin du quinquennat, le Président Michel Joseph Martelly s'est rétracté en stipulant que lui et son Premier ministre, Laurent Lamothe, n'ont jamais dit qu'ils donneraient l'électricité 24/24 dans la capitale. Qu'importe, 2012, 2013, 2014 ou 2015, il faut dire que personne en Haïti ne croyait à cette annonce du gouvernement et ne s'attendait non plus

à aucun miracle, voyant avec quelle désinvolture l'équipe en place gère les affaires de l'Etat et particulièrement le dossier de l'EDH. Il ne suffit pas de changer comme des chemises les directeurs d'une entreprise pour que le résultat arrive.

Même la création d'une Secrétairerie d'Etat à l'énergie n'a point apporté l'amélioration que la population attendait dans ce domaine. Ici ce n'est nullement la personne du chef de l'Etat ou de son Premier ministre qui est mise en cause, mais c'est leur façon d'aborder la problématique de l'énergie en générale en Haïti dont il est question. On a qu'à regarder la manière dont cela se passe à Port-au-Prince sur cette affaire d'énergie solaire et d'éclairage public des principales artères pour comprendre que l'électricité en Haïti demeure un bon filon pour ceux évoluant dans la filière.

Et ce, qu'ils soient proches des pouvoirs d'hier ou d'aujourd'hui. Car que la subvention de l'Electricité d'Haïti (EDH) vienne du Trésor public ou de la Communauté internationale, ce sont toujours les contribuables qui paieront la facture. Quant aux entreprises privées haïtiennes d'électricité, le temps que le gouvernement privatise à cent pour cent l'EDH, elles n'ont pas à s'inquiéter, leur avenir est assuré. L'Etat haïtien veille sur leurs contrats.

C.C

ROSS UP FAMILY PRESENTS

Rose RESTAURANT
" #1 West Indian Restaurant "

173-18 Jamaica Ave Queens, NY 11433
718-523-1088

COME OUT & ENJOY GREAT FOOD!

FREE FOOD TASTING
From Mon. - Thursday
11am - 7pm

Fritaille & Seafood Special \$7 w/ Free 16oz Drink. Limited Time Only

Store Hours: Mon. - Sun. 11AM - Midnight
7 Days A Week
rosrestaurantandbakeryinc

s'est proposée comme médiatrice. Ce ne sera pas facile, mais force est de constater que la Chine et l'ASEAN se parlent déjà.

Pivoter avec moi-même

C'est un peu le nœud du problème quand vous annoncez - en grande pompe et au Pentagone, et partout - un « virage vers l'Asie » pour améliorer le rôle de « l'Asie-Pacifique pour la prospérité et la sécurité US » et que vous même vous ne pouvez pas pivoter vers l'Asie pour quelques jours pour mener cela à bien personnellement. En fait il n'y a pas de virage - au moins pour le moment. L'administration Obama a été concentrée non seulement sur deux dossiers extrêmement complexes - la Syrie et l'Iran - mais a aussi essayé de contenir la démente du Premier ministre Benjamin Netanyahu en Israël et la , Maison de Saud de plus en plus effrayante et paranoïde.

Pourquoi aurait-il été en Asie ? Bien, aux Philippines il aurait essayé de décrocher un contrat pour une « plus grande flexibilité » pour que le Pentagone puisse utiliser les bases militaires. Dire que c'est « controversé », c'est le moins qu'on puisse dire.

Et en Malaisie, Obama aurait mis la pression plus fort sur le déjà décrié Trans-Pacific Partnership (TPP) - avant tout, une sorte de racket qui est en fait un bon « deal » pour les multinationales américaines, mais pas exactement pour les intérêts asiatiques. Le TPP est la réponse américaine à l'offensive de la Chine déjà massive partout dans l'Asie.

L'ancien Premier ministre malaisien, Mahathir Mohammad a vu le TPP - qui exclut la Chine - pour ce qu'il est et il n'a absolument pas été convaincu que le TPP permettra un accès plus facile pour la Malaisie au marché américain.

Ainsi pour finir on a permis à Xi de recevoir encore un autre triomphe en Asie du Sud-est. Pékin peut offrir à Kuala Lumpur une source d'investissement sans l'interférence agaçante du style TPP sur comment le pays dirige ses entreprises étatiques ou comment il gère des contrats gouvernementaux. Et par delà, Xi a marqué un point personnel en essayant de mettre la Malaisie de son côté dans les négociations du Code de conduite pour la Mer de Chine Sud.

Xi sera évidemment l'étoile du sommet de l'APEC à Bali. Puis le Premier ministre Li Keqiang mène la délégation chinoise au Sommet de l'Asie de l'Est à Brunei et pousse son voyage d'affaires plus loin en Thaïlande et au Viêt Nam.

Maintenant comparez cette offensive chinoise, impitoyable comme une Lamborghini Aventador entrain d'accélérer, avec la perception non

dite mais palpable, à travers toute l'Asie du Sud-est, d'une Chevrolet grinçante que représente le « virage » américain. On peut, peut être parier que le monde du Think-tank étasunien râlera une fois encore sur la perte de fiabilité américaine ou, mieux encore, « de crédibilité » - même puisqu'il défend l'avenir du virage, en le justifiant non seulement comme une décision stratégique US, mais au nom des intérêts du Sud-est asiatiques.

C'est absurde. La majorette en chef du virage US est le Japon - et le Japon est largement considéré, dans différentes nuances de gris à travers toute l'Asie du Sud-est, comme une marionnette américaine. Ce qui est certain c'est que le non-show d'Obama renforce seulement la perception prédominante que la politique étrangère américaine actuelle est un désordre total. Et que pendant que les Etats-Unis sont en situation de « paralysie administrative », la Chine fait des affaires.

• **Pepe Escobar** est un journaliste brésilien de l'Asia Times et d'Al-Jazeera. Pepe Escobar est aussi l'auteur de : « Globalistan : How the Globalized World is Dissolving into Liquid War » (Nimble Books, 2007) ; « Red Zone Blues : a snapshot of Baghdad during the surge » ; « Obama does Globalistan » (Nimble Books, 2009).

Asia Times. Chine, le 4 octobre 2013.
Traduit de l'anglais par : Estelle et Carlos Debiassi
El Correo. Paris, le 4 octobre 2013

G.K. Multi-Services

- African & Haitian Movies
- CDs • Cellphones & Accessories
- Soap • Shampoo • Incense
- Perfume



(Guy & Vicky)

196-19 Jamaica Ave.
Hollis, NY 11423

718.217.6368

Immaculé Bakery & Restaurant
2 Locations en Brooklyn



Spécialités

- Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
- Jus citron • Bonbon amidon
- Bouchées • Cornets
- Pain patate (sur commande)
- Bouillon (chaque samedi)
- Soupe (chaque dimanche)

1227 Nostrand Avenue
(entre Hawthorne & Winthrop)
Tél: 718.778.7188

1411 Nostrand Avenue
(entre Linden & Martense)
Tél: 718.941.2644

kréole FLAVOR



Caribbean Cuisine
Catering & Take-Out

1738 Flatbush Avenue
Brooklyn, N.Y. 11210

718-258-0509

du plafond de la dette ne soit autorisé par le Congrès.

On calcule que le blocage créera les conditions de crise optimales pour utiliser la convergence de ces trois dates butoirs comme couverture à un accord bipartite et imposer des mesures d'austérité sans précédent, dont des attaques généralisées contre des programmes de base, tels les coupons de nourriture (Food Stamps), Medicaid, Medicare et la sécurité sociale.

Ce mode de fonctionnement pour réorienter l'ensemble de l'establishment politique davantage à droite et imposer des coupes, qui auparavant auraient été considérées comme politiquement impossibles, est à présent bien lubrifié et bien rodé. Des crises similaires en 2010, 2011 et en 2012 avaient été utilisées en premier lieu pour proroger de deux ans les réductions d'impôts aux riches accordées par Bush, puis pour promulguer des coupes de plus de 1 milliard de milliards de dollars dans les dépenses discrétionnaires, et pour finalement mettre en place le processus de « séquestration » qui réduira les dépenses fédérales de 85 milliards de dollars cette année et de 1,2 milliard de milliards de dollars sur huit ans.

En 2011, lors de la crise du plafond de la dette, Obama avait proposé aux républicains un « grand marchandage » (« grand bargain ») sur la réduction du déficit incluant des réductions drastiques de l'indice du coût de la vie compensant la perte du pouvoir d'achat pour les bénéficiaires de la sécurité sociale, un relèvement de l'âge d'admissibilité et l'introduction d'un examen des ressources pour bénéficier de Medicare, le programme fédéral de santé pour les retraités.

Le rôle le plus agressif avait été joué lors de ces crises, tout comme c'est le cas dans l'actuel blocage, par les républicains droitiers qui avaient exigé des coupes sociales encore plus extrêmes et plus rapides que celles proposées par Obama et les démocrates. Ils avaient donné le ton et, au nom de la résolution de la situation de crise, les démocrates avaient adapté leur poli-

tique de façon à satisfaire le gros de l'agenda de la droite républicaine.

Cette fois-ci, ce sera pareil. Les démocrates ont déjà entamé le processus vu que les démocrates de la Chambre ont accepté lundi de réduire de 42 milliards de dollars leur proposition de dépenses en s'accordant sur le niveau plus bas des républicains.

Mardi, lors de son discours prononcé dans le jardin aux roses, Obama a signalé sa volonté d'élaborer un accord bipartite afin de « mettre de l'ordre dans nos finances à long terme », une référence codée faite aux attaques historiques contre Medicare et la sécurité sociale. Avec des Américains non assurés servant derrière lui de figurants lors d'une séance photo, le président a versé des larmes de crocodile pour les employés fédéraux et les autres touchés par le blocage tout en n'exprimant aucune volonté de mettre un terme rapide au blocage.

Il s'est servi de son discours pour se vanter de son remaniement du régime de santé, une mesure réactionnaire qui réduira considérablement la couverture médicale en augmentant les dépenses annexes pour des dizaines de millions de travailleurs, en octroyant des bénéfices exceptionnels aux compagnies d'assurance et aux géants des soins de santé, et en encourageant les entreprises et les gouvernements locaux à abandonner les plans de santé de leurs employés en forçant à la place les travailleurs à souscrire des assurances santé privées mises en place par l'ACA (Loi sur les prestations de soins, Affordable Care Act, ACA). De nombreuses entreprises, comme IBM et Walgreens ainsi que des villes comme Detroit ont déjà décidé de reléguer leurs salariés dans ces échanges en leur donnant des bons d'achat pour acheter des polices individuelles.

Cette introduction de bons pour l'achat d'une assurance sera inévitablement étendue à Medicare et minera ce programme en préparant sa privatisation.

Derrière la façade de cette « im-

passé » partisane, on n'a jamais vu un consensus plus grand entre les deux partis sur les questions de fond de la politique sociale. Ils sont totalement d'accord pour faire payer à la grande masse de la population la crise du capitalisme américain et mondial. Les différences concernent le meilleur moyen de le faire.

Dans une situation de chômage de masse, de pauvreté grandissante et de niveaux d'inégalité sans précédent – la Réserve fédérale continue d'injecter 85 milliards de dollars par mois dans les marchés financiers – il n'existe ni faction ni parti qui préconise d'authentiques réformes sociales. Au contraire, l'attention du gouvernement Obama et de l'ensemble de l'establishment politique se concentre exclusivement sur la protection et sur l'augmentation de la richesse des 5 pour cent les plus riches.

La colère et le dégoût de l'opinion publique quant au blocage et aux attaques en cours contre le niveau de vie et les droits démocratiques doivent se transformer en un mouvement politique conscient de la classe ouvrière qui soit dirigé contre les deux partis et le système capitaliste qu'ils défendent. Le Parti de l'Égalité socialiste (Socialiste Equality Party, SEP) appelle à la nationalisation des banques et des grandes entreprises et à leur transformation en services publics placés sous le contrôle démocratique de la classe ouvrière.

Ceci, en plus de la confiscation de la richesse acquise illégalement par les criminels de Wall Street ainsi qu'une vaste restructuration du système fiscal pour imposer le fardeau aux riches et non aux travailleurs, créera les conditions pour fournir des soins de santé de qualité à tous, tout en garantissant le droit à un emploi, à des salaires décentes, à l'éducation, à des logements et à une retraite sûre ainsi que l'accès à la culture.

Telle est la réponse socialiste à la crise.

Wsws 2 octobre 2013

qui a déjà modifié originellement le document électoral de fond en comble? Il n'est pas du tout évident que le pouvoir en place soit prêt à publier le texte avec des changements qui favoriseraient pour le moins en théorie l'organisation d'élections dans des conditions plus ou moins acceptables. Il y a des secteurs irréductibles qui ne veulent jamais des élections dans ce pays et encore moins de bonnes élections. Une situation chaotique les arrangerait de préférence.

Il est à craindre que le spectacle de mauvais goût que le ré-

gime en place est en train d'offrir à la population puisse continuer pour longtemps encore. Il faut penser à l'après Martelly et agir. Il y a tellement de grands dossiers qui attendent le nouveau pouvoir qui sortirait des élections de 2016 au nombre desquels figurent: l'assainissement des finances publiques, la moralisation de l'Etat, les relations haitiano-dominicaines, la reconstruction du pays non pas en terme de peindre en couleurs le quartier de Jalousie (hauteurs de Pétiou-Ville), la revalorisation des institutions républicaines du pays fortement

ravagées par le régime en place. Les cinq années de Martelly sont considérées comme perdues. Le pouvoir s'est montré incapable d'aborder les problèmes à la fois conjoncturels et structurels et de conduire le pays sur les rails du changement. Le secteur démocratique doit travailler de manière à offrir au peuple une alternative viable pour le prochain quinquennat.

Jose Clément
Maryland, 7 octobre 2013
Centre International d'Etudes
et de Recherches (CIER)

« en reconnaissance des efforts que pendant longtemps elle a accomplis pour protéger les droits des immigrants haïtiens ». Le prix lui fut remis par feu le regretté sénateur Ted Kennedy, qui déclara à cette occasion : « Avec certitude, je peux affirmer que Sonia est l'une des plus dévouées, courageuses et compatissantes des êtres humains de ma génération. Sonia est tout en haut de ma liste d'héroïnes ».

Malgré les menaces et les harcèlements dont Sonia Pierre et ses enfants faisaient l'objet en raison de son travail pour mettre fin à la discrimination visant la communauté haïtienne en République dominicaine, elle gardait son énergie, sa volonté et son enthousiasme. Mais, c'est en Avril 2007 que le Conseil électoral dominicain allait lui asséner un coup terrible, en annonçant l'annulation de l'acte de naissance de cette militante pour « irrégularités dans la délivrance de ce document, émis en 1963 ». « Je suis dominicaine et ce pays me fait de la peine », revendiquait désespérément Sonia, des États-Unis où elle se remettait d'une opération cardiaque couverte financièrement par un membre anonyme de la Fondation Robert F. Kennedy. Mais Sonia ne s'était pas affolée. Elle allait faire face à l'adversité.

Aussi, devant une telle force d'âme, le 1er mars 2010, le gouvernement américain décernait à Sonia Pierre le *Prix du Courage Féminin*, une distinction instituée par le Département d'Etat américain en 2007, pour rendre hommage aux femmes qui ont fait preuve d'un courage exceptionnel pour défendre les droits et la promotion sociale des femmes. Auparavant, en 2003, elle avait été la récipiendaire du *Prix Ginetta Sagan Fund Award* de Amnesty International. En juin 2010, l'ex-président René Préval lui avait décerné la médaille de l'ordre Honneur

et Mérite au grade de Chevalier pour son travail incessant en défense des droits humains.

Sonia continuait de mener résolument son combat lorsque le dimanche

4 décembre 2011, chez elle, elle fut prise d'un fort malaise. Transportée d'urgence à l'hôpital de sa Villa Altigracia natale, elle est morte en cours de route, terrassée par un infarctus cardiaque massif, selon ce qu'avait rapporté Genaro Rincón, un des avocats du *Movimiento de Mujeres Dominicano-Haitianas* (MUDAH).

À travers le souvenir de son militantisme, Sonia Pierre vivait encore dans nos cœurs. On espérait que tant de courage, tant de sacrifices n'auraient pas été en vain, et seraient « un ferment pour la poursuite de cet indispensable combat pour le respect des droits humains ». On espérait que les forces morales saines en République dominicaine auraient fini par commencer à imprimer un nouveau cours d'humanité, de décence civique, d'honorabilité, de justice et d'équité dans la société dominicaine. Hélas non !

En effet, par un arrêt rendu public le jeudi 26 septembre 2013, la Cour constitutionnelle dominicaine vient de décider d'enlever la nationalité aux Dominicains d'origine haïtienne nés en République Dominicaine après 1929. Un coup mortel porté au long combat d'une trentaine d'années de Sonia Pierre, combat qui a volé en éclats, d'autant que le jugement est sans appel, car émanant de la plus haute autorité judiciaire du pays. Une décision d'une violence sociale, morale, politique, légale, constitutionnelle inouïe, d'un symbolisme lugubre et consternant, équivalent à une deuxième mort de Sonia Pierre.

de la résolution 2118 du Conseil de sécurité), ont donné ordre de se tenir prêts à sécuriser la destruction des armes chimiques, si le Conseil de sécurité en faisait la demande. Les troupes arméniennes, biélorusses, kazakhs, kirghizes, russes et tadjiks ne seraient plus déployées pour s'interposer entre les deux camps comme cela était en-

visagé il y a un an et demi, mais pour défendre les arsenaux de l'État. Leur mission serait donc beaucoup plus simple et efficace.

Dans cette perspective, les 2 500 hommes de l'OTSC qui doivent participer à des manœuvres au Kazakhstan, du 7 au 11 octobre, procéderont à une simulation.

vers une « tiers-mondisation » de la société. La dynamique centre-périphérie qui s'était déployée ces dernières années à l'échelle globale se reproduit aujourd'hui au sein de l'Union.

Mais combien de pauvreté pouvons-nous supporter ? Combien de misère sommes-nous disposés à accepter ? Jusqu'où permettrons-nous qu'ils nous saignent à blanc ? La soif du profit du capital n'a pas

de limites. Et le goût du lucre ne fait qu'augmenter leur avarice. Nous, la majorité, sommes les seuls capables de leur faire front. Quand nous aurons pris conscience de cela et que nous agirons en conséquence, nous aurons gagné la partie.

Traduction française pour
Avanti4.be : Ataulfo Riera

Cadtm 4 octobre 2013

KATOU RESTAURANT
5012 Ave M
(Entre E. 51 et Utica)
10h am - 10h pm

Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou
Griots - Poissons - Poissons Gros Sel - Dinde - Poulet - Cabri - Boeuf - Légumes
Bouillon le samedi - Soupe le dimanche - Bouillie de banane le soir
Appelez le **718-618-0920**
Livraison à domicile
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant

Au Bon Goût Restaurant

“Healthy Food to Keep Your Body Stronger and Healthier”

Breakfast • Lunch • Dinner
Eat-In • Take-Out
Catering for all occasions

Open 7 a.m. to 11 p.m.
12051 West Dixie Highway
North Miami, FL 33161
305.899.0507
305.899.0706

VENUS RESTAURANT

Specializing in Caribbean & American Cuisine

We do Catering Available for all Occasions
Fritaille etc..

670 Rogers Avenue
(Corner of Clarkson Ave)
Brooklyn, NY 11226
“Venus, l'endroit idéal”
718-287-4949

AMBIANCE EXPRESS

• Restaurant
• Fritaille
• Patés

2025 Nostrand Avenue
(just off Farragut Road)
Brooklyn, NY
General Manager: Marie S
718.434.4287

FRITAYE 5 STAR

• Breakfast • Lunch
• Dinner • Fritaille

Catering for all occasions

Gran Pan-Pan Rice FOR SALE:
Wholesale & Retail

1347 Flatbush Avenue
(bet. Foster Ave. & E. 26th St.)
Brooklyn, NY 11226
718-975-0915-6

faim, étant donné que cela court-circuite la production locale, rend les gens dépendants et, à long terme, contribue à causer encore plus la faim.

« Ils appellent le programme "À bas la faim", mais d'après moi, c'est un programme de "Vive la faim", » dit-il.

Auguste a également souligné que la province avait plusieurs terres cultivables inemployées, en partie à cause de la production à bas prix qui mine la production haïtienne, et en partie parce que les fermiers haïtiens ne reçoivent aucune assistance technique du gouvernement.

« Auparavant, chaque semaine on pouvait voir quatre bateaux remplis de nourriture quitter le port [de Jérémie], et il restait encore de la nourriture sur le wharf! dit-il. Plus maintenant [...] mais la terre est là. Elle peut encore être cultivée. »

L'agronome Jean Wilda Fanor, qui a travaillé dans la Grand'Anse pendant plus de 25 années, dit tout à fait la même chose.

« Au lieu d'un programme "À bas la faim", qui fait la promotion d'aliments importés, le gouvernement devrait aider au développement du marché national pour permettre aux producteurs de vendre leurs produits, » explique Fanor, qui travaille actuellement pour l'Entraide Protestante Suisse.

Interrogé par AKJ en juin 2013, le chef de la Coordination Nationale de Sécurité Alimentaire (CNSA) a également exprimé des réserves quant aux programmes de bons alimentaires qui favorisaient les ali-

ments des États-Unis.

« L'objectif est de permettre aux gens d'acheter des aliments locaux, dit le directeur de la CNSA, Pierre Gary Mathieu. Si des gens qui n'ont pas été correctement ciblés achètent des aliments importés plutôt que locaux, la production est alors pénalisée. »

Mathieu affirme qu'il est au courant de la « déviation » à la Grand'Anse, qui a constitué une « très mauvaise expérience », mais il ajoute qu'il croit qu'elle a été corrigée. Cependant, comme mentionné précédemment, les phases 1 et 2 du programme de CARE étaient identiques.

Bénéficiaires et fournisseurs heureux

Cependant le programme a ses laudateurs. Dans sa publicité, CARE vante son programme, qui a sans doute donné des aliments aux familles. Et bien sûr, les propriétaires de magasins étaient très heureux.

Silvain Julien indiquait que son commerce est entré dans le programme en mars 2012 - 16 mois après l'ouragan Tomas.

« Le programme va très bien, et les gens me demandent s'il va se poursuivre », dit Julien. Son magasin était rempli de sacs de riz Tchako de la coopérative américaine Riceland, l'un des plus importants exportateurs de riz au niveau mondial et l'un des principaux bénéficiaires de subventions agricoles des États-Unis. Selon Marc Cohen, chercheur principal chez Oxfam, Riceland a recueilli plus de 500 millions de



Edith Dubrevil avec ses reçus et son bon alimentaire

dollars US de Washington entre 1995 et 2010.

Julien dit que *Kore Lavni Nou* « vient réellement en aide aux gens [...] pas seulement aux bénéficiaires, mais à moi aussi, comme homme d'affaires. D'habitude je vendais 50 sacs [de riz], mais à présent j'en vends 100. De sorte que les affaires ont réellement progressé ».

Les bénéficiaires étaient tout aussi enchantés.

AKJ souhaitait enquêter afin de savoir si tous les bénéficiaires étaient effectivement des victimes des ouragans Tomas ou Sandy ou s'ils répondaient aux critères établis par CARE. En raison du manque de ressources humaines, il n'a pas été possible d'obtenir un sondage avec un échantillon représentatif.

Toutefois, AKJ a pu observer que le Catholic Relief Services (CRS), qui a également mis en œuvre un programme de bons alimentaires dans la région, disait qu'il existait des indices de corruption dans un rapport transmis lors d'un atelier sur les bons alimentaires en septembre 2012 commandité par l'USAID. Selon une présentation PowerPoint du CRS dont a pris connaissance AKJ, une « infiltration partisane des listes de bénéficiaires » compte parmi les nombreux défis.

Tous les bénéficiaires de *Kore Lavni Nou* n'ont pas accepté de parler ouvertement. Mais dans une demeure à Chambellan, où au moins deux bénéficiaires de bons alimentaires vivaient ensemble, Marie Edith Dubrevil a été contente de nous parler. Elle dit se considérer comme quelqu'un qui vit dans la « misère » et elle explique que sa région était « misérable ». Dubrevil a commencé à recevoir des coupons en juin ou juillet 2012, près de 18 mois après l'ouragan Tomas, grâce à un employé d'église, dit-elle.

« De temps à autre, l'un des superviseurs vérifiait si mon nom figurait sur la liste, dit Dubrevil. Il y a deux mois, mon nom y figurait. Aujourd'hui, grâce au programme, je reçois du riz, et c'est du bon riz [...] J'étais incapable de me le permettre, car je suis pauvre, mais à

présent, grâce à CARE et USAID, je les applaudis, parce que ma vie a changé. »

Dubrevil et sa tante, Louima Léon, âgée de 89 ans, qui est aussi une bénéficiaire, disent qu'avant le programme, elles mangeaient principalement du fruit de l'arbre à pain, des bananes plantains, des patates douces, de l'igname et du taro (« malanga »). « Désormais nous mangeons du riz, des fèves et de la semoule de maïs, » dit Léon.

Les importations supplantent les produits locaux

Depuis le séisme, les États-Unis à eux seuls ont fourni US\$22,5 millions en bons alimentaires à 179 000 personnes, selon la version 2013 de l'USAID-BEST Analysis, un rapport sur l'aide alimentaire financée par l'USAID produit chaque année.

Alors que le programme de CARE s'appuyait sur de la nourriture importée, certains programmes ont, du moins en partie, fait appel à des aliments produits localement. Le programme de bons alimentaires de CRS à la Grand'Anse a permis aux bénéficiaires d'acheter de l'igname et des patates, d'après le rapport de l'agence, publié à l'occasion de l'atelier de septembre 2012. (AKJ n'a pas été en mesure d'examiner le programme du CRS.)

Un autre rapport, d'Action Contre la Faim (ACF), décrit un programme post-séisme pour 15 000 familles qui ont reçu des bons pour des « aliments frais ». Les commerçants comprenaient les vendeurs ambulants (dont la plupart sont des femmes) de même que des magasins.

D'autres programmes d'aide alimentaire en Haïti ont recours à des aliments produits localement. En 2012, le Programme alimentaire mondial (PAM) a acheté plus de 27% de ses aliments localement, selon le rapport BEST. Le PAM gère également l'achat et la distribution du lait local dans le cadre du programme national de repas scolaires.

Dans leur rapport écrit concernant l'atelier, les représentants d'*Aba Grangou* Frisnel Désir et Rédjino Mompremier exprimaient leurs préoccupations, soulignant que les programmes examinés étaient tous à court terme, « sans intégration de la production régionale ni stratégies de sortie. En d'autres mots, une fois le projet achevé, le bénéficiaire retourne à sa situation initiale. »

Désir et Mompremier ont aussi réclamé plus d'attention pour les produits locaux et pour la sensibilisation à la promotion de l'utilisation des produits locaux plutôt qu'importés. « Les gens qui ont faim accordent plus de valeur sociale aux produits

importés, ils écrivent. L'intégration de produits locaux doit être accompagnée d'autres mesures liées à la production et au transport jusqu'au point de vente à l'avenir. »

Jean-Robert Brutus, dirigeant de *Aba Grangou*, souligne que tout le monde avait « tiré des leçons » du programme de la Grand'Anse. Brutus a promis que le nouveau programme de bons alimentaires fera la promotion des aliments locaux autant que possible et sera « structurée d'une façon qui encourage les producteurs agricoles de la région à produire des aliments ».

« Si [un planteur] sait qu'il existe une garantie que les gens achèteront, il produira, » de dire Brutus.

Jusqu'à maintenant, les détails du programme n'ont pas été annoncés, mais, au moment d'écrire ces lignes, il semble que l'actuel Farm Bill des États-Unis sera prolongé encore, ce qui signifie que la plupart des programmes d'aide humanitaire des États-Unis devront utiliser des produits étatsuniens.

Les agronomes Auguste et Fanor ont tous deux dit à AKJ qu'il leur faudra plus qu'une « garantie » aux planteurs de la Grand'Anse pour améliorer leurs résultats. Les deux croient que le gouvernement devait intervenir pour s'occuper des questions structurelles. Mais ni le gouvernement ni les agences étrangères n'ont encore annoncé de grands projets agricoles quelconques qui viseraient à l'accroissement de la production dans la Grand'Anse.

Pendant un tour de son jardin modèle, Auguste parle tout excité du potentiel de la presqu'île. Mais il se montre aussi très soucieux, car d'année en année il voit de plus en plus de gens abandonner leurs champs, fermer leurs clôtures, placarder leurs maisons, et partir vers la capitale. « Si nous ne nous débarrassons pas des causes structurelles pour essayer de régler [...], nous allons devenir comme la Savane Désolée, » de dire Auguste, faisant référence à une région aride située près de la ville des Gonaïves.

Fanor fait appel au gouvernement pour la construction de routes, pour aider avec les systèmes d'irrigation et la création de banques de semences.

« L'État a un rôle majeur à jouer, » dit-il à AKJ.

Entretiens, les cultivateurs du réseau ROPADAM continuent à planter et à promouvoir leurs produits, comme les « verichip » - semblables aux chips, mais faits avec le fruit de l'arbre à pain (appelé « lanm veritab » en créole).

« Nous sommes le grenier d'Haïti, d'après Daignac. Nous avons un gouvernement qui a abandonné. Il nous faut des agronomes, des techniciens qui peuvent nous aider à produire davantage. Il nous faut des magasins agricoles où nous trouverons des semences et d'autres choses. C'est ce qu'on devrait trouver dans le programme du gouvernement. »

Le 27 Septembre, l'USAID a annoncé le lancement d'un nouveau programme, « *Kore Lavi* » (« Soutenir la vie »). CARE travaillera avec le Ministère des affaires sociales sur plusieurs volets dont, entre autres, « atteindre environ 250.000 ménages en distribuant des bons d'achat de nourriture », d'après une dépêche de l'USAID.

AKJ a demandé à CARE si le nouveau programme serait comme le programme « essai » dans la Grand'Anse, avec l'accent mis sur des aliments pour la plupart importés. CARE avait promis une réponse via courriel avant le 5 octobre, mais n'a jamais donné suite.

Port-au-Prince, HAÏTI, 10 octobre 2013

DÉCÈS

Haïti Liberté rapporte avec beaucoup de peine la nouvelle de la mort du respectable compatriote d'un âge certain, visiblement traumatisé pour avoir été témoin de tant de souffrances qui ont marqué Haïti, son esprit, sa famille et les haïtiens en général à une époque de sa vie.

Lucien Poitevien, homme sympathique quoique malade que nous avons visité une fois au lieu de sa retraite, est parti pour l'au delà le Samedi 5 Octobre dernier à 10 heures PM à New-York Hospital.

Lucien fût un rude combattant pour la liberté et la justice. Ainsi, nous nous souviendrons longuement de ses appels au téléphone pour nous soumettre souvent des idées et des sujets embrassant tantôt la politique, tantôt la sociologie et même la philosophie qu'il suggère pour la prochaine édition.

Fervent lecteur d'Haïti Liberté, il ne se privait jamais de nous envoyer sa contribution chaque fois que le journal est forcé d'inviter ses amis(es) à la générosité pour sa survie.

En cette douloureuse circonstance, nous prions ses fils Jacques et Rony Poitevien leurs épouses et leurs enfants, sa fille Melle Carine Poitevien, ses soeurs Mme René Najac, née Poitevien et enfants, Mme Paulette Sylvain, née Poitevien son époux et leurs enfants ; les familles Poitevien, Najac, Sylvain ainsi que tous les autres parents et alliés touchés par cette perte de trouver ici la profonde sympathie de toute l'équipe du Journal.

Paix à son âme... !

LACROIX MULTI SERVICES

Tel: 718-703-0168 * Cell: 347-249-8276

1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226

www.lacroixmultiservices.com

- Income Tax • Electronic Filing
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Direct Deposit - IRS Check
- Business Tax • Notary Public
- Immigration Services
- Translation, Preparation, Application, Inquiry letters
- 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive
- Resume • Property Management • Credit Repair



GUARINO FUNERAL HOME



Serving the Haitian Community for Over 30 Years

9222 FLATLANDS AVENUE
BROOKLYN, NY 11236

718-257-2890

Le PC vénézuélien dénonce les ingérences nord-américaines

Le député du Parti communiste du Venezuela (PCV), Yul Jabour, a dénoncé le fait que les actions des fonctionnaires états-uniens expulsés du Venezuela obéissent à ceux qui cherchent à déstabiliser le pays afin de fonder une guerre. « Ils cherchent à provoquer une guerre pour sortir de leurs contradictions économiques et pouvoir engranger l'argent dont ils ont besoin, comme ils l'ont fait en Irak », a-t-il expliqué lors du programme Contragolpe, retransmis par VTV.

Le parlementaire, qui préside également la Commission de politique étrangère de l'Assemblée nationale, a assuré que la politique des Etats-Unis est de fonder des guerres lorsqu'ils se trouvent en difficultés économiques.

Il a rappelé qu'il y a 10 ans, le gouvernement de George W. Bush lança l'invasion de l'Irak sur la base de fausses preuves sur l'existence d'armes de destruction massives. « Mais à ce jour, on n'en a trouvé aucune. En revanche, nous voyons que les entreprises liées à la guerre ont augmenté leurs profits », a-t-il déclaré.

A ce sujet, Jabour a affirmé que l'ancien président Bush, la secrétaire d'Etat, Condoleezza Rice et le vice-président de ce pays, Dick Cheney, entretiennent des relations étroites avec les entreprises pétrolières : « Dans le cas de Cheney, il fait partie d'une entreprise chargée de reconstruire les pays après les guerres », a-t-il avancé.

Un manque de sérieux de la droite vénézuélienne

Jabour a déclaré que la réaction des parlementaires de la droite vénézuélienne sur l'ingérence des fonctionnaires nord-américains est regrettable : « puisqu'il s'agissait d'un enjeu important pour la souveraineté du pays, et ceci, ils le négligent totalement », dit-il.

Tandis que le bloc révolutionnaire a mis l'accent sur l'acte de violation de notre souveraineté, les députés contre-révolutionnaires ont prétendu qu'il s'agissait d'un « écran



Yul Jabour député du Parti communiste du Venezuela (PCV)

de fumée », et ils ont commencé à contre-attaquer sur les questions économiques et d'insécurité. « Ils essaient de banaliser une condamnation sérieuse d'une série d'attaques systématiques, entre autres des déclarations d'ingérence de hauts fonctionnaires des Etats-Unis essayant de délégitimer les institutions de l'Etat », a-t-il déclaré.

Sur la réaction des opposants, il a affirmé que nombre d'entre eux ont reçu un financement direct du gouvernement nord-américain : « Ils ont reçu un financement d'organisations comme l'USAID et il faut pointer les responsabilités. Nous nous rappelons que cette organisation s'est installée dans notre pays à la suite du coup d'Etat de 2002 », a-t-il déclaré.

Il a dénoncé le fait, qu'en plus de recevoir de l'argent, plusieurs parlementaires ont reçu des ordres directs de la part du Département d'Etat des Etats-Unis : « On connaît le cas avéré d'organisations politiques qui reçoivent de l'argent comme dans le cas de 'Sumate', dont la principale représentante (la députée Maria Corina Machado) s'est faite photographe avec eux, et il faut enquêter là-dessus », a-t-il exprimé.

Il propose que soit créée à cette fin une commission mixte de l'Assemblée nationale pour réaliser une enquête sur les agissements et les responsabilités juridiques des organisations dans le pays qui financent la droite vénézuélienne. « Ils se présentent comme des organisations qui défendent la démocratie, mais nous savons d'expérience qu'ils ne font qu'agir contre les gouvernements anti-impérialistes et légitimes », a-t-il insisté.

Ils veulent un autre Benghazi dans l'Etat de Bolivar, au Venezuela

« Ils cherchent à créer la division du pays, comme ils l'ont fait en Libye et ont tenté de le faire en Syrie. Ils ont choisi l'Etat de Bolivar pour sa position géographique, un Etat frontalier où ils peuvent faire entrer des mercenaires, avec un équipement militaire, afin de déstabiliser le pays et d'imposer leur pouvoir », a dénoncé Jabour.

Il a explicité le plan logistique préparé, l'intention de prendre possession et de piller les richesses du sous-sol, surtout le pétrole : « Mais ils ne pourront pas le faire car il existe des forces politiques qui comptent sur le soutien d'un peuple disposé à défendre la patrie », a-t-il conclu.

Solidarité Internationale
6 octobre 2013

Le général Vo Nguyen Giap est mort !

Décès du général vietnamien Giap, vainqueur du colonialisme français et de l'impérialisme américain, communiste irréductible.

Le général Vo Nguyen Giap, légende de la révolution vietnamienne, l'organisateur de l'armée vietnamienne, victorieuse contre les forces coloniales et impérialistes françaises puis américaines, est décédé ce 4 octobre, à l'âge de 102 ans.

Rares sont les personnages politiques et militaires qui ont autant marqué l'histoire du siècle que le général Giap : acteur décisif de la décolonisation et figure du communisme du XXème siècle, hantise des forces de la réaction occidentale et héros de son peuple vietnamien.

Pourtant, rien ne prédisposait Giap à devenir un des plus grands généraux du XXème siècle. Il le devint par soif d'indépendance de son pays, puis prise de conscience de son lien indissociable avec la lutte de classes, la construction du socialisme, l'engagement communiste, qui en firent.

De nationalisme au communisme, de la lutte idéologique à l'organisation de la résistance

Dès ses années de lycée, Giap s'engage dans le mouvement nationaliste clandestin à Hué, où il contribue à la diffusion du matériel militant, tracts et journaux, ce qui lui vaut la prison en 1930. Il découvre progressivement le marxisme, grâce notamment aux éditions du PCF.

C'est lors de ses études universitaires à Hanoi, en 1937, qu'il s'engage au Parti communiste. Si il ne finit jamais son cursus de droit et d'économie, il devient professeur d'histoire à Hanoi.

En 1939, Giap prône alors la résistance nationale contre l'occupant français. Après l'interdiction du Parti communiste, Giap part en Chine rejoindre Ho-Chi-Minh, avec qui il fonde en 1941 le « Vietminh ».

La répression du colonialisme français est cruelle : sa femme, ses deux sœurs, son fils, son père et sa belle-sœur sont arrêtés, torturés puis finalement exécutés par les forces françaises.

A partir de 1944, Giap devient commandant général de l'Armée populaire. Sa conception de la « guerre populaire » insistait sur l'organisation des masses révolutionnaires, la lutte idéologique et politique autant que sur des techniques de guerre novatrices, celles de la guerre de guérilla.

De l'« homme de paix » au « général malgré lui » : le vainqueur de Dien Bien Phu

Face au refus français d'accéder à l'indépendance du Vietnam, après les combats pour chasser l'occupant japonais, le général Giap et Ho-Chi-Minh sont contraints de se lancer dans une guerre de résistance, contre le colonialisme français.

Giap, lui qui aimait à se proclamer « homme de paix » et « général autodidacte » devient l'organisateur de l'armée vietnamienne dans la guerre d'Indochine. Il est surtout considéré comme le fin stratège de la victoire de Dien Bien Phu, en 1954, qui met fin au conflit.

Ses qualités de planificateur permettent à l'armée vietnamienne de mobiliser – grâce à un système de tranchées, une chaîne logistique minutieuse – des centaines de pièces d'artillerie qui pilonnent inlassablement la cuvette de Dien Bien Phu, tandis que les troupes encerclent la place forte.

Le 7 mai 1954, les troupes françaises se rendent. C'est la première grande victoire d'un peuple colonisé face à l'armée expérimentée d'une grande puissance impérialiste. Giap en devient le héros, même si lui-même a toujours affirmé que le peuple vietnamien était le meilleur général de la guerre.

L'organisateur de la victoire contre l'occupant américain

Nommé ministre de la Défense du nouveau gouvernement du Vietnam-nord, la lutte continue, cette fois contre l'envahisseur nord-américain, toujours une guerre populaire pour Giap mêlant de façon intégrale aspects militaires, politiques, économiques et idéologiques.

La stratégie, comme le rappelait le général Giap, était : « de toujours prendre l'initiative, tout en connaissant bien l'ennemi (...) Il fallait forcer l'ennemi à combattre comme nous le voulions, sur le terrain que nous voulions ».

Planificateur inégalé, Giap construisit à partir de 1960 la « piste Ho-Vhi-Minh », un gigantesque réseau de communications de 20 000 km de long, du nord au sud du Vietnam, qui permit jusqu'à la fin de la guerre de ravitailler la résistance au Sud.

Giap est sceptique sur la conception militaire derrière l'offensive du Têt en 1968 – un soulèvement général dans le Sud-Vietnam. Sa conception d'une attaque éclair et d'un repli consécutif, pour frapper le moral ennemi tout en évitant les pertes alliées, n'est pas retenue.

La solution privilégiée par les dirigeants du Parti, une offensive plus soutenue, n'est pas une réussite militaire. Toutefois, elle répondit, des dires de Giap même, pleinement à un objectif politique : démoraliser l'ennemi, au front et aux arrières, afin de hâter la fin de la guerre.

Après avoir organisé la défense du Nord du pays en 1972 contre les bombardements américains, Giap coordonne l'offensive pour libérer le Sud-Vietnam, après les accords de Paris avec les Etats-Unis signés en 1973.

En 1975, les opérations militaires menées par Giap – avec notamment les rudes batailles de Da Nang et Hué – conduisent à la prise de Saigon, puis à la réunification du Vietnam sous bannière socialiste.

Une fidélité sans faille dans l'engagement communiste

Dès lors, Giap occupe le poste de ministre de la Défense jusqu'en 1980, tout en étant membre de plein droit du Bureau politique du Parti communiste du Vietnam. En 1982, il est écarté du Bureau, officiellement pour des raisons liées à son état de santé. Officieusement, le désaccord est politique.

Giap quitte le Comité central en 1996, il n'en a pas pour autant cessé d'intervenir dans la vie politique. En 2009, il a exprimé son opposition aux ingérences chinoises pour exploiter les mines de bauxite des hauts plateaux du Sud, toujours dans le but de défendre



Rares sont les personnages politiques et militaires qui ont autant marqué l'histoire du siècle que le général Giap : acteur décisif de la décolonisation et figure du communisme du XXème siècle, hantise des forces de la réaction occidentale et héros de son peuple vietnamien.

l'indépendance du pays.

Jusqu'à sa mort, Giap a toujours été fidèle à ses idéaux communistes, au combat révolutionnaire qui fut celui de sa vie. Il a également toujours rendu hommage à l'action des communistes français, du PCF, dans le soutien actif apporté à la lutte pour l'indépendance du peuple vietnamien.

Quand on lui demandait si le Vietnam devait suivre la voie de la Russie et de la Chine, Giap répondait : « Nous apprenons de l'expérience, à la fois bonne et mauvaise, du capitalisme. Mais nous avons notre propre vision, vietnamienne, des choses. J'aimerais ajouter que nous nous battons toujours pour l'indépendance, nous suivons toujours le chemin tracé par Ho-Chi-Minh, la voie de l'indépendance et du socialisme.

Je suis toujours socialiste mais qu'est-ce que le socialisme ? C'est l'indépendance et l'unité du pays. C'est la liberté et le bien-être pour ceux qui y vivent. Et c'est la paix et l'amitié entre tous les Hommes. »

Le combat de Giap pour la libération des peuples coloniaux du joug des puissances impérialistes, le lien entre indépendance et socialisme, recherche de l'unité et lutte idéologique, fut aussi historiquement celui des communistes français.

Il reste aussi pour nous le modèle d'un grand révolutionnaire du XXème siècle, un exemple humain également de fidélité à l'engagement communiste, d'humilité mais aussi de détermination face aux obstacles posés par la réaction sur le chemin de la libération.

Solidarité Internationale
5 octobre 2013

RUSH SERVICE
SAME DAY MOST

TRADUCTIONS
TRANSLATIONS
RESUME PREPARATION

FAX SERVICE
HAITI & CARIBBEAN

TAXES EMPLOYEE
DRIVERS
BABYSITTERS
CURRENT & BACK YEARS SELF-EMPLOYED
FILED YEAR-AROUND

K-EXPRESS
lakay se lakay

1864 NOSTRAND AVE
CORNER NEWKIRK, BROOKLYN, NY
OPEN MON-SAT 9 AM-6 PM
347-406-7823 / 718- 284-3156
FAX 347- 529-2593

MENEZ JEAN-JEROME
Attorney at Law

**Real Estate
Immigration-Divorce**



4512 Church Avenue
Brooklyn, NY 11203

Nou pale kreyòl!

**[718] 462-2600
[914] 643-1226 CELL**

PAUL J. JOURDAN
ATTORNEY AT LAW

107 Kenilworth Place
Brooklyn, NY 11210

Phone:
**(718) 859-5725
(347) 898-7514**

- Immigration
- Divorce
- Business Formation (Corporation & Partnership)
- Estate Administration - Wills
- Real Estate Closings



Poème : Ahmed, le Gazaoui !

Par Ziad Medoukh

Ce poème est un hommage à Ahmed, un jeune gazaoui du camp de Jabalya, tué par des balles israéliennes en pleine trêve.

Une douce matinée printanière réveille le camp de réfugiés. Les premières lueurs de l'aube bleue, les gazouillis d'oiseaux. Le petit matin trace un trait rouge qui s'étire sur la ligne de l'horizon. Maison aux murs de pierres millénaires.

L'odeur généreuse du café noir de sa mère Mélangé au parfum doucereux de la cardamome Le réveille. Ahmed ouvre l'étroite fenêtre, il observe Les premières fraîcheurs annonciatrices du matin.

Quinze longues années de précarité, d'attente, de vie entre parenthèses, Réfugiés à moins de cent kilomètres de son village d'origine, Quinze longues années à subir davantage de restrictions et d'humiliations, Les ultimes larmes de son cœur, puisées dans les tréfonds de son malheur. Des années que ça dure.

Les yeux d'Ahmed sont hypnotisés par ces adversaires insaisissables Ils s'engouffrent dans la pièce étroite partagée avec tant de ses frères Loin des désillusions et de la fatalité qui s'installent dans L'esprit collectif des réfugiés. Seule la flamme de l'espoir l'a maintenu en vie Un rayon du soleil réchauffe l'atmosphère fraîche de la matinée,

En attendant des jours meilleurs, Espoir réduit en poussière.

Dans une impasse étroite du camp, Les immeubles disgracieux des quartiers alentours, Entassés les uns contre les autres, Des rues et des maisons entières englouties Par des monstres affamés, Entourés d'une infranchissable barrière métallique de sécurité, Hérissée de miradors. L'armée a créé un gigantesque no man's land de plusieurs centaines de mètres.

Il se dirige vers les ruelles du camp Sous les regards brûlants des martyrs Figés dans leur héroïque éternité Sur les grandes affiches qui surplombent les rues. Agé de quinze ans, il est devenu adulte d'un seul coup Brusquement, sans transition, Eloigné des habitudes d'adolescent. En fait, on grandit vite en Palestine.

Un silence parfait, cristallin, étouffant, envahit les alentours. Il prend dans sa main moite la main malingre de sa mère. Il voit les longs nuages de poussières soulevés par Les déplacements des blindés israéliens.

Des coups de feu crépitent au loin Un gigantesque bulldozer vient de commencer sa macabre besogne : Écraser l'olivier, le symbole de la paix, Le déraciner, le renverser, l'étouffer et l'enterrer Le désespoir est à son comble.

Les murs et les fenêtres tremblent un instant. Ses yeux vagabondent vers les

citronniers et les oliviers du jardin Touchés par les tirs. Ces arbres s'accrochent Aux bras de leurs racines Comme le nouveau-né Au ventre maternel.

Son cœur est transpercé d'une fine pointe d'angoisse, Angoisse de plus en plus oppressante. Les soldats postés dans les miradors ouvrent le feu.

Ahmed est déjà par terre Son sang transperce l'abîme Victime d'un sniper qui vide toutes les balles De son chargeur dans le corps inerte de l'adolescent, Sans raison et sans précipitation, Avec la précision d'un horloger. Un corps ravagé, déchiqueté, outragé Par la haine d'un barbare Caché derrière un mirador dans son mans s'land.

Un sifflement strident qui s'atténue... Il esquisse un sourire Confusion des sens, Valse de souvenirs, Tourbillons d'émotions, Des heures au parfum d'infini, Il lève les yeux au ciel.

Quelle honte et quelle lâcheté ! Dix balles pour abattre une simple branche d'olivier, Pour tuer un jeune innocent, Pour anéantir une fleur de jasmin Une plante de lumière ! La lumière de la vie, La lumière de Gaza, La lumière de la Palestine, La lumière de la paix ! La lumière de l'espoir.

**Palestine Solidarité
5 octobre 2013**

Au volant de vos regards

(À la mémoire de Sonia Pierre et en appui aux autres Haïtiano-Dominicains en lutte pour leur citoyenneté)

Aux trois quarts nus effets de rage en sus des brumes pour abri à l'horizon sans atmosphère ni instruments pour nul concerto les voici au miroir du soir de pluie en pluie sans aucun tonnerre de canicule pour illuminer la forêt de quiconque.

Mais vos heures (r)assemblent de la clarté dans l'âme devant la montée de ces démoniaques agitateurs et autres dévergondés.

Gauches à leurs tournants leurs mots sont tombés

bruits sourds ouragan d'octobre pailles drues et vieux mulets téméraires dans l'œil de votre fascination pour les savanes de la liberté et les longs territoires de la fraternité.

Mais à tout prendre en compte tant que vous serez la seule instance à bord au volant de vos regards une parole sera toujours là une solidarité aussi offertes à qui vous savez véritables rivières en cavale entièrement furieuses contre le vieil emblème de la dégradation ou de la sécheresse des sentiments.

**Lenous Suprice
7 octobre 2013**

Suite de la page (3)

situation. Des paysans des localités de Baie d'Orange et de Mabriole ont fait savoir que, vu les difficultés de transport de ces sections communales enclavées, d'autres enfants gravement malades de malnutrition, en route vers le centre hospitalier de Jacmel, seraient fauchés.

Des parents postés au chevet de leurs enfants, au bord de désespoir, ont ainsi exprimé leur désarroi : « Mon garçon est devenu une squelette. J'ai perdu tout espoir de le voir revenir à son état normal, puisque je suis à bout de moyen de le nourrir convenablement. Cette situation n'est autre que le résultat de la famine rose, chronique, qui frappe nos sections communales. Nous nous sommes informés de tous les programmes 'à l'oral du président Martelly, qui n'ont pas atterri jusque vers nous autres à Mabriole et à Baie d'Orange. J'ai vraiment peur pour mon enfant... », s'est plainte larmes aux yeux, une mère postée au chevet de son petit de 3 ans.

« Je m'empressais d'amener ma fillette qui présentait des signes vraiment inquiétants. Regarde comment elle est

desséchée. Son petit corps n'est qu'une masse d'ossements. J'ai 4 enfants. Ils sont tous malades. Mais celle-ci, mon unique fille, elle est la plus affectée. L'enfant, elle est toujours souffrante, sans pour autant avoir en réalité aucune douleur », a indiqué un homme qui attendait, avec couchée dans ses bras, sa fillette de 2 ans gravement malade.

Par ailleurs, toujours dans le Sud-est, la corruption qui gangrène la République d'Haïti fait son petit bonhomme de chemin. En effet, un montant de 214 mille gourdes, alloué à un programme de vaccination, a été détourné par des employés du Département de la Santé du Sud-est. Dans le cadre d'une enquête judiciaire relative à cette dilapidation, 3 employés ont été arrêtés et écroués par la justice de Jacmel. Les autres employés de la Direction Départementale du Sud-est, offusqués par cette mesure qu'ils considèrent abusive et injuste à l'endroit de leurs collègues, ont fermé les portes de cette direction. Toutefois, aidés de la police, les responsables de la santé, ont pu quand même, rouvrir les portes de l'administration.

Suite de la page (3) L'Arrêt discriminatoire de la Cour...

une malheureuse jurisprudence internationale, qui pourrait provoquer des conséquences néfastes sur des descendants d'immigrants dominicains dans d'autres régions du monde.

En bref, votre pays est sur une pente dangereuse qui fragilisera, non seulement le respect du droit de ses propres citoyennes /citoyens, mais aussi les relations haïtiano-dominicaines par la création de plus de méfiance entre le peuple haïtien et le peuple dominicain.

M. L'Ambassadeur,

Nous avons noté depuis un certain temps qu'un courant en République dominicaine déploie ouvertement un discours raciste, anti-haïtien, en promouvant des actions punitives contre la population des immigrants haïtiens et de leurs descendants et en organisant des manifestations publiques xénophobes tolérées par votre gouvernement.

À notre avis, cette décision de la Cour Constitutionnelle constitue une sorte de chèque en blanc, donné à ce courant pour légitimer de nombreux abus et injustices. C'est une décision raciste, discriminatoire, qui viole de nombreux principes de droits humains, auxquels la République Dominicaine a adhéré, tels que la Déclaration Universelle des Droits Humains en son article 15 ou le Pacte International sur les Droits Civils et Politiques en son article 24.

La demande d'épuration, faite par la Cour à la Junte Centrale Electorale, pour décanter la population dominicaine en différentes catégories de citoyens, est un précédent dangereux qui risque de provoquer des dérapages. Considérant l'histoire des relations entre Haïti et la République Dominicaine, une histoire marquée par des moments de solidarité, mais aussi par le massacre de 1937, nous demandons, M. l'Ambassadeur, à votre gouvernement de ne pas emprunter

er cette voie dans laquelle ce courant anti-haïtien peut le conduire.

C'est le moment plutôt pour les autorités dominicaines de revoir les relations et l'histoire des deux pays, pour mettre en valeur et promouvoir les actes historiques porteurs de vie et de solidarité et non des actions qui prônent la haine, la division et qui peuvent déboucher sur un génocide. Nous profitons de cette opportunité pour féliciter tous les Dominicains et Dominicaines qui ont dénoncé cette décision de la Cour Constitutionnelle et qui travaillent pour l'établissement de relations harmonieuses, justes et solidaires entre les deux peuples. »

L'ambassadeur dominicain en Haïti, Ruben Silié Valdez n'a pas pu discuter avec les membres de la délégation, mais s'est dit « préoccupé par la question, et qu'il va transmettre la lettre au gouvernement dominicain, qui fera un rapport sur la situation », selon Antonal Mortin, secrétaire exécutif de la Plateforme des Organisations Haïtiennes des Droits Humains (POHDH). « L'ambassadeur a ajouté qu'il y a des possibilités de rechercher des solutions, et promis de transmettre les inquiétudes exprimées par rapport à cette décision », ajoute Colette Lespinasse du GARR.

Ce mardi 8 octobre, le regroupement de partis politiques, Mouvement Patriotique de l'Opposition Démocratique (MOPOD) organise un autre sit-in devant l'ambassade dominicain en Haïti et d'autres sit-in sont prévus devant le consulat dominicain au Cap-Haïtien et à Ouanaminthe, pour protester à nouveau contre cette décision discriminatoire. Donc, il est évident que toute la population haïtienne proteste énergiquement contre cette décision motivée par un courant raciste avec comme toile de fond un contentieux économique.

controlled by three members of Haïti's elite. A 2010 study noted that "rather than undercutting one another's prices, Haïti's major importers collude to agree on prices." This results in local

prices that are unnecessarily high and are sometimes much higher than on the international market. One importer admitted to the study author: "If this were the U.S., we would go to jail."

continued from p(9)

Réforme Agraire (INARA – the National Institute of Land Reform), Haïti's land tenure system is a "complete disorder that has been going on for 200 years." Ethéart claims that most land belongs to the government, because ever since independence, various dictators have stolen, illegally "sold," or given away parcels to their families and their allies. Haïti has no land registry. In the countryside, land security is quite low because many "owners" do not have titles or have titles that are out-of-date. In addition, a great deal of farmland is either state land leased from the government, or is "owned" by large landowner (*grandon*) who then rents it or has sharecroppers (known as "*demwatye*") work it. Thus in many cases, farmers are not invested in the land. Studies have shown that farmers working leased, rented, or share-cropped land are less likely to protect it from deforestation and other practices that weaken the soil and the environment. Another challenge is the fact that "private" land is divided into tiny plots because Haïtian law says all offspring have a right to inherit a portion their parent's land.

3) Neoliberal trade policies.

The World Bank, the International Monetary Fund (IMF), and the U.S. government have pushed neoliberal economic policies on Haïtian governments since the 1980s. In 1995, under pressure from Washington, the Aristide government dropped tariffs on many food products to zero or near-zero: making then the lowest tariffs in the Caribbean at that time. A 2006 Christian Aid report noted: "[T]he results of lowering agricultural tariffs in Haïti have been disastrous." Trade liberalization is directly linked to decreased agricultural production, increased rural poverty, an exodus from the countryside into city slums, and increasing hunger, according to Christian Aid and many other experts. The radical policies came on top of 200

years of having what Haïtian economist Fred Doura calls an "extraverted" economy, which is "exploited and dominated" by foreign countries, their economies, their currencies, and their needs: first France, then the United States. In *Haïti – Histoire et analyse d'une extraversion dépendante organisée*, Doura says that Haïti's dependence is cultural, technological, financial, and also economic, given that since its inception, much of the country's production has been exported while its necessities were imported. Doura laments: "The neoliberal globalization of the economy has reinforced the vise of Haïti's dependence."

4) Population increase coupled with stagnant or declining agricultural output.

This has taken place due to many interrelated reasons, including:

- The land tenure system.
- Decades of an overall lack of government and donor investment in agriculture. For example, during the first half of the 2000s, the Agriculture Ministry received only 4% of the budget, while agriculture and rural development accounted for only 2.5% of official development assistance. A 2009 UN mission deplored "the abandon of agricultural sector and of national production for the past three decades." The mission also noted that the approach of the government and various organizations at the time was characterized by "multiple strategies and programs which are sometimes contradictory and by endless conferences which do not deliver any concrete results."

- Antiquated methods and techniques, lack of access to fertilizers and improved seeds, and other challenges due to the lack of state support.

- Lack of efficient and maintained irrigation systems.

- Crop loss due to the lack of a road system that can safely and efficiently get produce to markets and/or the lack of adequate food storage

facilities.

- Lack of enforcement of a tree-cutting ban, and the lack of an energy policy, which discourages charcoal as an energy source, both of which contribute to deforestation.

- Vulnerability to tropical weather events like droughts and flooding due to massive deforestation and other results of failure to manage the environment.

- Declining soil quality caused, in part, by increased run-off due to deforestation.

- Emigration of youth from farming areas due to lack of schools, other services, and economic opportunity, and the ensuing lack of farmers and farm workers in the countryside.

5) Negative impacts from various food aid practices over the past 55 years

Other failures or negative results of "aid" mechanisms. The Haïtian government told the UN mission that foreign donors shy away from budgetary support and that this is one of many stumbling blocks. According to the UN Office of the Special Envoy, in 2007, for example, bilateral donors gave only 3% of their aid to budget support, while multilateral donors gave only 16%. All the rest of foreign aid went to agencies and projects. Also, the 2009 UN mission criticized a decade or more of focusing on "emergencies" rather than structural causes of hunger, declining agricultural production, environmental degradation, and other linked structural issues. The mission also criticized the results of "the perverse mechanism of handouts like farmers waiting for free fertilizer, the failure to clean certain canals in the hopes that an NGO will pay for it..."

6) Internal market inefficiencies, especially what one U.S. government report called "oligopolistic practices" by food importers. The rice market, for example, is dominated by three major import companies, which are

l'exercice fiscal 2013-2014. Les membres de l'instance de contrôle administratif de la gestion des fonds de l'Etat et des Collectivités Territoriales sont dans une situation irrégulière. Ils ne peuvent pas approuver les engagements de l'Etat

par des contrats avec ses partenaires sous peine d'être jugés par la haute Cour de justice. S'achemine-t-on vers le démantèlement des institutions républicaines par le pouvoir pour pouvoir diriger par décret et sans aucune forme de contrôle

des deniers publics ?

Le peuple haïtien dans sa plus grande majorité a déjà exprimé par des manifestations pacifiques son désaccord avec ce projet. Il exige le départ inconditionnel du président Martelly et son équipe pour viola-

tion flagrante de la constitution. Le Sénat a voté la demande de mise en accusation du chef de l'Etat. Il revient à la Chambre des députés de se prononcer sur la mise en accusation. Des organisations populaires proposent la formation d'un

gouvernement provisoire démocratique coiffé par un Conseil d'Etat représentant tous les secteurs de la vie nationale pour assurer la transition et procéder à l'organisation des élections libres dans le délai constitutionnel.

entière. Leurs parents établis en territoire voisin depuis plusieurs générations ont contribué à faire prospérer l'économie dominicaine. Ces dominicano-haïtiens que les dominicains veulent chasser de leur territoire n'ont, sans doute, aucun repère en Haïti. Ils n'ont donc où aller. En fait, ils sont chez eux en République Dominicaine.

La République Dominicaine estime être dans ses bons droits pour enlever la nationalité dominicaine de ces citoyens nés de parents haïtiens après 1929. Là-bas, on peut vouloir punir Haïti à travers ses dirigeants pour avoir interdit l'importation à partir de la République dominicaine de certains produits aviaires, mais les conséquences peuvent se révéler tout aussi catastrophique pour les deux pays. La décision dominicaine est à la fois stupide, raciste, xénophobe et discriminatoire. Elle viole les conventions, les accords et traités internationaux en matière de protection des droits humains signés par l'Etat dominicain. Cette décision devrait placer la République Dominicaine en marge du concert des nations pour avoir en-

trepris de mener une politique naziste en 2013. Le nazisme dominicain doit certainement avoir des conséquences, notamment économiques afin de soulever les dominicains modérés contre le courant fasciste qui monte en puissance chez eux.

La décision de la Cour constitutionnelle dominicaine est en violation flagrante de l'article 15 de la déclaration universelle des droits de l'homme adoptée le 10 Décembre 1948 qui stipule, « Tout individu a droit à une nationalité. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité. » Cette déclaration a été signée le 11 Décembre 1948 par les dominicains. En fait, les dominicains se croient à une autre époque. Une époque très lointaine qui est d'ailleurs révolue.

La décision de la Cour constitutionnelle dominicaine viole aussi la Convention internationale sur l'élimination de la discrimination raciale (CERD) qui, en son article premier dit ceci : « Dans la présente Convention, l'expression «discrimination raciale» vise toute distinction, exclusion, restriction ou

préférence fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, qui a pour but ou pour effet de détruire ou de compromettre la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, dans des conditions d'égalité, des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social et culturel ou dans tout autre domaine de la vie publique. » (Adoptée le 21 décembre 1965, et entrée en vigueur : le 4 janvier 1969). La république Dominicaine avait ratifié cette convention le 25 Mai 1983.

Une autre violation grave faite par les Dominicains à travers la décision de la Cour constitutionnelle de leur pays de déchoir les dominicains d'origine haïtienne de leur nationalité, est relative à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. En effet, l'article premier de cette convention stipule: « A moins qu'elle n'en dispose autrement, la présente Convention s'applique à tous les travailleurs migrants et aux membres de leur famille sans distinction aucune,

notamment de sexe, de race, de couleur, de langue, de religion ou de conviction, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale, ethnique ou sociale, de nationalité, d'âge, de situation économique, de fortune, de situation matrimoniale, de naissance, ou d'autre situation. » Evidemment, la République Dominicaine n'a pas signé cette convention qui a été adoptée à New York, le 18 décembre 1990.

Aujourd'hui, la bataille à engager contre le racisme dominicain vaut bien la peine. Elle doit être menée sur tous les plans : politique, économique et diplomatique du côté de l'Etat haïtien. Les autorités haïtiennes quoique accusant un déficit de légitimité en raison de conflits politiques internes, doivent se montrer à la hauteur du défi qui est devant elles. En plus des efforts diplomatiques, elles doivent saisir les instances internationales chargées de veiller aux respects des droits de l'homme comme la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH), la Cour Pénal Internationale (CPI), la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme

(CIDH) etc. en vue de les sensibiliser autour de ce cas d'espèce. Aucune action d'ordre politique, diplomatique et surtout économique ne doit être négligée dans le cadre de cette bataille pour le respect de l'honneur et de la dignité humaine.

Les organisations de la société civile doivent jouer, elles aussi leur partition pour que cette bataille contre l'arbitraire, la haine raciale et sociale soit gagnée. Elles doivent participer à toute campagne de sensibilisation de l'opinion publique internationale en vue de dissuader les touristes à fréquenter ce pays où l'on déteste les étrangers. L'économie de la République dominicaine repose en grande partie sur l'industrie touristique. Si ce secteur est touché, cela fera réfléchir les radicaux et le secteur mafieux qui utilisent les institutions étatiques dominicaines pour s'attaquer aux dominicains d'ascendance haïtienne.

Francklyn B. Geffrard
Centre International d'Etudes et de Réflexions (CIER)

Directory Classified

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

DRIVERS

HOME WEEKLY & BI-WEEKLY EARN \$900-\$1200/ WK. BC/BS Med. & Major Benefits. No Canada, HAZMAT or NYC! SMITH TRANSPORT 877-705-9261.

HELP WANTED

DRIVERS with TLC License WANTED! With or WITHOUT car. George Town Car Service, Base # B01081, 919 E. 107th St., Brooklyn. Call Victor, 718.642.2222, cell 646.415.3031.

HELP WANTED

DRIVERS with TLC License WANTED! With or without car. Alpha Car Service, Flatbush Ave. & Ave. I, Brooklyn. Call 718-859-2900.

HELP WANTED

A.Duie Pyle Needs: Owner Operators for Regional Truckload Operations. HOME EVERY WEEKEND!!! O/O AVE. \$1.85/Mile. NO-TOUCH FREIGHT. REQUIRES 2-YRS EXP. CALL DAN or Jon @ 888-477-0020 xt7 OR APPLY @ www.driveforpyle.com

DAISLEY INSTITUTE

495 Flatbush, Brooklyn, NY
718-467-8497



TRAIN TO BECOME A HEALTH PROFESSIONAL IN 4 WEEKS TO 8 MONTHS

NURSE AIDE	\$685
HHA	\$520
PCA/HOME ATTENDANT	\$300
MEDICAL ASSISTANT	\$6000
PHARMACY TECH	\$900
EKG & PHLEBOTOMY	\$690
NURSE TECH/ PATIENT CARE TECH/PCA	\$690

Having difficulty passing the New York Nurse Aide Exam? Try our Nurse Aide Exam Prep Course...\$2500

Morning, evening & Saturday classes, loans available.
Call 718-467-8497

HELP WANTED

AIRLINE CAREERS begin here- Get FAA approved Aviation Maintenance Technician training. Financial aid for qualified students- Housing available. Job placement assistance. Call AIM 866-296-7093

HELP WANTED

CHHAS NEEDED. BAYADA - Nassau/Queens. Work Immediately Available. Certified and 1 Year experience required. Day/ Nights/ Weekends/ Live-in. Pay \$10/hour. 516-408-7922

HELP WANTED

\$8,000 COMPENSATION. Women 21-31. EGG DONORS NEEDED. 100% Confidential/ Private. Help Turn Couples Into Families with Physicians on The BEST DOCTOR'S List. 1-877-9-DONATE; 1-877-936-6283; www.longislandivf.com

LAND FOR SALE

BIG HUNTING LODGE: House, 8 acres, hunt adjoining 500 acre Deer Creek Forest. Bass ponds, brooks, fruit woods. Was \$129,900, now \$99,900.

www.LandFirstNY.com Call 888-683-2626.

Send text or email. jean.vicor68@yahoo.com. 347-379-5765.

LOTS & ACREAGE

Waterfront Lots- Virginia's Eastern Shore WAS \$325K. Now From \$55,000- Community Pool/Center, Large Lots, Bay & Ocean Access. Great Fishing & Kayaking, Spec Home. www.oldemillpointe.com 757-824-0808

PERSONAL

Haitian man seeking Haitian woman age 25-40. Start with friendship leading maybe to love. Must be educated & speak English, French or Kreyol.

WANTED

CASH for Coins! Buying ALL Gold & Silver. Also Stamps & Paper Money, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc in NY 1-800-959-3419

WANTED TO BUY

WE BUY ANYTHING OLD. Costume Jewelry, fountain pens, old watches, world fair and military items. Zippo Cigarette lighters, anything gold. Call Mike 718-204-1402.

PLAZA COLLEGE Est. 1916
MEDICAL ASSISTING
Begin your career with a degree in a field that gives you the clinical experience to care for patients:

- Taking vital signs
- Performing CPR & First Aid
- Administering EKG's
- Performing patient exams
- Assisting in laboratory procedures
- Performing office procedures
- OSHA techniques
- Phlebotomy (drawing blood)

CALL NOW 718.502.6248
www.PlazaCollege.edu
74-09 37 AVE., JACKSON HEIGHTS, QUEENS
1 www.PlazaCollege.edu/disclosures

PLAZA COLLEGE Est. 1916
Health Information Technology
The integral part of the "behind the scenes" medical field

- Gain experience in maintaining health records
- Learn to ensure the quality, accuracy, and confidentiality of vital medical documentation
- Become trained in various classification systems for medical reimbursement processes

CALL NOW 718.502.6248
www.PlazaCollege.edu
74-09 37 AVE., JACKSON HEIGHTS, QUEENS
1 www.PlazaCollege.edu/disclosures

IMMEDIATE WORK AVAILABLE BRONX / QUEENS
CERTIFIED Bilingual English/Spanish H.H.A'S
\$\$\$ • Sign On Bonus Upon Hire • \$\$\$
UPON HIRE **\$125 Live-in / \$50 All Certified** UPON HIRE

- Paid Vacation
- Paid In-Service
- Direct Deposit
- Referral Bonus

• 401K

FAMILY AIDES INC.
CALL FOR APPOINTMENT

Bronx 718-741-9535 **Queens 718-429-6565**
Nassau 516-681-2300 **Suffolk 631-654-0789**

607511

BRAMSON ORT COLLEGE www.BramsonORT.edu
Apply Today 877-479-0705

19 Degree Programs including: **Build Your Future with Us!**

- Paralegal
- Medical Assistant
- Graphic and Game Design
- Electronics Technology
- Business Management
- Computer Technology
- Accounting
- Administrative Assistant
- Renewable Energy
- Computer Programming
- Pharmacy Technician
- CADD & HVAC and more!

Exam Prep & Free Tutoring • Financial Aid Available • Flexible Class Schedules
Affordable Tuition • Job Placement Services • Career Internships

Erectile Dysfunction
Drugs May Be Dangerous To Your Health
FREE book by doctor reveals what the drug companies don't want you to know!

Dr. Kevin Hornsby, MD will mail the first 37 men that respond to this ad a free copy of his new thirty dollar book "A Doctor's Guide to Erectile Dysfunction." He's so sure this book will change your life he will even pay the postage and handling. If the popular pills don't work for you, regardless of your age or medical history (including diabetes and prostate cancer) you owe it to yourself and your lady to read this book.

Call Toll Free (800) 960-4255

Whether you're buying or selling a car, If You Can't Make It To Us, We'll Pick You Up.
 Call **877-356-5030** For Complimentary Pick Up

WE HAVE MORE THAN A LOT... THERE'S A WHOLE WORLD OF SAVINGS!

PURCHASE A VEHICLE BETWEEN 9AM-5PM FROM NOW UNTIL MONDAY AND RECEIVE A GIFT ON US OF EITHER AN IPOD, NAVIGATION, CAR ENTERTAINMENT SYSTEM or BLUETOOTH KIT... COMPLIMENTS OF MAJOR WORLD!

'12 CHEVY CRUZE

Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 47k miles, Stk#82690

BUY FOR: **\$9,995**



'10 TOYOTA RAV4 4WD

Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 16k miles, Stk#73241

BUY FOR: **\$9,995**



'10 HONDA CIVIC

BUY FOR: **\$9,995**



'12 TOYOTA CAMRY

BUY FOR: **\$10,995**



'12 NISSAN ALTIMA 2.5S

BUY FOR: **\$12,995**



'11 TOYOTA SIENNA

BUY FOR: **\$14,995**



'12 NISSAN MAXIMA

BUY FOR: **\$16,995**



'12 NISSAN PATHFINDER

BUY FOR: **\$17,995**



2011 CHEVY MALIBU



BUY FOR: **\$99** PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ \$2995 DOWN PLUS TAX & TAGS Stk# 69396, 18k mi.

2012 TOYOTA COROLLA s



BUY FOR: **\$103** PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ \$2995 DOWN PLUS TAX & TAGS Stk# 84301, 35k mi.

2012 HONDA ACCORD LX



BUY FOR: **\$115** PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ \$2995 DOWN PLUS TAX & TAGS Stk# 82471, 32k mi.

2011 FORD EDGE



BUY FOR: **\$147** PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ \$2995 DOWN PLUS TAX & TAGS Stk# 82896, 51k mi.

2009 HONDA PILOT EX



BUY FOR: **\$199** PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ \$2995 DOWN PLUS TAX & TAGS Stk# 72824, 36k mi.

2011 MERCEDES C300^



BUY FOR: **\$249** PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ \$2995 DOWN PLUS TAX & TAGS Stk# 68924, 13k mi.

CLIP IT. BRING IT. CASH IN!

UP TO **\$3,000**

TOWARD THE PURCHASE OF ANY VEHICLE
 ADDITIONAL VALUE FOR YOUR TRADE • DOWN PAYMENT*

Authorized Signature Required, General Manager
 Must be presented prior to negotiations. Cannot be used for service or parts. Cannot be combined with other offers.

CARS STARTING AS LOW AS \$2,995!

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE	YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE	YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2001	Honda Civic, 87k	73406	\$2,995	2004	Nissan Sentra, 53k	UC16122	\$3,995	2003	Toyota Matrix, 146k	037110	\$4,995
2003	Toyota Camry, 108k	67147	\$2,995	1999	Toyota Rav4, 160k	218724	\$3,995	2005	VW Passat ndsmtr, 24k	69686	\$4,995
2000	Honda Civic, 130k	544413	\$2,995	MANY MORE LIKE THIS TO CHOOSE FROM!			2005	Toyota Camry, 65k	62871	SAVE	
YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE	YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE	YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2003	Honda Accord EX, 91k	72885	\$5,995	2008	Toyota Corolla, 7k	43265	\$6,995	2009	Toyota Camry, 87k	82713	\$7,995
2005	Honda Civic, 142k	78453	\$5,995	2007	Scion TC, 103k	160625	\$6,995	2010	Honda Fit, 17k	73329	\$7,995
MANY MORE LIKE THIS TO CHOOSE FROM!			2008	Volkswagen Jetta, 30k	52550	SAVE	2007	Toyota Corolla, 92k	74352	\$7,995	

MANAGER SPECIALS

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STOCK /VIN	PRICE	YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STOCK /VIN	PRICE
2006	Nissan Altima, 6K TMU	65610	\$6,995	2009	Nissan Murano, 45k	73621	\$12,888
2009	Honda Accord EX, 40k	65124	\$7,995	2011	Nissan Rogue, 50k	69968	\$13,995
2009	Chevy Cobalt, 56k	65308	\$7,995	2013	Nissan Altima, 16k	82570	\$13,995
2010	Nissan Sentra, 46k	68559	\$7,995	2011	GMC Terrain, 51k	82272	\$13,995
2012	Hyundai Elantra, 15k	79461	\$8,995	2007	Lexus ES350, 53k	56974	\$14,888
2008	Jeep Liberty, 17k	54235	\$9,495	2010	Infiniti G37, 28k	70898	\$18,995
2010	Chrysler Sebring, 38k	61787	\$9,995	2009	Acura MDX, 31k	73459	\$22,888
2011	Ford Escape XLT, 25k	74493	\$9,995	2010	Lexus LS 460, 39k	82704	\$31,995

Don't Make Your Next Payment Until You Speak To Us!

MAJORWORLD.COM

1-888-396-2567 43-40 NORTHERN BLVD. LONG ISLAND CITY, QUEENS, NY 11101

TIRED OF YOUR CAR? WE'LL BUY IT FROM YOU! **



TAKE THE R M SUBWAY TO 46TH ST STOP IN QUEENS

Prices include all costs to be paid by the consumer except for license, registration & taxes. Used vehicles have normal wear, tear & mileage, some may have scratches & dents. ††All applications will be accepted. Severity of credit situation may affect down payment, APR & terms. Bankruptcies and liens must be discharged. *Voucher available on vehicle purchase of \$10,000 or more. ^slight h2o damage. **Vehicle must be in safe operating condition, dealer not responsible for excess wear and tear. Offers cannot be combined. NYC DCA#0851824, DMV#7046226.